



## EUROPE

## Espagne

APRÈS AVOIR ABRÉGÉ SA VISITE À MALTE

## M. Suarez nie l'existence d'une crise au sein de son gouvernement

Alors qu'une crise menaçait d'éclater au sein de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), la coalition au pouvoir depuis les élections législatives du 15 juin 1976, — des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient à Madrid, pour réclamer la constitution d'un cabinet de « concertation », nationale, idée déjà repoussée par le chef du gouvernement, M. Suarez.

M. Suarez, qui a abrégé sa visite à Malte et qui est rentré précipitamment vendredi soir 2 septembre à Madrid, s'est employé, dès son retour, à calmer les esprits et à désamorcer une crise qui germe depuis longtemps. « Une crise au sein du gouvernement ? » a-t-il demandé à son arrivée à l'aéroport où l'attendaient huit de ses ministres. « Si j'avais vraiment cru, je le saurais certainement. Mais je peux vous assurer que je ne suis absolument pas au courant d'une crise. » Il a ajouté qu'il n'y avait « rien de nouveau au sujet d'un gouvernement de coalition. Je ne partage ce point de vue ni en tant que chef du gouvernement ni en tant que chef de parti ». Il s'est, d'autre part, déclaré « très satisfait de la compréhension qu'il a trouvée au cours de sa tournée européenne », qui l'a conduit aux Pays-Bas, au Danemark, en France et en Italie et au cours de laquelle il a plaidé le dossier de l'admission de l'Espagne dans le Marché commun.

## Un éditorial de « El País »

Les rumeurs de crise, qui ont sans doute été amplifiées par l'absence de M. Suarez à Madrid, trouvent leur origine dans le lancement d'une campagne en faveur de la constitution d'un gouvernement de coalition. C'est M. Fernando Alvarez de Miranda (démocrate-chrétien), président de la Chambre des députés, qui a relancé le premier cette idée dans une interview accordée, au début de la semaine, à l'hebdomadaire *Gaceta Ilustrada* de Madrid. Les rumeurs sont en faveur d'un gouvernement de coalition avec le parti socialiste.

Vendredi, c'est M. José María de Arelliza, ancien ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de la monarchie, qui a été déclaré partisan d'une coalition. Dans une déclaration à l'agence espagnole Europa Press, il a indiqué que « les problèmes graves existent actuellement en Espagne, mais qu'ils ne sont pas insurmontables. Ils peuvent être résolus par un effort collectif et l'idée de la formation d'un gouvernement de coalition est une bonne idée ».

20 % D'INFLATION  
5 % DE CHOMEURS

L'économie espagnole a été frappée plus d'une fois par la crise mondiale. Une étude de l'O.C.D.E. publiée en juillet insistait sur « l'ampleur des déséquilibres qui affectent aujourd'hui l'économie espagnole ». Le déficit de la balance des paiements est inférieur à 3 %, le chômage supérieur à 5 % de la population active, l'inflation devrait dépasser 20 % en 1977, et le déficit des opérations courantes représente près de 4 % du P.B. L'O.C.D.E. qui, en tant qu'organisme intergouvernemental, est généralement respectueux, conclut : « Les autorités n'ont pas été en mesure de présenter l'appréciation des principaux déséquilibres ». C'est la raison pour laquelle, à peine constitué, le cabinet de M. Adolfo Suarez a, le 12 juillet, dévalué le peseta de dix pour cent plus tard décidé un plan d'urgence pour freiner la consommation, réduire l'inflation et le déficit extérieur. Mais les diverses mesures adoptées : impôt sur la fortune, surtaxe de 5 % sur les hautes revenus, modération des hausses de salaires (le salaire horaire avait augmenté de 30 % en 1976) n'auront pas d'effet avant plusieurs mois et ont soulevé l'hostilité tant des syndicats que des conservateurs. Le responsable de l'économie, M. Fuentes Quintana n'a pas caché qu'il faudrait deux ou trois ans pour réduire de moitié le rythme de l'inflation. Et malgré l'attribution de la surtaxe de 5 % sur les hautes revenus au financement de la lutte contre le chômage, celui-ci est, comme dans les autres pays européens, particulièrement préoccupant.

M. Jacques Chirac a réaffirmé vendredi soir 2 septembre à Bruxelles son hostilité à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. Le président du R.P.R. qui était l'hôte du Centre d'études politiques des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC), a notamment estimé que l'adhésion de l'Espagne à l'Europe verte ne pourrait se faire « sans remettre probablement en cause l'équilibre de la France au Marché commun ».

Il lui semble opportune et nécessaire, M. de Arelliza a toutefois refusé de préciser s'il accepterait de faire partie du gouvernement.

Vendredi également, M. Juan Luis Cebrian, le directeur du quotidien *liberal El País*, a demandé, dans un long éditorial, la formation d'un gouvernement de coalition. Après avoir souligné les « dissensions profondes » qui existent au sein du cabinet, entre libéraux et ceux qui ont fait carrière « à l'ombre du franquisme », M. Cebrian écrivait que la création d'un tel gouvernement est une « obligation » pour les socialistes du P.S.O.E. et « presque une nécessité » pour l'U.C.D. Selon M. Cebrian, M. Suarez « menace de compromettre sérieusement le futur immédiat de l'Espagne » en refusant un gouvernement de coalition, et M. Felipe Gonzalez, le chef du parti socialiste, « semble faire passer ses intérêts personnels avant les intérêts nationaux ». Le Parti socialiste ouvrier espagnol, deuxième formation politique du pays, n'est pas en mesure de grandir les rênes de l'Etat. Si nous voulons sortir de l'ombre tout le monde doit prendre des risques. Pour le P.S.O.E., participation au pouvoir est sans doute un danger mais aussi une obligation envers son électeur. Pour l'U.C.D., c'est presque une nécessité. Entre ces deux formations, on obtient 65 % des voix et ne peuvent ignorer plus longtemps ce fait. Selon le bureau de l'A.F.P. à Madrid, les rumeurs concernant un malaise au sein de l'équipe gouvernementale, composée en grande majorité de membres du parti héritier de M. Suarez (l'Union du centre démocratique), semblent trouver leur origine dans le refus des secteurs sociaux-démocrates et libéraux du cabinet d'appuyer « inconditionnellement » le président du gouvernement, les exigeant ainsi que le premier ministre « ne se contente plus de mots et passe aux actes » et prenne des décisions concrètes concernant notamment la situation au Pays basque, les régimes provinciaux d'autonomie, la réforme fiscale et l'amnistie. Certains socialistes du franquisme cherchent à faire échouer la politique économique de centre gauche menée par M. Suarez en présentant comme un échec la tournée que vient d'effectuer le chef du gouvernement pour défendre l'en-

trée de l'Espagne dans le Marché commun.

La crise qui agite Madrid pourrait entraîner, dit-on dans la capitale espagnole, la démission de deux conseillers de M. Suarez, MM. José Ramon Lluch et Alfonso Osorio, ainsi que celle de M. Rodolfo Martín Villa, le ministre de l'Intérieur mis en cause dans l'affaire des brutalités policières infligées récemment à Santander à un député socialiste.

Quant à l'hypothèse d'un gouvernement de coalition, il faut attendre, en savoir plus, le retour à Madrid de M. Felipe Gonzalez, le chef du P.S.O.E. qui effectue une tournée en Amérique latine.

M. Julien de Madariaga, un intellectuel anglais, nous signale que le nombre des participants à la « marche de la liberté » au Pays basque, qui s'est achevée à Pamplonne le dimanche 28 août (le 30 août) est supérieur au chiffre avancé par notre envoyé spécial, Charles Vanhecke. Selon les estimations de M. de Madariaga, le nombre des manifestants se serait élevé à cent trente-dix mille. Celui des automobiles précède-t-il à environ cinquante mille.

## Italie

Le parti socialiste et le « compromis historique »  
« Nous ne voulons être ni raisonnables ni unitaires »  
déclare au « Monde » M. Bettino Craxi

M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste italien, s'est entretenu, vendredi 2 septembre, à Paris, avec M. François Mitterrand. M. Craxi, qui a été porté à la tête du P.S.I. en juillet 1976, au lendemain de l'échec électoral de son parti, voulait s'informer sur l'évolution de la situation politique en France, sur les rapports entre socialistes et communistes français en particulier. Agé de quarante-

trois ans seulement, originaire de Milan, bastion du socialisme italien, M. Craxi est un ancien universitaire. Dans l'interview qu'il nous a accordée, il explique notamment la difficile tâche qui lui a été confiée : reconstruire le parti socialiste italien, menacé d'apoplexie en cas d'alliance durable entre le P.C. et la démocratie chrétienne.

« En tant qu'Italien, habitué à une certaine courtoisie dans les rapports politiques, états-vous étonné par l'absence de politesse par l'agence P.C.-P.S. en France ? »

« Oui, car la politesse de la part du P.C.F. donne une impression d'artificialité, de calcul. Elle paraît fondée sur des arguments qui ont été utilisés dans les années 30. Le social-facteur de surprise, c'est le ton utilisé par le P.C.F. cette impression de méfiance à l'égard de son propre allié. Ce n'est pas justifiable si on pense que communistes et socialistes français sont alliés depuis des années. Il me paraît impossible qu'une alliance de cinq ans, et à brève échéance des épreuves difficiles, puisse être remise en cause à la veille d'élire le chef d'Etat. L'espérance d'une situation normale pourra être valable ».

« Qu'est-ce qui vous fait soupçonner de ce calcul de la part du P.C.F. ? »

« Je pense à des calculs électoraux. Le P.C.F. éprouve des difficultés à accepter la situation qui régit actuellement en France, avec le parti socialiste en tête des forces de gauche. On peut aussi faire des hypothèses plus compliquées, plus machiavéliques, mais ce n'est pas à moi de le faire ».

« Avez-vous trouvé M. Mitterrand laïque ? »

« Non, au contraire. Il sait très bien ce qu'il veut faire. Il a participé à la création d'un parti, le parti socialiste, et il veut le faire travailler et progresser, français, et il défendra ce patrimoine avec fermeté ».

« Revenons en Italie. Politiquement, vous avez les communistes italiens ? »

« Oui, mais dans un climat assez respectueux de l'autre. Nous politiciens nous sommes sur des problèmes idéologiques qui peuvent paraître abstraits, mais qui, en fait, influencent directement la vie politique, sociale, culturelle. A propos des pluralismes, par exemple, les communistes désignent nous cette formule : une société homogène dans laquelle différents groupes sociaux sont représentés, mais qui s'inspirent, pour reprendre la formule de Bettino Craxi, dans le cadre d'un pouvoir démocratique unitaire ».

« Nous, socialistes, pensons au contraire que le système doit permettre les antagonismes de forces. Autre sujet de polémique : qu'est-ce que le communisme du P.C.I. ? En quoi devrait consister la révision de l'idéologie traditionnelle du mouvement communiste international ? Car nous considérons que les actes et les idées, trouvent une certaine cohérence chez les communistes italiens, même si certains prétendent que les actes sont plus importants que les idées ».

« Que pensez-vous de la réputation d'indépendance à l'égard de Moscou du P.C.I. ? »

« Le P.C.I. est très prudent dans ses rapports avec Moscou. Le parti résume d'ailleurs sa position par la formule : l'unité dans la diversité ». Cela veut dire, par

exemple, qu'on peut diverger de Moscou sur l'indépendance tout en restant uni ; avoir des sympathies pour Dubouk et brandir le portrait de Breznev à la tête de l'Unité, à Milan ».

« Nous avons été très déçus par l'attitude du P.C.I. lors de l'attaque de Carrillo par Moscou. Nous pensions que le P.C.I., considéré par nous comme le fondement de cette tendance à l'unité, aurait pu nous aider à développer les principes du communisme, à nous engager dans un débat de fond. Or, il a laissé tomber la question fondamentale du socialisme. Si on accepte l'hypothèse d'une évolution réelle, profonde du parti communiste italien, il faut dire que cette évolution apparaît très présente, nous ambigüe. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'être considérés comme des compagnons de route ».

« Si vous faites partie des « plus critiques » ? »

« Nous sommes nécessairement très exigeants vis-à-vis de l'évolution des communistes italiens. Nous proposons une alternative stratégique pour la gauche, mais une telle stratégie n'aurait aucune chance de succès si on ne faisait pas le maximum de clarté sur les principes. Nous soulignons donc les pas en avant faits par les communistes, mais aussi leurs silences, leurs ambiguïtés. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'être considérés comme des compagnons de route ».

« L'existence même de votre parti, qui a recueilli moins de 10 % des voix aux élections de juin 1976, ne serait-elle pas directement menacée si le compromis historique se réalisait, entre la démocratie chrétienne et le parti communiste ? »

« Le compromis historique ne se réalisera pas. Une telle alliance ne serait supportée ni par les électeurs, ni par les communistes. Si ce compromis se réalisait, nous constituerions une grave menace pour personne n'aurait intérêt à son existence ».

« On en est à la reconstruction de votre parti décidée au congrès de juillet 1976 ? »

« Le parti socialiste a connu trois sessions depuis la guerre. De 20 % des voix, nous sommes passés à 10 %. Nous aurons besoin du double, il y aura une voie simple : être « raisonnables » comme on dit, et entrer au gouvernement. On bien aller les communistes, faire le porteur de la réforme, nous ne voulons pas fonder les subalternes. Les jeunes cadres du parti ne le veulent pas. Nous ne voulons être ni raisonnables, ni, comme disent les communistes unitaires ».

« Que voulez-vous faire pour ne pas être subalternes ? »

« Tout d'abord, ne pas se laisser porter par le vent de la mode, libre de responsabilité gouvernementale, des décisions arbitraires, un parti ne peut pas prétendre maintenir des idées toutes les caractéristiques de la tradition sous peine de se transformer en une secte. Par exemple, on ne peut pas dans la même mesure s'inscrire en direction des catholiques socialistes et maintenir un

antidémocratie feroce. On ne peut pas, comme le font certains intellectuels du parti, faire une distinction entre pluralisme politique et pluralisme économique. Il faut une certaine dose de conformation avec certaines couches sociales. »

« Si nous faut aussi développer notre implication sociale, reprendre l'initiative dans les syndicats, dans les coopératives, rétablir le contact avec la société, là où nous sommes les plus faibles ? »

« Nous devons développer les arguments du socialisme, reconstruire le patrimoine historique du socialisme italien, ouvrir un grand débat dans la société. Nous ne pouvons pas être communistes. Mais pour ce, il nous faut un parti assez uni. Certes, je ne suis pas un unitariste des partis centristes. Mais nous ne devons pas retomber dans les luttes de clans qui nous ont fait perdre tout intérêt. Nous sommes une société pré-industrielle. Nous devons restaurer l'image du parti, qui a été assailli par les compromissions de la gauche des temps où nous parlions de socialisme. Nous avons fait beaucoup de tort aux jeunes hommes qui y ont vu 7 millions de nouveaux électeurs en 1976 ».

## L'eurocommunisme

« Croquez-vous en l'existence de l'eurocommunisme ? »

« Il est difficile de mettre dans le même mouchoir des hommes comme Castelli, Berlinguer, Marchais, Carrillo, Buzek, présent, le seul qui ait tenté de donner une base organique à la révision de la doctrine, c'est Carrillo et lui seul. Carrillo, le communisme a succédé un grand intérêt, mais, comme tous les grands espoirs qui ne se réalisent pas, il a été déçu. Carrillo a fait de grandes déceptions. Bien sûr, il faut du temps, mais l'épreuve quelque impatience ».

« En l'eurocommunisme ? »

« C'est aujourd'hui entre les partis socialistes ouest-européens des conditions de solidarité, de collaboration, qui n'ont jamais existé. Nous faisons parfois des interprétations différentes, mais nous constituons une grande famille en train de faire des efforts pour connaître et utiliser différentes expériences. Bref, même si on ne peut pas parler d'eurocommunisme, il existe bel et bien un socialisme ouest-européen ».

« Pour nous le socialisme est un mouvement d'idées et d'efforts qui a déjà produit d'importantes changements. Sous sa poussée, le capitalisme a dû corriger les aspects les plus inhumains de l'organisation de la société. Mais il nous faut aller au-delà de la société capitaliste, nous devons nous transformer. On trouve même des formes de socialisme là où on n'a jamais parlé de socialisme. »

« Ce qui ne fait jamais oublier, c'est que le socialisme est une doctrine de libération. Les interprétations fautes qui sont à l'origine du totalitarisme, du stalinisme et de la terreur, lui sont postérieures ».

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC.

## Une lutte de trente-huit ans

(Suite de la première page.)

Il se distinguaient alors avec éclat de Madrid, où le cabinet « monocolore » de M. Adolfo Suarez rencontrait une opposition grandissante. Les Catalans comparant volontiers leur future équipe ministérielle au gouvernement d'unité nationale constitué par de Gaulle à la Libération, et le retour de M. Tarradellas à celui de l'homme du 16 juin.

## Ne pas braver l'armée

Une inconnue demeure : l'attitude de l'armée. Le catalanisme, souvent qualifié à l'époque de « séparatisme », a été une des raisons du prononcement du 16 juillet 1936. Les militaires ralliés à Franco ont combattu la République au nom de l'Eglise, de la propriété, des valeurs traditionnelles, mais aussi pour défendre l'unité de l'Espagne contre les forces de sécession identifiées alors avec les Basques et les Catalans. Le slogan des phalangistes — « l'Espagne est indivisible » — a inspiré la politique de répression menée par le régime franquiste à l'égard des nationalités. Tout au long des négociations avec M. Tarradellas, M. Adolfo Suarez, le président du gouvernement, a évoqué le danger d'une réaction militaire pour modifier les revendications des autonomistes catalans. Chacun connaît à Barcelone la résistance opposée au rétablissement de la Généralité par le capitaine général de la Catalogne.

Les partis catalans, communistes en tête, tiennent compte du risque militaire. Ils ne souhaitent pas pousser leurs revendications au point d'entrer en conflit avec le gouvernement madrilène, car ils savent que leur cause serait compromise si l'armée était amenée à intervenir. Ils se sont montrés très conciliants au cours des négociations. Ils ont même eu l'habileté d'engager le commandant aux côtés de la Généralité en admettant au sein du futur Parlement provisoire ceux, parmi les sénateurs délaissés par le roi, qui sont d'origine catalane.

La Catalogne libre — de 1937 à 1939 — a été plus d'avant que celle de 1932 ? — Oui, répond M. Antonio Gutierrez, membre du comité exécutif du PSUC (communiste). Il y a aujourd'hui une meilleure compréhension entre la Catalogne et l'Espagne. Avec une coopération comprise sous 40 % de non-Catalans, nous sommes plus solidaires qu'en 1932 avec les autres régions du pays. Et celles-ci acceptent mieux le fait catalan : elles aussi se sont éveillées au phénomène autonomiste ; en outre, elles ont vu les Catalans sous le franquisme à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie ».

Socialistes, communistes, militants de la gauche modérée (Convergence démocratique, de M. Jordi Pujol, Esquerra republicana, confinement de la Catalogne : riche et industrielle, à un « devoir » solidaires, envers les régions sous-développées, surtout en cette période de crise et de chômage. Pourtant, ils demandent, non une augmentation de leur budget, mais le droit de l'administrer. Ils sont prêts à aider au développement économique du reste de l'Espagne, sachant que leur propre progrès en dépend.

Autre facteur de changement : avec l'affaiblissement de l'armée franquiste, si puissant en 1939, la Catalogne s'est politiquement assagie, même si les élections ont montré qu'elle était plus « rouge » que les autres régions du pays (la gauche a emporté la majorité des voix, alors que le centre, avec 18 %, a fait moitié moins que sa moyenne nationale). Si les prochaines élections municipales confirment le scrutin du 15 juin, Barcelone aura un maire socialiste et les grandes banlieues industrielles des maires communistes.

## Une autonomie sans contenu ?

Une telle perspective préoccupe le président Suarez. Depuis deux mois, celui-ci a beaucoup fait pour enrayer le dynamisme de la gauche, et il y a réussi en passant par-dessus le tête des parlementaires afin de négocier le processus d'autonomie directement avec M. Tarradellas. Le président de la Généralité se dit un modéré. Son parti Esquerra republicana, dominant en 1932 très minoritaire aujourd'hui, est un peu l'équivalent du radical-socialisme français d'avant-guerre. Symbole national, incarnation d'une légitimité historique, il a été invoqué par tous les partis autonomistes pendant la campagne électorale. Mais les communistes ou les partisans de M. Pujol souhaitent le voir rentrer à Barcelone pour démissionner, échouer et céder la place à un homme plus représentatif du courant majoritaire.

En fait, l'un du nouveau poids que M. Suarez, M. Tarradellas semble bien décidé à quitter, son exil pour

gouverner : avec lui, le gouvernement madrilène aura joué doublement gagnant : il va bénéficier du fait, aux yeux des Catalans, d'avoir rétabli la Généralité. Et il va placer l'autonomie de la Catalogne sous la contrainte d'un homme politiquement assez proche de son parti, l'Union du centre démocratique, laquelle bat déjà le rappel des forces autonomistes et entend apparemment se servir de l'autorité de M. Tarradellas pour contenir la poussée des partis marxistes.

« Suarez va accorder l'autonomie, mais avec le moins de contenu possible », dit M. Narcis Serra, l'un des dirigeants du parti socialiste de Catalogne. En fait, les attributions de la Généralité seront surtout définies dans le statut d'autonomie que les parlementaires catalans auront la charge d'élaborer et de faire voter par leurs compatriotes, puis de faire adopter par les Cortès. Les communistes estiment que ce statut devrait être plus complet que celui de 1932. Les Catalans avaient alors leurs propres forces de police, ils étaient compétents en matière de travaux publics, de santé, de travail, de justice, légiférant dans le domaine du droit civil et pénal. Ils avaient leurs propres établissements d'enseignement, concurrence avec ceux de l'Etat espagnol.

Aujourd'hui, ils pensent pouvoir « catalaniser » entièrement l'enseignement, le droit, le bilinguisme étant déjà acquis. Ils estiment que Madrid voudra garder le contrôle des forces de l'ordre — avec tous les risques que cela implique —, mais ils espèrent élaborer des institutions plus démocratiques, que celles d'il y a quarante ans. Les parlementaires, notamment, veulent non seulement avoir un droit de regard sur la composition du Conseil, mais demandent que celui-ci soit responsable devant eux.

Quelles seront les compétences de la Généralité dans la phase provisoire prévue avant l'adoption, dans un an ou deux, d'un statut définitif ? Les quatre Diputacions (conseils généraux) de Catalogne devraient normalement passer sous son contrôle. Mais les membres de ces Diputacions, théoriquement élus, en fait désignés par le régime antérieur, opposent une sévère résistance à tout changement. L'expérience a montré que le transfert des compétences d'une administration séculaire à une administration entièrement nouvelle prend du temps et rencontre de sérieux obstacles. « La tâche du gouvernement provisoire », dit M. Narcis Serra, « sera d'arracher les responsabilités une par une ».

## La prudence de la gauche

Une autre de ses tâches sera le contrôle des ressources financières. Entre Barcelone et Madrid la polémique sur ce sujet est ancienne. Les Catalans ont souvent parlé de spoliation économique à propos de la loi votée par le gouvernement central, qui a maintenu la fiscalité castillane. Celui-ci a démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du transfert de la fiscalité, mais aussi de l'utilisation de leur épargne centralisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'Industrie — « au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires », selon les dirigeants de la gauche. La parti socialiste de Catalogne a élaboré un projet original visant à diviser en trois la répartition de l'impôt prélevé dans la région : une part resterait sur place, une autre irait à l'administration centrale, une dernière serait gérée par une caisse de compensation alimentée par les régions les plus riches (Catalogne, Pays basque, Madrid) au bénéfice des régions sous-développées.

Ce qui frappe dans l'ensemble c'est la modération et l'unité des forces politiques catalanes face à un problème aussi complexe que l'autonomie. Les partis ont vu leurs rivalités et certains même leur méfiance à l'égard de M. Tarradellas pour parvenir à leur objectif principal qui est le rétablissement de la Généralité. La gauche, bien que majoritaire, est prudente. Elle tient compte de la situation précaire de la démocratie dans le reste de l'Espagne, ainsi que de la crise économique.

CHARLES VANHECKE.

## Danemark

UN INGENIEUR, M. BENIT WEBER, INCULPE D'ESPIONNAGE civil et militaire, a été condamné, vendredi 2 septembre, à Copenhague, à huit ans de prison. Il était accusé d'avoir, durant trois ans, vendu à un pays de l'Est des composants électroniques de son usine et du matériel militaire employé par l'armée américaine. — (A.F.P.)

## OCÉAN INDIEN

Seychelles

## Le socialisme dans la joie

Le socialisme dans la joie, c'est le slogan de la gauche radicale à la Seychelles. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption.

Le socialisme dans la joie, c'est le slogan de la gauche radicale à la Seychelles. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption.

Le socialisme dans la joie, c'est le slogan de la gauche radicale à la Seychelles. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption.

Le socialisme dans la joie, c'est le slogan de la gauche radicale à la Seychelles. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption.

Le socialisme dans la joie, c'est le slogan de la gauche radicale à la Seychelles. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption. Les dirigeants du parti socialiste, qui ont obtenu la majorité aux élections du 15 juin, ont promis de mettre fin à la dictature de l'Union démocratique, qui a gouverné le pays pendant dix ans. Ils ont également promis de réformer le système électoral, de créer une commission de vérité et de réconciliation, et de mettre fin à la corruption.



سكوا من الأصل

# AMÉRIQUES

# ASIE

Une lutte de trente-huit

ernement

Re pas braver l'armes

unitaires

## Chili

### L'Internationale socialiste souhaite que des pressions accrues soient exercées sur la junte militaire

Dans une déclaration adressée à la junte, huit cents cinquante dirigeants syndicaux représentant plus de cinq cents organisations viennent de réclamer le rétablissement des libertés.

A la fin du mois d'août, peu après la publication par le gouvernement du général Augusto Pinochet d'un plan prévoyant la restitution du pouvoir aux civils en 1981, trois cents étudiants et enseignants avaient signé un manifeste rejetant les propositions officielles et demandant la restauration immédiate de tous les droits abolis par la junte.

#### De notre envoyé spécial

Rotterdam. — Des dirigeants de l'Unité populaire au pouvoir à Santiago avant le coup d'État du 11 septembre 1973 ont réuni, du 29 au 31 août, à Rotterdam, les représentants des mouvements membres de l'Internationale socialiste. Ces derniers ont accepté d'accentuer, dans la mesure de leurs possibilités, les pressions exercées sur la junte militaire qui, de lavis des Chiliens venus à Rotterdam, est maintenant sur la défensive.

Assurer la condamnation cette année encore aux Nations unies du gouvernement de Santiago, convaincre les institutions financières internationales de cesser leurs prêts au Chili, dissuader les banques privées de lui venir en aide, demander à toutes les capitales concernées l'interdiction des livraisons d'armes, réclamer par l'intermédiaire du secrétaire général des Nations unies des informations sur le sort des « disparus », encourager l'envoi de missions politiques, syndicales ou humanitaires : telles sont pour l'essentiel les « tâches urgentes » que l'Internationale s'est fixées.

Leur mandat est d'expliquer que les dirigeants de l'Internationale ne sont pas toujours suivies d'effets. D'autre part, certains membres de l'Internationale et qui sont au pouvoir ont la junte certains accommodements. M. Anselmo Sule, ancien sénateur chilien et vice-président de l'Internationale, y a fait allusion. Mais au moment où le régime militaire, qui traverse une crise, s'efforce de donner au monde une meilleure image de lui-même, les dirigeants de l'opposition en exil souhaitent que l'Internationale réitère sa position résolument hostile à la junte. Ils craignent que l'opinion mondiale ne se laisse prendre au piège de concessions qu'ils jugent purement formelles. Les participants à la conférence de Rotterdam se sont à ce propos déclarés « vivement préoccupés » par la visite du général Pinochet à Washington : il assistera, le 7 septembre, à la cérémonie de signature du traité sur le canal de Panama, visite qui implique à leurs yeux une « certaine légitimation » du gouvernement qu'il préside.

Invités à la conférence, les dirigeants du parti démocrate-chrétien (P.D.C.) se sont réunis au dernier moment. Ils ont cependant envoyé aux participants un mémorandum « officieux » fixant le point de vue du parti sur la conjoncture et les modalités d'une éventuelle collaboration avec l'Unité populaire (U.P.). Dans ce document, dont M. Willy Brandt, président de l'Internationale, a recommandé la discussion, ils soulignent l'importance des récentes décisions de la junte. L'établissement d'un calendrier pour la restitution du pouvoir aux civils, la dissolution de la Dina (police secrète), l'annonce de la suspension prochaine de l'état de siège. Ce sont, affirment-ils, des « signes annonciateurs » d'un processus de libération qui ne consiste pas, dans les circonstances actuelles, un message adéquat pour émouvoir la population.

L'attitude de la démocratie chrétienne n'a pas surpris les dirigeants de l'U.P. Tout en rappelant les objectifs communs des deux principales formations politiques favorables au rétablissement de la démocratie, M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste, a mis l'accent sur les points de divergence. « Il s'agit, en premier lieu, de la responsabilité dans le coup d'État », a-t-il expliqué. « Dans le cadre de l'attitude favorable de Washington au sujet du rétablissement de la démocratie au Chili et l'insistance de la communauté internationale sur le plan politique et économique entre les deux pays. » Selon M. Altamirano, ancien ministre des affaires étrangères, et M. A. Sule, dans le cadre de l'U.P., « la démocratie chrétienne attribue trop d'importance au rôle des États-Unis et à celui des puissances occidentales ».

L'U.P. est-elle trop intrinsèque, le parti démocrate-chrétien trop conciliant à l'égard des militaires ? La question a été implicitement posée. Parlant au nom du parti social-démocrate allemand, dont les dirigeants sont favorables à un accord entre l'U.P. et le P.D.C., M. Peter Voser, ancien dirigeant du syndicat de la métallurgie, a invité les responsables de l'U.P. à « ne pas sous-estimer » la conjoncture actuelle. A la grande surprise de nombreux participants, des représentants du parti communiste chilien qui sont alors intervenus lui donnant raison.

M. Volodia Teitelboim et Orlando Millas, anciens sénateurs, ont insisté, comme ils en avaient coutume lorsque l'Alliance était au pouvoir, sur la question du « rapport des forces » au Chili, un problème également très soulevé par M. Diamant. « Ni l'U.P. ni le P.D.C. ne pourront mettre, seuls, la main à la pâte », a dit M. Teitelboim.

L'U.P. a changé. Elle a renforcé sa cohésion. Elle a combattu les tendances « gauchistes » en son sein. La récente exclusion de M. Pedro Vuskovic, ancien ministre de l'économie, en est la preuve. Mais les partis communistes demeurent les partisans les plus convaincus d'un accord avec la démocratie chrétienne.

PHILIPPE LABREVEUX.

## Pakistan

### Accusé d'assassinat

#### L'ANCIEN PREMIER MINISTRE M. ALI BHUTTO A ÉTÉ ARRÊTÉ

M. Ali Bhutto, ancien chef de gouvernement, a été arrêté le 3 juillet par l'armée, a été arrêté ce samedi 3 septembre, à l'aube, dans sa résidence de Karachi. Cette arrestation a été décidée dans le cadre d'une enquête ouverte par le parquet de Lahore sur l'assassinat, en 1974, dans cette ville, de M. Ahmed Khan, père d'un ancien collaborateur de M. Bhutto, M. Haseem Kasuri. Celui-ci a accusé l'ancien premier ministre d'avoir donné l'ordre de tuer une ambassade contre la voiture dans laquelle M. Khan a été tué. L'ambassadeur visitait en fait M. Kasuri, personnalité passée dans l'opposition.

Cinq membres des forces fédérales de sécurité — unité paramilitaire formée par M. Bhutto lorsqu'il était au pouvoir, et notamment leur chef, M. Masud Mahmood, ont formellement reconnu être impliqués dans cet assassinat et avoir reçu leurs instructions de l'ancien premier ministre (le Monde du 1er septembre).

L'administrateur en chef de la Loi martiale, au pouvoir à Islamabad, le général Zia-ul-Haq, avait indiqué jeudi qu'il ne s'opposait pas à l'arrestation de M. Bhutto si celle-ci était requise dans le cadre d'une enquête criminelle.

Un grand nombre de plaintes et d'accusations plus ou moins graves ont été déposées, de fondes déclarations d'adversaires politiques, offense à la magistrature, etc. — ont été déposées contre l'ancien premier ministre. Le groupe réactionnaire de M. Bhutto n'est pas une mise en liberté provisoire sous caution — pourrait entraîner de vives réactions de la part de sa formation, le Parti du peuple pakistanais. Celui-ci pourrait boycotter les élections générales du 18 octobre. Les membres de l'ancien parti de gouvernement sont sans cesse menacés par la décision annoncée jeudi par le général Zia-ul-Haq invitant les candidats aux élections à déclarer leur adhésion à la constitution de 1973, époque à laquelle le P.P.P. a accédé au pouvoir.

Le général Zia-ul-Haq a également évoqué sa préférence pour un accord entre M. Bhutto et M. Kasuri, garantissant mieux que le système fédéral actuel l'unité du pays. Il a d'autre part annoncé qu'il ne s'opposait pas à l'arrestation de M. Bhutto si celle-ci était requise dans le cadre d'une enquête criminelle.

## Birmanie

### L'INFLUENCE DU P.C. A SENSIBLEMENT PROGRESSÉ

(De notre correspondant.)

Bangkok. — L'influence du parti communiste de Birmanie a augmenté sensiblement depuis la décision prise par le général Ne Win, président de la République, de réorganiser le parti communiste en deux branches, celle du Nord-Est en rébellion contre le gouvernement de Rangoun, et celle du Sud, qui est restée sous son contrôle. C'est à la fin de 1976, indique un document shan parvenu à Bangkok.

Le texte note que la prise du pouvoir du P.C.B. dans les États shan et Kachin lui permettrait de mettre sur pied un gouvernement « parallèle », qui aurait en outre l'avantage de contrôler l'ensemble du « Triangle d'or », où sont actuellement produites quelque 50 tonnes d'opium brut. Cela constituerait, poursuit le document, une « arme politique » de poids vis-à-vis de nombreux gouvernements, à commencer par celui des États-Unis, qui cherchent à empêcher la culture du pavot et le trafic d'opium de ses dérivés à partir de cette région.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) En 1976, le P.C.B. (prochinois) a inauguré une politique de la « main tendue » envers les forces en rébellion contre Rangoun. Plusieurs factions des armées shan et Kachin, divisées par des luttes intestines, ont fait alliance avec lui en 1975 et 1976. Ces groupes, estimés à 100 000 hommes, valent de ce fait comme à plusieurs milliers de soldats. — (N.D.L.R.)

## Chine

### Les Albanais diffusent à Pékin un document insultant à l'égard des présidents Huo Kuo-feng et Tito

Tandis que le maréchal Tito visitait, vendredi, la Grande Muraille, avant la reprise, samedi 3 septembre, de ses entretiens avec le président Huo Kuo-feng, l'ambassade d'Albanie à Pékin distribuait un pamphlet dénonçant la visite faite en 1963 par M. Khrouchtchev à Belgrade, la mettant en parallèle avec le séjour du président Yougoslave en Chine. Le même document a été remis, pour rafraîchir les mémoires, par l'ambassade albanaise à Belgrade aux journalistes et aux membres du corps diplomatique. Ce geste confirme la dégradation des relations sino-albanaises.

Pékin (A.F.P.). — L'Albanie a accompli vendredi 3 septembre en pleine visite du président Tito en Chine, un geste provocateur, voire insultant, à l'égard de M. Huo Kuo-feng, qui porte un coup sévère à l'amitié indo-chinoise. L'ambassade d'Albanie à Pékin a envoyé à la plupart des ambassades et correspondants de presse étrangers dans la capitale chinoise un éditorial daté du 13 septembre 1963, de l'organe du P.C. albanais Zeri i Popullit intitulé « Khrouchtchev aux pieds de Tito » et réédité sous forme de pamphlet. Celui-ci porte la date de 1977 et, semble-t-il, est spécialement réimprimé à l'occasion de la visite du maréchal Tito en Chine. Il dénonce violemment la visite faite par Khrouchtchev à Belgrade, en septembre 1963, et tire trois conclusions négatives essentielles de cette visite qui, selon toute apparence, d'après Tirana, sont également valables pour la rencontre Tito-Huo Kuo-feng.

La première « conclusion principale » à tirer de la visite de Khrouchtchev en Yougoslavie, selon Zeri i Popullit, est qu'« en réhabilitant complètement la citation de Tito et en s'unissant avec elle, le groupe réactionnaire de Moscou s'est compromis encore plus profondément avec le camp des ennemis du marxisme-léninisme, du socialisme et de la paix, c'est-à-dire avec le camp des ennemis de la révolution ».

La « seconde conclusion principale » de la visite de Khrouchtchev est que le maréchal Tito et lui avaient « coordonné leurs activités dangereuses de sabotage du camp socialiste et du mouvement communiste international, premièrement et qui plus est, contre les partis marxistes-léninistes qui mènent une lutte de principe résolue contre le rétrograde modernisme et pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme ».

La « troisième conclusion principale » était que Khrouchtchev « a été le principal responsable de la dégradation de la situation internationale et en particulier des impérialismes américains ».

Ce nouveau pavé dans la mare des relations sino-albanaises, déjà très troubles, les alibie encore plus, et peut-être d'une façon décisive. Leur dégradation a commencé le 7 juillet dernier, lorsque Zeri i Popullit a publié un éditorial dénonçant comme « opportuniste » et « anti-léniniste » la théorie maoïste des « trois mondes » — superpuissances, pays développés et tiers monde — et le non-alignement. Le P.C. albanais critiquait également la position chinoise présentée l'U.R.S.S. comme « l'ennemi principal », favorisant ainsi l'« alliance superpuissance impérialiste américaine ».

L'Albanie n'a pas encore été critiquée directement par Pékin, mais les dirigeants chinois, et notamment le président Huo Kuo-feng, ont défendu la « théorie des trois mondes » et préconisé la création d'un « front uni le plus large possible » contre l'« impérialisme », c'est-à-dire l'U.R.S.S. En même temps, Pékin a battu le rappel de tous ses fidèles dans le monde et a défendu ses thèses dans la presse chinoise par leur intermédiaire.

Dans la presse officielle accessible aux étrangers, notamment le Quotidien du peuple, à aucun moment le différend n'a été évoqué directement et l'Albanie citée nommément.

Cependant, un journal, les Nouvelles de référence, publié à neuf millions d'exemplaires pour

# AFRIQUE

## Rhodésie

### « IL FAUT ÉVITER LE CHAOS IMMÉDIAT » déclare M. Young

Tandis que, à Salisbury, M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, qualifie d'« invasions » les dernières propositions anglo-américaines de règlement négocié, M. Owen, secrétaire au Foreign Office, et Young, ambassadeur américain à l'ONU, faisaient, à Londres, un bilan de leur tournée en Afrique australe. M. Owen a indiqué, le vendredi 3 septembre, que la Grande-Bretagne et les États-Unis demanderaient dans le courant du mois au Conseil de sécurité de l'ONU de nommer un représentant spécial du secrétaire général pour un cessez-le-feu en Rhodésie (nos dernières éditions du 3 septembre).

Le secrétaire au Foreign Office a également déclaré, au cours d'une réunion du parti travailliste au Yorkshire, tenue à Barnsley : « Je refuse de croire que nous devons abandonner tout espoir. » Pour sa part, M. Young a déclaré que les États-Unis appuieraient « jusqu'au bout » l'initiative de paix, « il faut éviter le chaos immédiat qui menace non seulement la Rhodésie, mais l'ensemble de l'Afrique australe ».

Cependant, à Washington, M. Holling Carter, porte-parole du département d'État, a qualifié vendredi de « très importante » une éventuelle participation des États-Unis à la force de l'ONU dont l'envoi en Rhodésie est envisagé.

## Angola

UNE MISSION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE, conduite par son vice-président, M. Olaf Palme, ancien premier ministre suédois, est partie pour l'Angola, première étape du voyage qui la mènera ensuite en Zambie, au Botswana, au Mozambique et en Tanzanie. Ce voyage, selon M. Palme, vise à renforcer les liens de l'Internationale socialiste avec les pays d'Afrique australe et les mouvements de libération de cette région.

# Océan Indien

## Seychelles

### Le socialisme dans la joie ?

De passage à Paris, le docteur Maxime Ferrari, ministre seychellois de l'Agriculture et des Pêches, s'est efforcé d'expliquer les raisons du coup d'État, le 5 juin dernier, a placé M. René à la tête du gouvernement de Mahé. Considéré comme le « numéro deux » du nouveau régime, le docteur Ferrari est un gynécologue « tard converti », dit-il, à la politique. Moustache et cheveux noirs et, affaissant une stabilité bavarda, il n'est guère tendre pour l'ancien premier ministre, M. Mancham, play-boy international dont il raille les dépenses somptueuses. « La veille du coup d'État, dit-il, il avait, en moins d'une semaine, diné trois fois chez Maxime ».

Pour le docteur Ferrari, ce geste insolent du premier ministre déchu est la raison essentielle de son éviction. La caractéristique du nouveau gouvernement ? « Anti-élitiste », répond avec une singulière énergie, le ministre de l'Agriculture et des Pêches. « Nous sommes, ajoute-t-il, à la recherche d'une structure sociale plus juste et plus égalitaire, conformément aux aspirations profondes du peuple seychellois. » Il dément, en outre, toute intervention étrangère dans le coup d'État.

Après l'annonce d'une prochaine réforme agraire, prépare-t-il l'avènement d'un régime d'extrême gauche ? « Nous avons pris une option socialiste », le programme que présente pour l'île l'homme M. Paul Séranger, un idéal politique qui convient aux Seychellois. C'est le socialisme dans la joie... Le docteur Ferrari évoque encore les partis étrangers avec lesquels lui-même et ses amis entretiennent, dit-il, des rapports privés.

Heureux et souriant docteur Ferrari ! Heureux ministres seychellois, qui gouvernent une soixante mille compatriotes, dont cinq mille installés sur Mahé et dix mille dispersés entre quatre-vingt-onze îles et îlots. Heureux pays, Mgr Makarios, évêque en témoignage s'il était encore en vie, lui qui, après y avoir été déporté par les Britanniques à l'époque coloniale, y revient voir quelques années... en touriste. — Ph. D.

# A TRAVERS LE MONDE

## Grèce

LE COLONEL DIMITRI PAPADOPOULOU, condamné à dix ans de prison et cinq ans de suspension des droits civiques pour insurrection morale au complet militaire de février 1975, a été radié du cadre des officiers et ramené au rang de simple soldat par décret présidentiel, répond-on à Athènes. — (A.F.P.)

## Somalie

APRÈS LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS, Grande-Bretagne a décidé le 2 septembre d'apporter les « modestes » livraisons d'armes qu'elle s'apprêtait à faire à la Somalie. La décision concertée des trois grandes puissances occidentales est justifiée par l'engage-

ment de l'armée régulière somalienne contre l'éthiopie dans l'opération, engagée qui est, notamment, condamné par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

Les livraisons d'armes soviétiques à l'éthiopie, en revanche, porteraient, selon le Financial Times, sur quarante-huit chasseurs Mig-21, deux cents chars et des missiles antiaériens. Elles seraient fait l'objet, en mars dernier, d'un contrat de 365 millions de dollars conclu entre Moscou et Adis-Abeba. Le quotidien britannique, qui cite des sources occidentales à Beyrouth, affirme que quarante de pilotes éthiopiens s'entraînent déjà sur Mig en URSS.

D'autre part, selon le quotidien libanais le Réveil, l'Égypte aurait commencé à vendre ses stocks d'armes soviétiques, notamment à la Somalie. — (A.F.P., Reuters.)

# Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales  
Baccalauréat (séries A, B, C, D)  
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

école lémania lausanne  
3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/2015 01

## PROCHE-ORIENT POLITIQUE

## Les tensions s'aggravent

(Suite de la première page.)

La plupart des gouvernements arabes sont persuadés qu'il n'y a pas de tension sur la frontière méridionale du Liban afin de poursuivre sa politique de colonisation dans les territoires occupés. Ils entendent coordonner leur action avec les entretiens qu'auraient prochainement avec le président Carter leurs ministres des affaires étrangères, et avant l'ouverture d'un débat sur le Proche-Orient à l'Assemblée générale des Nations unies.

## Le « plan Sharon »

En révélant, vendredi, son plan d'implantations juives dans les « territoires libérés », le général Sharon a indiqué qu'il avait transmis son projet au premier ministre, M. Begin, mais que le gouvernement ne l'avait pas encore approuvé.

Le « plan Sharon » prévoit l'encadrement de la plus grande partie de la population arabe de Cisjordanie entre deux bandes d'agglomérations juives, urbaines et rurales, qui devraient être créées. L'une d'elles, selon le ministre de l'Agriculture, suivra la vallée du Jourdain, et l'autre sera située entre la côte et les principaux centres arabes. De nombreux points de peuplement juif seront créés autour de Jérusalem, et une zone stratégique suivra la vallée du Jourdain à Tel-Aviv.

Le général Sharon, président de la commission interministérielle pour les implantations, a reconnu que la réalisation du plan nécessiterait une population de 6 à 8 millions de Juifs en Israël, mais il pense que ce chiffre sera atteint en vingt à trente ans.

Interrogé sur les réactions arabes, le ministre a affirmé que ce plan ne devrait pas fermer « toutes les options à un accord politique avec les Arabes ». Il a, d'autre part, exprimé sa conviction que les militants du Gush Emunim (Bloc de la foi) ne mettraient pas leurs menaces à exécution et ne créeraient pas, dans les jours qui viennent, de nouveaux points de peuplement juif en Cisjordanie sans l'autorisation préalable du gouvernement. — (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)

## Syrie

LA CAMPAGNE CONTRE LA CORRUPTION déclenchée par le président Assad se poursuit en Syrie. Six personnes ont été arrêtées, et leurs biens confisqués par la commission chargée d'enquêter sur les cas d'enrichissement illicite, a annoncé M. Ahmad Diab, membre du commandement régional du parti Baas (au pouvoir) qui préside cette commission.

M. Diab a révélé que parmi les détenus figuraient plusieurs dirigeants généraux d'institutions publiques ainsi que des courtiers et des intermédiaires, mais aucun commerçant.

## M. Mitterrand : la gauche doit se ressaisir

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti communiste, qui était vendredi 3 septembre l'invité de France-Inter, a été interrogé sur l'exécution de recettes annoncées à la Sécurité sociale. Le premier secrétaire du P.S. a déclaré : « C'est un exemple extraordinaire des chiffres fantasmagoriques donnés par le gouvernement. Il y a quelques mois, il avait imposé des décisions sur la base d'une annonce mensongère ».

En ce qui concerne la politique menée par le premier ministre, M. Mitterrand a noté : « M. Barre a constamment dit, ce qui n'a rien été, la catastrophe qu'il nous attendait à tout moment. Il a énoncé ».

Les prix : « C'est pire qu'un temps de M. Chirac ».

L'emploi : « On a battu tous les records de chômage ».

Le budget : « Cette année, on accuse le déficit ».

La production industrielle : « Elle reste basse, neutre. Par rapport au mouvement du monde, elle recule ».

L'investissement productif : « Il est de l'ordre de +1 %. Ce n'est pas grand-chose, et en tout cas insuffisant ».

Selon M. Mitterrand, le seul point sur lequel M. Barre a obtenu des résultats, c'est le freinage des salaires. En revanche, sur le front de la dette, « Le franc doit être comparé au deutschemark, et il n'a pas cessé de perdre de sa valeur. Le franc réside, c'est évident, à oublier que la dette de la France ».

Le premier secrétaire du P.S. a estimé qu'il y avait moins de points de divergence avant le retour de vacances de M. Marchais et la reprise en main de la délégation communiste au P.C.F. Selon M. Mitterrand, le P.S. se trouve confronté à « des propositions nouvelles du P.C.F. tendant à ne plus tenir compte de la divergence entre les deux points de vue ».

« C'est un fait », a-t-il ajouté.

Puis M. Mitterrand est entré dans le détail des divergences. Il a rappelé que le P.S. est favorable au SMIC à 2 500 F, lors de l'arrivée de la loi sur le travail. Mais ce qui concerne la proposition du P.C.F. de ramener l'index des salaires de un à cinq, il a déclaré : « Cela n'est pas réalisable, donc démagogique. Je ne connais pas de salaires qui soient arrivés à un tel resserrement. Nous refusons cet état ».

Sur les nationalisations, le premier secrétaire a indiqué que son parti refuse les 140 nationalisations demandées par le P.C.F. « C'est non », a-t-il déclaré. « Non au centralisme bureaucratique ».

À propos de la défense, M. Mitterrand a indiqué : « C'est non ! Non à la politique nucléaire proposée par le P.C.F. et à la politique de la gauche au programme commun. La ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

« C'est non ! ».

## La préparation des élections sénatoriales

## VAR : désaccord au sein de la gauche.

La fédération du Var du parti communiste a présenté jeudi 1<sup>er</sup> septembre ses candidats aux élections sénatoriales. Ces candidats sont MM. Henri Cese, instituteur, maire de Carnoules, Armand Conan, conseiller pédagogique, maire de Carqueiranne, et William Nironi, conseiller général, maire de Barjols.

Mme Danièle de March, membre du conseil central du P.C.F., secrétaire fédérale, a indiqué que le parti socialiste avait rejeté la proposition de liste commune avancée par le P.C.

Cette liste aurait comme deuxièmes candidats un communiste, Mme de March a fait état d'un « désaccord » et des « divergences profondes » existant dans ce département entre les deux formations. Elle a estimé : « Si le P.S. refuse d'accorder un siège au P.C., c'est une chose grave ».

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que, dans le Monde du 3 septembre, le Rhône ne figurait pas parmi les neuf départements où les élections sénatoriales ont lieu à la proportionnelle. En revanche, ce mode de scrutin n'est pas appliqué dans la Seine-et-Marne qui dispose de quatre sièges, est placée sous le régime du scrutin majoritaire.

## URUGUAY CINQ ANS DE DÉTENTION de Raul SENDIC

- Le 31 août 1972, le leader populaire uruguayen était arrêté, gravement blessé, au cours d'une manifestation.
- Raul Sendic, né en 1925, avocat stagiaire, militant au parti socialiste, dont il fut le secrétaire de la jeunesse et plus tard membre de la direction. En 1967, il représenta l'Uruguay au Congrès de l'immense socialisme à Paris.
- En 1968, il s'installa dans la région la plus misérable du pays, où il commença à développer un travail syndical parmi les ouvriers agricoles, dont il devint le leader.
- En 1981, ils fondèrent le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre. Syndicat qui aura une activité remarquable dans le syndicalisme uruguayen par ses nouvelles formes de lutte.
- A cette époque, Raul Sendic, des ouvriers agricoles et d'autres militants politiques de diverses tendances constituant le M.L.N. Tupamaros.
- Durant sa détention, il fut transféré à plusieurs reprises dans différentes prisons. Là, il vécut dans des conditions inhumaines isolé, avec une alimentation défectueuse et insuffisante, sans aucun matériel de lecture ni aucune distraction. Ce traitement lui provoqua des troubles cardiaques, viraux et un amaigrissement de quelque 20 kilos. La pression internationale a obtenu quelques améliorations de ces conditions de détention.
- Raul Sendic aime que d'autres prisonniers politiques soient utilisés comme otages. Après avoir été brutalement torturé (physiquement et psychologiquement), on les informait qu'ils seraient exécutés en représailles à toute action de l'organisation à laquelle ils appartenaient.
- Seule la pression internationale peut empêcher la concrétisation de cette menace.
- En Uruguay, sur une population de 2 millions et demi d'habitants, il y a 7 000 prisonniers politiques. Militants des organisations révolutionnaires des partis politiques (mis hors la loi lors du coup d'État) et des organisations syndicales et politiques. Les dirigeants : M. Jaime Perez (du parti communiste), M. Carlos Collino (de la résistance ouvrière-étudiante) et M. Hector Rodriguez (du groupe d'action unitaire), sont parmi eux.
- Nous lançons un appel à la solidarité internationale pour exiger que la désignation des droits de l'homme et de l'humanité des règles minimales pour le traitement des détenus des Nations unies soient respectées pour Raul Sendic et tous les autres prisonniers politiques uruguayens, en particulier l'assistance juridique et une alimentation appropriée.
- Envoyer des télégrammes ou des lettres adressées à : Commandante de la 3<sup>e</sup> Division militaire. Cite 18 de Julio Paso de Los Hornos - URUGUAY. AMIS DE L'URUGUAY. Centre de rencontre. 67, rue du Théâtre - 75013 PARIS. Soutien : C.C.P. - Alain FOURIER - PARIS 19 659 36.

## LA QUERELLE P.C.-P.S. ET LA PRÉPARATION DES

## « L'Humanité » : les propositions socialistes commencent à émerger du brouillard

René Audureau répond dans l'éditorial de l'Humanité du 3 septembre aux déclarations du premier secrétaire du P.S. Il écrit : « Les propositions socialistes commencent à émerger du brouillard dans lequel elles avaient tendance à se cacher modestement jusqu'ici ».

En ce qui concerne le SMIC, il souligne que le premier secrétaire du P.S. « omet de préciser qu'il est contre la proposition du parti communiste » et des syndicats de porter le SMIC à 2 500 francs dès maintenant. Ce qui signifie qu'il devrait, compte tenu de la hausse prévisible des prix, être porté à 2 600 francs au printemps de 1978. Ce qui signifie aussi que la position actuelle du parti socialiste est en réalité celle qu'il avait adoptée en 1972 lors de l'accord sur le programme commun.

À propos du resserrement de

1 à 5 de la hiérarchie des salaires, René Audureau voit que, même si l'U.R.S.S. n'a pas atteint cet objectif, « on ne voit pas en quoi cela peut nous concerner ». Sur les nationalisations, il rappelle la position de son parti de même que sur la défense, et il note, à ce propos, que M. Mitterrand « a été en 1956 l'un des artisans de la force de frappe ». Il conclut : « Ainsi les propos de François Mitterrand confirment l'existence de divergences sérieuses sur des problèmes importants. Mais notre objectif n'est pas, comme l'affirme le programme commun, de substituer au programme commun le programme communiste, ni d'abandonner dans l'immédiat le socialisme. Notre seule ambition est d'arriver avec nos partenaires à une mise à jour du programme qui fasse de celui-ci un instrument efficace pour mettre un terme à la crise et assurer la prospérité du pays ».

## Peut-on travailler à la fois à « L'Humanité » et à « Charlie-Hebdo » ?

Le dessinateur Wolinski continue de collaborer à l'Humanité, comme en témoigne encore la première page de ce journal, samedi 3 septembre. Ce même jour, deux autres quotidiens commentent, en termes différents, le problème que cette collaboration pose au sein de l'équipe de Charlie-Hebdo. « Surpris mais pas choqué » et l'auteur ironise sur ce « copain d'avant-garde ».

Charlie-Hebdo a consacré une page entière de son dernier numéro à cette affaire, comme le Monde l'avait relayé dans ses premières éditions du 3 août.

Dans son éditorial, le rédacteur en chef, Cavanna, fait état de sa « fatigue » et de la « discussion déprimante » que le « professeur » Choron et lui ont eue avec Wolinski la veille du bouclage. « Je n'ai pas envie de lui répondre, écrit-il, disons que le suis — pas que moi — déçu ».

Le dessinateur, dans un article de la même page, intitulé « Pourquoi je travaille à « L'Humanité », résume les reproches que lui ont fait Cavanna, Choron et le dessinateur Cabu, et conclut ironiquement : « On ne peut pas dire que ma collaboration à ».

l'organe du parti communiste soulevait l'embarras de mes amis de vingt ans ».

La chose que développe Wolinski est la suivante : que ses fondateurs le voulaient ou non, Charlie-Hebdo est une publication de gauche, les positions prises et les attaques menées des années durant dans ses colonnes en témoignent sans ambiguïté. « Or, souligne-t-il, plus la gauche se rapproche du pouvoir, plus il semble que nous ayons peur d'elle, comme si, finalement, c'était plus comme d'être de gauche lorsque c'est la droite qui dirige ».

Et Wolinski d'ajouter : « Pour ma part (...), j'ai tenté l'expérience d'aller dessiner à l'Humanité. J'y ai rencontré des hommes et des femmes, intelligents, chaleureux, avec lesquels je me sens bien et qui me laissent libre de dessiner ce que je veux (...). J'ai réservé mes critiques aux ennemis et alliés des communistes, sans jamais les critiquer eux-mêmes. Pourquoi ? Eh bien, je n'en ai pas envie et je trouve que d'autres que moi ont de meilleures raisons de le faire ».

L'article de Wolinski a été reproduit intégralement dans l'Humanité du 2 septembre.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

Dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement

## M. SOISSON : aucune investiture avant l'accord des partis de la majorité.

Interrogé sur la candidature de M. Estingoy (P.R.) dans le dix-septième arrondissement, celui-ci a confirmé le 1<sup>er</sup> septembre (le Monde du 2 septembre), M. Jean-Pierre Soisson a déclaré, le 24 août : « J'ai dit à M. Edgar Faure que je ne souhaitais pas contrebalancer ses projets, faisant allusion à une éventuelle candidature du président de l'Assemblée nationale, actuellement député du Doubs, dans le dix-septième arrondissement de Paris. M. Estingoy, après avoir été reçu le 25 août par M. Soisson, avait aussitôt confirmé le maintien de sa candidature (le Monde du 27 août) ».

M. Bernard Fournier, président de l'Union des jeunes pour le progrès, déclare que l'Union des jeunes pour le progrès « appuiera son action à ceux, comme M. Michel Robert, qui ne songent qu'à leur intérêt national, celui de notre pays ».

## La qualité de l'union

De nos jours, la loi garantit le droit au respect des différences. La diversité des cultures, des mœurs, des genres de vie, des sensibilités, des goûts, des opinions, des convictions ou des modes.

Troisième liberté, enfin, proclamée par la loi, c'est la liberté d'entreprendre. Dans les divers secteurs de l'activité économique, l'initiative et la responsabilité personnelle sont favorisées et encouragées. Pour faire prévaloir le dynamisme, l'invention, la créativité. Notamment pour les professions libérales, les travailleurs indépendants, les petites et moyennes entreprises (industrielles, commerciales, artisanales, agricoles). C'est pourquoi, dans le cadre de la loi, les engagements contractés dans l'année de 1972, et réaffirmés avec solennité dans le corps du texte de 1977.

De même, on établit un plan de lutte contre les pollutions. Priorité sera donnée aux systèmes de recyclage et aux procédés de production non polluants. Dans chaque région sera établi un institut d'analyse et de contrôle des pollutions ; les représentants des associations de défense de la nature participeront à sa gestion.

Enfin, on favorisera activement le recours aux énergies nouvelles.

comme le préconisait le M.R.G. En revanche, dans l'état actuel de nos connaissances et de nos attitudes, notre mouvement est sans doute celui des trois partis de gauche le plus réservé envers un usage mal maîtrisé de l'énergie nucléaire. Aussi, dès son comité directeur du 30 avril, il demandait un grand débat démocratique et un référendum sur le nucléaire, considérant qu'un choix aussi important doit revenir aux Français eux-mêmes. Directement.

## Servir l'union

On le voit : sur de nombreux points, le texte de 1977 est plus riche et mieux adapté aux attentes nouvelles que celui de 1973. Certes, cet accord du 28 juillet n'est pas définitif tant qu'il n'a pas été ratifié par le prochain congrès. Certes, il comporte encore des divergences, les unes mineures, les autres importantes. Il n'est pas inutile qu'elles soient activement débattues, et du moins ce débat ne verse pas dans la polémique institutionnaliste ou la querelle permanente, qui nuisent à la qualité de l'union.

Il est temps, il est grand, de réunir le « sommet » de septembre et d'y dégager des solutions aux problèmes qui restent en suspens. En attendant, il sera vain de dissimuler ces divergences. Il serait coupable d'exagérer leur nombre ou leur importance, tout en omettant de évoquer la qualité de l'accord déjà très largement réalisé le 28 juillet.

Au prochain « sommet », le M.R.G. continuera d'être ferme et résolu sur les points de divergence qui lui tiennent à cœur. Mais aujourd'hui, il refuse d'entretenir une querelle souvent excessive et parfois inutile.

L'exhibition outrée d'un désaccord limité n'est pas dans ses habitudes. C'est le sens de sa réserve ces dernières semaines. Plutôt que de cultiver à l'infini les différences, il préfère mettre l'accent sur l'acquis et l'accord déjà réalisé. Sur ce qui rassemble et non sur ce qui divise.

Un très vif et très banal adage prétend que l'union fait la force. Notre ambition prioritaire

est précisément la qualité de l'union. Parce que c'est l'union, c'est le vœu même de la très grande majorité des hommes et des femmes qui ont voté à gauche. Ce mois d'août les aura heureusement déçus. Poésie septembre leur rapprendra l'espérance.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

Dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement

## M. SOISSON : aucune investiture avant l'accord des partis de la majorité.

Interrogé sur la candidature de M. Estingoy (P.R.) dans le dix-septième arrondissement, celui-ci a confirmé le 1<sup>er</sup> septembre (le Monde du 2 septembre), M. Jean-Pierre Soisson a déclaré, le 24 août : « J'ai dit à M. Edgar Faure que je ne souhaitais pas contrebalancer ses projets, faisant allusion à une éventuelle candidature du président de l'Assemblée nationale, actuellement député du Doubs, dans le dix-septième arrondissement de Paris. M. Estingoy, après avoir été reçu le 25 août par M. Soisson, avait aussitôt confirmé le maintien de sa candidature (le Monde du 27 août) ».

M. Bernard Fournier, président de l'Union des jeunes pour le progrès, déclare que l'Union des jeunes pour le progrès « appuiera son action à ceux, comme M. Michel Robert, qui ne songent qu'à leur intérêt national, celui de notre pays ».

27 SEPTE 1977



## La République et les droits de l'homme

● **M. Rocard** : la lutte contre le chômage est prioritaire  
seule la relance par la consommation populaire nous sortira de la crise

M. Rocard répond : « Le SMIC est aujourd'hui aux environs de 1 660 F. Il sera donc — puisque M. Barre ne réussit pas plus que ses prédécesseurs, et que nous ne sommes pas des haussiers de prix, un petit peu plus rapide que l'an dernier, — en avril 1978, quand la gauche arbitera au pouvoir, aux environs de 1 800 F, soit 8 % de plus que ce genre. Le passage à 2 200 F représente donc une augmentation de l'ordre de 17 % ou 18 %. C'est une augmentation forte, mais raisonnable. Elle permettra d'augmenter le poids de la rémunération hors de portée, sous condition toutefois qu'elle soit  
« moralement, socialement, c'est inacceptable ». Et le responsable économique du P.S. ajoute que face à la relance par la demande, les crédits sociaux, les crédits de crédit sont accordés — sont — accordés de fait face à leurs charges et d'avoir une certaine productivité et à une expansion. Il faut donc que la production soit telle que l'appareil de production soit capable de retrouver, y compris à l'exportation, le dynamisme sur les marchés ».

M. Rocard conclut : « Nous laissons à la droite la responsabilité d'une politique d'expansion modérée qui maintiendrait l'équilibre de

prises, les empêchant d'investir, dégradèrent les finances extérieures, inépuiser les cambistes. Envisageable en 1872, une telle politique ne l'est plus aujourd'hui, dans l'univers instable et dépressif où nous vivons. Il faut nous résigner à l'action par petites doses ; tout comme, en matière de fiscalité, il faut chercher à réaliser par petits coups des progrès vers la sincérité des déclarations et la réduction de la fraude.

Pas du tout, rétorque le secrétaire du parti socialiste Si l'inflation reste aussi forte en dépit des médecines gouvernementales, c'est parce que la stagnation incite les entreprises à

là encore, les deux interlocuteurs défendent des thèses opposées : notamment à propos de l'impôt de la fortune. M. Rocard se prononce pour une refonte de divers impôts et la création d'« un impôt unique, annuel, sur les grosses fortunes » (au-delà de 3 millions de francs), avec « un taux réel, permanent les » (il a raison, variable selon la nature du capital). M. Fourcade estime que cela consiste « à bâtir un énorme instrument de cadastre des fortunes et d'inventaire de toutes les situations pour aboutir à un résultat extrêmement faible ».

**HIERARCHIE DES REVENUS :  
DES CHIFFRES NOUVEAUX**

M. Rocard n'a pas indiqué pourquoi le P.S. retenait une fourchette aussi large ni précisé de quels salariés il s'agissait.

Deux chiffres montrent combien il est utile que la lumière soit complètement faite. En 1976, l'écart entre le salaire moyen des cadres supérieurs et celui des ouvriers allait de 1 à 3,68 seulement; mais la hiérarchie entre les ressources des personnes âgées recevant le minimum vieillesse et celles des quelque dix mille contribuables déclarant les plus gros revenus (le Monde du 23 août) allait de 1 à 105... — J.-P. D.

M. Salisson a présenté, vendredi 2 septembre, à la presse les détails de l'initiative de son parti. Il a notamment déclaré :

« La Déclaration des droits peut jouer un rôle décisif. Elle est le point de départ d'un mouvement. Nous souhaitons que, par-delà certaines oppositions, elle puisse permettre que s'établissent de nouvelles convergences avec ceux qui partagent notre idéal de justice et de liberté. »

« Depuis 1789, de nouveaux droits ont été acquis. D'autres peuvent encore être affirmés aujourd'hui : droit à la diffé-

rence de la culture et de l'environnement, a déclaré vendredi 3 septembre à Nancy, devant l'université politique d'été organisée par le parti républicain. « Ces droits nouveaux et engagements que prendront le premier ministre et le gouvernement à l'égard du pays — et non les programmes de tel ou tel parti de la majorité — qui déterminent le programme du Gouvernement pour l'issue des prochaines élections. Seules les propositions du gouvernement seront vraiment édictées. »

Le respect des droits de l'homme n'est pas un luxe né-

**POMMES DE TERRE**  
Rég. persennive, 35 mm vrac  
0,45 à 0,65 F le kg  
**TOMATES RONDES**  
Ouest ou Midi,  
cat 1, cat 57-6,  
4,90 à 5,90 F le kg  
**RAISIN CHASSELAS**  
Midi, cat 1  
5,50 à 6,50 F le kg  
**LAITUES**  
1,50 à 1,70 F pièce  
Prix variables en région persennive

---

**Secrétariat d'Etat à la Consommation**  
**Commission de Paris**

# RELIGION

## POINT DE VUE

### L'esprit d'un schisme

par DANIEL PEZERIL (\*)

LES catholiques ne peuvent qu'avoir le cœur serré en voyant s'écrouler, avec un semblant de trébuchement, les espérances déçues et déçolantes de la solitude intérieure, cet évêque paré d'un « soldat perdu » qu'est désormais Mgr Lefebvre.

Non qu'il ait pris la plate du désert. Il continue d'habiter parmi nous : il circule de ville en ville, et ce n'est de continence à continence : il convoque, rassemble, apostrophe : il gouverne, administre et pontifie. Il a déjà l'existence d'un chef d'Église dissidente. Tout autre, le sort habituel des combattants chimériques. Pour qu'il, dès lors, les avoir évoqués à son sujet ? Parce qu'il ne sort pas non plus de lui-même. Peut-être aussi parce qu'il possède une certaine grandeur et que cette grandeur, au moins, je voudrais pouvoir la lui attribuer.

Mgr Lefebvre n'est pas le diable. Même maussade, il reste un homme. A de multiples égards, un frère visible et invisible. Comment, malgré lui, malgré nous, ne pas chercher à le rejoindre ?

La chronique de ces dernières années ne lui est guère favorable : interviews extravagantes, scandales, des célébrations sacramentelles abusives, algèbres inqualifiables contre Paul VI, collusions politiques bruyamment revendiquées — sans parler de l'affligeante réception romaine chez la princesse Elvira Pallavicini. Cette fièvre déraisonnée mène à l'évidence qu'il en est arrivé, à l'heure de tristesse où le désespoir et l'obstination ne font plus qu'un.

Il serait cruel de s'y attarder. Cette fin risque d'être lamentable. Pour parler de Mgr Lefebvre, il convient de remonter à un moment où il était moins malheureux, plus lucide et plus libre. Par exemple, au point de départ de son action.

C'est une opinion reçue et qui lui vaut de multiples sympathies parmi les esprits modérés, que sa révolte ne fut qu'une réplique aux abus post-conciliaires. Aux yeux de beaucoup, même incroyants — qu'il se trompe ou non, — il est entré dans l'actualité religieuse en redresseur de torts. Peut-être en médiateur. Pour quelques-uns, en arbitre. Enfin un évêque qui a le courage d'être évêque. Auparavant, il apparaît, ici ou là, comme le « bon pasteur », dont les masses médias ont été tentées et ont tenté à plusieurs reprises — avec la complicité des pouvoirs publics — de populariser le visage.

Comment le même homme serait-il schismatique ? Mgr Lefebvre est, dit-on, un homme simple, désarmé, après d'innombrables engagements, à dénoncer les « actes irréparables ». C'est l'énigme que méconnaît avec amertume, notamment, divers témoins. Mgr Lefebvre s'est fait connaître du grand public, au-delà de la messe, par un livre, tard, il y a tout juste un an, à l'occasion de la fameuse messe de Lille. Or, le possédait déjà à son actif, depuis le concile, un passé pour le moins fort engagé.

Il faut avouer que ce passé est mal connu. Il n'est pas guère le proche parent de Rome à l'école parait formel, cléricale, inaccessible. Ce ne saurait déplaire à Mgr Lefebvre. Que souhaite-t-il, sinon qu'on le prenne aujourd'hui là où il en est, en plein affrontement avec Paul VI, appelant les fidèles à le dépasser ? Il ne tient pas spécialement à être interrogé sur son rôle antérieur ni à se découvrir davantage.

Comment, en effet, justifierait-il l'étrange comportement de l'évêque à la retraite qu'il est depuis quelques années ? Non, certes, qu'il ait manqué de savoir-faire. Le volait s'introducteur en Suisse, puis s'annonçant aussitôt, pour s'établir, à une série de coups de main « nocturnes » les plus contraires à l'esprit catholique. De telle sorte que, dix-huit mois plus tard, il possède un séminaire à lui, hâtivement bâti, équipé et recouvert, et, après deux années de fonctionnement, il décrit, par une loi nécessairement toute fictive, que les sujets issus de ce foyer constitueront un corps spécifique de prêtres. Il ne lui reste plus qu'à s'octroyer l'autorité de leur contre le sacerdoce pour se poser, dans un mépris radical du pape, comme l'évêque d'une sorte de diocèse personnel.

L'histoire nous apprend que s'il n'y a pas d'Église sans ministères, il suffit d'un évêque pour former une Église séparée. Encore faut-il qu'un grave différend religieux ait surgi.

Dès ces premiers temps, Mgr Lefebvre a frappé ses vassaux par cet habituel complexe d'innocence, qui deviendra bientôt si dramatique. Il continue d'ailleurs d'estimer que ni ses collègues ni le pape n'ont droit à la vérité de ses intentions. Il commence même à se servir comme d'un moyen de pression psychologique de l'iniquité qu'il éprouve. Soudain, en novembre 1974, est divulgué dans une petite revue intégriste ce qu'il intitule sa « Profession de foi ». Jamais encore depuis le concile on

évoque n'avait, au nom de la « Rome catholique », de la « Rome de tous les jours », repris publiquement les attaques des libelles extrémistes contre la « Rome d'aujourd'hui », « protestante » et « moderniste ». Maintenant c'est fait. Mgr Lefebvre a parlé.

On éprouve un scrupule à penser que ce cheminement ait été prémédité. A tort sans doute. Après tout, si Mgr Lefebvre en a prévu les étapes et de loin, on doit lui en donner acte. Toujours est-il qu'à partir de cette « Profession de foi » plus aucune retenue n'est gardée à l'égard de Paul VI ni de la personne. Bien entendu, malgré l'interdiction répétée du pape, des prêtres seront ordonnés à Écône en juin 1976 et 1977. Mais surtout le front d'attaque est subitement élargi. Désormais Mgr Lefebvre, qui en est dépourvu par principe, se cherche ostensiblement un peuple.

C'est alors qu'il parcourt le monde et que l'on découvre la plupart des personnes qui parient de lui aujourd'hui. On ne saurait nier qu'il ait su tirer auprès d'elles un avantage disproportionné des fautes, des distorsions ou des malheurs post-conciliaires. Il en a nourri sa querelle. En revanche, à l'encontre de ce qu'on répète si souvent, il n'a pas fait qu'y répondre. Sa cause était autre. Elle était antérieure.

Au risque de déceper les fidèles qui s'adressaient à lui, il a pris soin dès le début de leur déclarer que, au-delà de ce qu'ils voyaient et déplorait, le mal résidait essentiellement dans Vatican II — en personne — c'est-à-dire dans l'esprit de l'assemblée oecuménique, partagée ou ratifiée par le pape et tous les autres évêques. Devant cette catastrophe universelle, plus d'autre orthodoxie que la sienne, plus d'autre sécurité.

Comment cette affabulation inouïe s'est-elle pu trouver crâniée auprès de catholiques simplement de bon sens ? Parce que Mgr Lefebvre est parvenu à les convaincre que, contrairement à nous, il ne faisait que l'un avec eux. Il se voulait « leur » évêque : dans sa « paternité », il leur ordonnait, en dépit du concile, de « rester eux-mêmes » ; que leur conscience se tranquillise, avec lui il s'innoverait rien : quant à l'ostéisme qui le frappe, n'y reconnaissez pas les incompréhensions, les contraintes ou les brimades quotidiennes dont eux-mêmes sont l'objet.

Les « pratiques » de Mgr Lefebvre, dans l'ensemble, n'en demandaient pas davantage. Il ne songeait surtout pas à rompre avec Rome. Cependant, certains ont entendu de sa part comme un appel et, en réponse à la dette qu'ils avaient contractée, ont résolu de ne plus faire qu'un avec lui. Ils sont entrés dans le cercle de l'élection schismatique.

Comment en sont-ils arrivés là ? Pour parler comme Pégy, ils ont eux aussi leur « âme du matin ». C'est elle qui fut la besogne de leur journée. Sous quelles influences les a-t-elle conduits à cette décision singulière ?

Il suffit de jeter un coup d'œil à travers les siècles pour se rendre compte qu'il y a schisme et schisme, voire schismes et schismes. Ce n'est que rendre justice à Mgr Lefebvre que de constater que le sien n'a pas eu besoin pour naître que le pape le prononce. Ses supporters se sont en quelques années rendus si disponibles ou si malléables jusque dans leur humanité profonde qu'en fait — la petite Église d'Écône — est déjà en activité.

J'en donnerai deux illustrations. La première saute à l'œil plus aux yeux qu'elle consiste dans une altération du sens de la réalité qui se retrouve dans de nombreux schismes : on ne perçoit plus ce qui subsiste et vit dans l'Église. Mgr Lefebvre s'est écrit l'autre jour dans Saint-Nicolas occupé : « Regardez autour de vous à Paris ! Il n'y a plus rien, rien, rien... » Ses auditeurs n'avaient qu'à faire quelques mille pas pour vérifier plusieurs fois le contraire.

Mais il s'agit bien de vérifier ! Le monde est perdu, il n'y a plus de chrétiens », c'était l'interpellation des donateurs à saint Augustin.

L'évêque d'Hippone, qui savait lui aussi ce qu'est un temps d'indolence et de crise, s'épouva à redresser leur jugement pratique. En vain. Ils n'entendaient même plus la parole in-définitive du Christ : « L'Église est, mais le bon grain aussi. »

Le « rien » de Mgr Lefebvre, qu'on retrouve partout, représente un préalable obligé affectif et mythique. Inutile de le discuter. Il est irremplaçable. Il fournit à Écône son illusion spirituelle et sa raison de prendre tout en main.

Le second test est plus surprenant encore, bien qu'aucun schisme traditionnel n'y échappe. Il réside chez Mgr Lefebvre et les siens une véritable panique religieuse devant la dimension proprement catholique de l'Église, c'est-à-dire devant son irré-

# ÉDUCATION

## UN SERVICE TÉLÉPHONIQUE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA RENTRÉE SCOLAIRE

Un service « spécial » destiné à 1977 est organisé dans les rectories et les inspecteurs académiques. Du 5 au 22 septembre, des « renseignements » seront à la disposition des élèves, des familles et des enseignants dans des bureaux d'accueil spécialement ouverts à cette occasion.

Une permanence téléphonique sera assurée au ministère de l'Éducation nationale du lundi au vendredi, de 9 h. 30 à 12 h. 30, aux numéros suivants : 755-39-39, 755-39-90, 755-31-25 et 755-32-23.

Pour Paris, les parents et élèves seront reçus au 3 bis, rue Maitland (8<sup>e</sup>), de 9 heures à 11 h. 30 et de 13 h. à 16 h. 45, du 5 au 22 septembre. Des renseignements pourront être donnés par téléphone au 200-47-46. Pour l'entrée en sixième, demandez les postes 30-33 et 30-34. Paris — hors région — : pour le premier cycle, les C.A.P., les classes préparatoires, postes 30-35 et 30-36, pour l'entrée en seconde et les B.E.P., postes 30-48 et 30-50 ; enfin, pour les classes de première, baccalauréat et préparatoire, poste 30-46.

D'autre part, le G.N.F.P. demandeur aux chefs d'établissement d'accueillir, dans toute la mesure du possible, des suppléants d'horaires le lundi 18 septembre, pour donner aux élèves qui le souhaitent, les heures d'attente à l'école.

(\*) Evêque auxiliaire de Paris.

## Il reste des places dans neuf des treize universités de Paris

La chancellerie des universités de Paris a fait savoir que des places sont encore disponibles dans neuf des treize universités parisiennes pour les étudiants qui n'ont pu s'inscrire les formations de première inscription avant le 31 juillet. Les universités qui acceptent les étudiants sont : Paris-I, Paris-II, Paris-VI et Paris-XI (Orsay). Nous publions la liste des disciplines dans lesquelles des étudiants peuvent encore s'inscrire :

DEUTY — Paris-V, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

SCIENCE ÉCONOMIQUES — Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

LETTRÉS — Paris-III, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

LETTRÉS ET ARTS — Arts plastiques : Paris-VIII ; Histoire de l'art : Paris-X ; musique : Paris-VIII.

LETTRÉS ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES — Anglais : Paris-III, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII ; Allemand : Paris-III, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII ; Espagnol : Paris-III, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII ; Portugais et Italien : Paris-III, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII ; Russe : Paris-IV, Paris-X, arabe et hébreu : Paris-III, Paris-VIII ; Chinois : Paris-VII, Paris-VIII ; Roumain, polonais, serbo-croate : Paris-IV ; Coréen, japonais, vietnamien : Paris-VII ; études slaves : Paris-VIII.

LETTRÉS ÉTRANGÈRES — Philosophie : Paris-X, Paris-XII, sociologie : Paris-VIII ; psychologie : Paris-VIII, Paris-XIII ; histoire : Paris-VIII, Paris-X.

Paris-XII, Paris-XIII ; géographie : Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE — Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES ET SCIENCES SOCIALES — Paris-VII, Paris-IX, Paris-X, Paris-XIII.

Les candidats doivent s'adresser au service de scolarité de l'université concernée, en accompagnant leur dossier d'inscription d'une demande de dérogation. Voici les adresses des services de scolarité :

PARIS-III : 13, rue de Saintenil, 75006 Paris ;

PARIS-IV : 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris (Galerie Richelieu) ;

PARIS-V : 12, rue de l'École-de-Médecine, 75006 Paris ;

PARIS-VII : 2, place Jussieu, 75005 Paris (Tour centrale, 1<sup>er</sup> ét.) ;

PARIS-VIII : route de la Tourneffe, 75012 Paris ;

PARIS-IX : pl. du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75016 Paris ;

PARIS-X : 300, avenue de la République, 92001 Nanterre (Bâtiment B) ;

PARIS-XII : Centre pluridisciplinaire, avenue du Général-Faure, Créteil (Bâtiment II, niv. dat) ;

PARIS-XIII : avenue Jean-Baptiste-Clément, Villeneuve.

● La Coordination permanente des élèves des C.E.T. (Collèges d'enseignement technique) estime que « la mesure de M. Raby concernant une seconde chance pour les élèves ayant échoué à leur examen l'an passé est une mesure qui n'est pas sans intérêt pour les intéressés, mais qui n'est pas sans arrière-pensée. En effet, pour faire diminuer le nombre des chômeurs inscrits une telle mesure s'imposait ». La Coordination réclame la création de cent mille places dans les C.E.T. (qui rassembleront lycées d'enseignement professionnel à partir de cette rentrée et du travail pour les maîtres-auxiliaires en chômage.

SCIENCE

LE « PREMIER EUROPÉEN DANS L'ESPACE »

Cinquante-trois candidatures ont été retenues

Cinquante-trois Européens de douze pays différents, dont cinq Français, ont été retenus pour participer à la sélection des six candidats astronautes au premier vol du laboratoire spatial européen Spacelab, prévu pour 1980, vient d'annoncer l'Agence spatiale européenne (A.E.S.). Plusieurs femmes sont parmi les candidats. Sur ces cinquante-trois élus, six seulement seront retenus par l'A.E.S. d'ici la fin de l'année à l'issue d'une série d'interviews et de tests — médicaux, physiques, psychologiques, etc. — destinés à sélectionner les meilleurs. Les épreuves commenceront dès le 6 septembre. Elles se poursuivront de janvier à avril 1978 par une série de contrôles menés tant par l'A.E.S. que par la NASA américaine, dont la navette spatiale doit emporter le Spacelab dans l'espace.

Trois seront finalement sélectionnés, et seront intégrés au personnel de l'A.E.S., mais un seul volera dans l'espace, les deux autres faisant figure de suppléants. Les candidats français devraient être connus le 8 septembre.

● Le second vol libre de la navette spatiale américaine est reporté au 19 septembre, à l'annonce d'un porte-parole de la NASA. Initialement prévu pour le 30 août, ce vol avait été le premier fois reporté au 7 septembre, en raison de pluie abondante qui avaient rendu la piste de la base d'Edwards (Californie) impraticable. Ce nouveau report est dû au mauvais fonctionnement d'un ordinateur de bord qu'il faudra changer. — (A.F.P.)

CIRCULATION

La route Napoléon coupée.

On glissement de terrain a endommagé le vendredi 3 septembre, un tronçon de la route Napoléon (RN 65) reliant Castellane (Alpes-de-Haute-Provence) et Grasse (Alpes-Maritimes). Le trafic routier ne pourra pas être rétabli avant décembre, indique-t-on aux services de l'équipement. Des câbles télégraphiques ont été gravement endommagés, interrompant les communications téléphoniques et télégraphiques.

# EQUIPEMENT

## ENVIRONNEMENT

### Les incertitudes de Seveso

De notre correspondant

Rome. — Ce sont des « fuites » au palais de justice de Monza qui ont permis de savoir que le corps de Mme Genoveffa Turcato, la victime d'un cancer du foie en février dernier, contenait de la dioxine. Ce produit chimique hautement toxique s'échappait d'une usine de sept mille mètres carrés, les deux petites-filles de Mme Turcato avaient été parmi les enfants dont les affections dermatologiques avaient été les plus graves. Les experts ont déposé le rapport d'autopsie au palais de justice de Monza — où il est en principe couvert par le secret de l'instruction — mais il reste à établir le taux de dioxine contenu dans les viscères de la victime, puis déterminer si le produit chimique est directement responsable du décès, ou si n'a pas fallu qu'un processus cancéreux déjà engagé. Double tâche très difficile d'autant que le taux de dioxine est malaisé et l'on connaît fort mal, faute d'expérience, les effets de la substance sur l'organisme.

Ces difficultés ont retardé dans la diffusion d'une information concernant directement la population de Seveso, mettent une nouvelle fois en lumière les incertitudes liées à la contamination par la dioxine un an après le drame. A Seveso, les autorités n'ont toujours pas réglé le problème de la décontamination. La construction d'un four d'incinération pour détruire les déchets de dioxine s'annonce notamment une vive polémique et renforce l'hostilité de la population. Ainsi les 3 500 mètres cubes de terre contaminée ramassés dans des sacs en plastique et stockés dans des silos au centre de la zone A, la plus polluée, attendent toujours une solution définitive. On n'a pas réglé non plus la situation des cinq cent trente personnes évacuées de la zone A. Il y a un an, Actuellement, des milliers de familles ont dû décontaminer les dix premières maisons qui devaient être habitables à la fin septembre. Mais vingt-cinq familles ont dû savoir aux autorités régionales qu'elles ne veulent pas retourner chez elles dans ces conditions.

D'autre part, l'Institut supérieur de la santé, qui doit émettre son avis sur les résultats de la décontamination, reste prudent. Il ne sait pas encore si la zone décontaminée sera déclarée « à usage normal », c'est-à-dire si elle restera interdite à la culture maraîchère et déconseillée aux enfants ainsi qu'aux personnes âgées, ou « sans risque ».

(Interim.)

## TRANSPORTS

### REACTIIONS UNANIMES AUX ATTERMOISSEMENTS SOVIÉTIQUES SUR L'AIRBUS

Les attermoissements des autorités soviétiques, qui refusent d'autoriser la compagnie Air France à mettre en service l'Airbus entre Moscou et Paris suscitent des réactions unanimes dans les milieux politiques et aéronautiques.

M. Lucien Neuwirth, député R.P.R. de la Loire et président du groupe parlementaire de défense du Concordat, a déclaré que « le refus opposé par les Soviétiques à l'atterrissage de l'Airbus, rejette le refus du Concordat à New-York. Nous ne pourrions pas même protéger nos avions des puissances dominantes, quel que soit leur régime ».

De son côté, M. René Piquet, membre du bureau politique du parti communiste, a publié une déclaration dans laquelle il souligne notamment : « Est-il regrettable que l'aviation Airbus ne puisse pas atterrir à Moscou ? Ma réponse est oui, car cela signifie que nous sommes pas de ceux qui modifient leurs actions pour la défense des intérêts nationaux en fonction des intérêts des autres pays avec lequel nous nous relations ».

Enfin, les syndicats C.G.T. du personnel d'Air France rappellent que « les avions de construction française doivent pouvoir être utilisés dans les cadres de coopération internationale, sans que la compagnie nationale, vers toutes destinations, dans les cadres de réciprocité fixés par les accords aériens internationaux, ne puisse être respectée par tous les pays ».

### PROLONGATION DE LA GRÈVE DU ZÉLE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS DE LA RÉGION PARISIENNE JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE

Les contrôleurs aériens C.F.T.C. de la région parisienne ont décidé de prolonger leur grève du zèle jusqu'au 19 septembre, à la suite du refus de négocier de l'administration. Ils pourraient être imités par leurs collègues d'Alsace-Provence, de Bordeaux et de Toulouse. Ils déclarent qu'ils ne sont pas prêts à continuer d'être perturbés par ce mouvement, et les vols sont, en moyenne, retardés d'un quart d'heure tant à l'arrivée qu'au départ dans les aéroports parisiens.

Le président de la Fédération internationale des contrôleurs aériens, M. Jean-Daniel Monin (Suisse), vient de mettre en garde les compagnies et les pilotes contre les modifications des horaires de vols, qui provoquent la saturation des contrôles aériens. Il déplore qu'il n'y ait aucun signe de solution négociée pour rétablir des services normaux en France et en Grande-Bretagne.

## SCIENCE

### LE « PREMIER EUROPÉEN DANS L'ESPACE » Cinquante-trois candidatures ont été retenues

Cinquante-trois Européens de douze pays différents, dont cinq Français, ont été retenus pour participer à la sélection des six candidats astronautes au premier vol du laboratoire spatial européen Spacelab, prévu pour 1980, vient d'annoncer l'Agence spatiale européenne (A.E.S.). Plusieurs femmes sont parmi les candidats. Sur ces cinquante-trois élus, six seulement seront retenus par l'A.E.S. d'ici la fin de l'année à l'issue d'une série d'interviews et de tests — médicaux, physiques, psychologiques, etc. — destinés à sélectionner les meilleurs. Les épreuves commenceront dès le 6 septembre. Elles se poursuivront de janvier à avril 1978 par une série de contrôles menés tant par l'A.E.S. que par la NASA américaine, dont la navette spatiale doit emporter le Spacelab dans l'espace.

Trois seront finalement sélectionnés, et seront intégrés au personnel de l'A.E.S., mais un seul volera dans l'espace, les deux autres faisant figure de suppléants. Les candidats français devraient être connus le 8 septembre.

● Le second vol libre de la navette spatiale américaine est reporté au 19 septembre, à l'annonce d'un porte-parole de la NASA. Initialement prévu pour le 30 août, ce vol avait été le premier fois reporté au 7 septembre, en raison de pluie abondante qui avaient rendu la piste de la base d'Edwards (Californie) impraticable. Ce nouveau report est dû au mauvais fonctionnement d'un ordinateur de bord qu'il faudra changer. — (A.F.P.)

## CIRCULATION

La route Napoléon coupée.

On glissement de terrain a endommagé le vendredi 3 septembre, un tronçon de la route Napoléon (RN 65) reliant Castellane (Alpes-de-Haute-Provence) et Grasse (Alpes-Maritimes). Le trafic routier ne pourra pas être rétabli avant décembre, indique-t-on aux services de l'équipement. Des câbles télégraphiques ont été gravement endommagés, interrompant les communications téléphoniques et télégraphiques.

Le Monde aujourd'hui

L'école des exclus

Au fil de la semaine

Les h... bruet



Il reste des places dans  
des treize universités de



# Monde aujourd'hui

«AUXILIA»

## L'école des exclus

**F**RANÇOIS M., vingt ans : condamné à six ans de réclusion pour vol à main armée. A la maison d'arrêt de Melun, il se prend de bec avec le confesseur civil qui fournit du travail aux prisonniers, fait une tentative d'évasion. Il accomplit la moitié de son temps en régime de haute surveillance.

François M., vingt-neuf ans : chemise rose et cravate sous une veste à carreaux que surmonte une bonne tête épaissie, marié, père de famille, conducteur de travaux en plomberie à 5 000 F par mois. L'ancien loupard de la banlieue lyonnaise, après dix heures de travail sur les chantiers, trouve encore le soir le moyen de préparer un exposé pour le cercle culturel auquel il appartient, et compte bien un jour présenter le B.T.S.

Depuis cinquante ans

«En prison, on se désagrége vite au physique comme au moral», dit François. Sans Auxilia, je ne m'en serais jamais tiré. Grâce à eux, en quatre ans, moi qui n'avais pas mon certificat d'études, je suis passé au niveau du bac. » Auxilia (1), une association reconnue d'utilité publique vieille de cinquante ans, met à la disposition des prisonniers, mais aussi des malades et des handicapés, des cours par correspondance gratuits ; elle leur permet d'utiliser un temps d'inaction forcée à continuer leurs études, à préparer leur reclassement professionnel ou tout simplement à développer leur culture générale.

École sans murs ni pupitres, école de papier : chaque semaine, l'élève reçoit un devoir, chaque semaine, en principe, il en rend un à son professeur. Bien sûr, en cours de route, il y a des abandons, ce n'est pas facile de

(1) 8, rue d'Issy, 92170 Vanves. Tél. : 1-62-22-38.

travailler dans une cellule ou sur un lit d'hôpital. Il y fait même parfois une volée enragée. Certains élèves, tel ce jeune garçon de seize ans entièrement paralysé depuis qu'il s'est fracturé la colonne vertébrale sur le fond d'une piscine, tapent leurs devoirs à la machine avec une « licorne » (un bandeau enroulé sur le front, auquel est attachée une pointe métallique qui frappe les touches). Il y a aussi cet homme de vingt-six ans qui, l'an dernier, dans sa cellule de condamné à mort, continuait à préparer son B.E.P.C. (il a, depuis, été gracié). On reprend ses études pour combattre l'ennui, et puis par défi : « La sen' matère de me prouver que je ne suis pas fou », dit ce pensionnaire de la prison d'Amiens, élève depuis cinq ans déjà, qui vient de passer son bac. Au nombre des réussites, certaines sont exceptionnelles : Pierre Goldman fut longtemps un élève assidu d'Auxilia.

Mais attention : si bonheur soient-ils, les détenus ne sont pas pour autant des enfants de chœur. Les professeurs doivent faire preuve d'une extrême réserve, de peur qu'une lettre trop personnelle ne soit renvoyée par le chef d'établissement. De toute façon, une règle d'or : si les professeurs écrivent directement à l'élève, le prisonnier adresse ses réponses au centre de Vanves d'Auxilia qui réexpédie. Le professeur, parfois, prend un nom d'emprunt : cela ne l'empêchera pas, au moment de la libération de son élève, de se faire connaître à lui, s'il le désire.

Mais pourquoi malades et prisonniers s'adressent-ils à Auxilia ? Le Centre national de Télé-Enseignement leur offre aussi ses services. « Il faut comprendre, reprend François, Auxilia c'est autre chose qu'une machine à corriger les devoirs.

GUILLERMETTE DE SAIRIGNÉ.  
(Lire la suite page 8.)

VU DE BRETAGNE

## Les fêtes de nuit

**S'**il nous avons inventé, nous autres, les querelles et la mélancolie, nous n'avons jamais oublié de créer les fêtes. Les fêtes de nuit (festou noz, en breton). Et la toute simple, toute charmante, toute rurale allégresse fusa, au crépuscule, dans les prés et les places des hameaux. Il suffit qu'un sonneur embouche, sous les châtagniers, la bombarde espéglie et triomphale. Tra-la-léna-no !

Elles furent, ces fêtes, rituelles et bachiques. Le clergé, longtemps, les considéra avec suspicion. Il fut un temps où, selon ses prédicateurs, Satan grinçait des dents partout, y compris dans le plus innocent labadao, et le plus légitime et la plus naturelle joie de l'homme, tel, c'était un homme paysan qui ne savait pas récolter son blé sans vouloir danser, qui ne savait pas remplir ses granges sans décaler le partage de sa jubilation. Amen dico vobis... Aujourd'hui, les repreneurs eux-mêmes organisent des fêtes de nuit ! Et les partis politiques ! Et les associations de toutes sortes. Et même les anciens combattants d'Algérie... Au point, parfois, de défigurer le sens de la fête.

La véritable fête de nuit, c'est gratuite pro Deo. Elle a aussi un caractère spontané. Elle est locale : un bourg, un village, une rue. Elle offre, sous les arbres, une buvette où coulent le cidre et le vin rouge. Un ou deux sonneurs et voilà tout. Le reste relève du génie populaire qui, ne nous y trompons pas, a su inventer des danses d'une extrême subtilité. Danses collectives et jamais par couples. Chaque chose en son temps : après la danse, pour les amoureux, la Bretagne offre encore le secret des hautes herbes et le rufage des talus.

Mais dans l'été, il n'est pas un canton qui ne danse sans trop penser au lendemain. Le bal à la française ne fait plus recette. Notre front populaire à nous commence à ignorer l'accordéoniste flambeur aux mains pleines de touches ! Tra-la-léna-no !

Et même quand s'en viendra

l'hiver aux odeurs de feuilles humides, la danse dans les hameaux se poursuivra. Sous un hanger ou en quelque galle barboillée par les pluies. Alors nous metrons les soleils d'été dans les décors tristes. La promesse des semelles bousculera la mémoire des moissons. Les mêmes sonneurs lanceront dans le bulis des bombards les mêmes vents de musique j'ai aux fêtes. Et le me conventionnel, maintes fois encore, qu'un peuple qui sait à ce point réjouir le cœur de ses nuits a bien le droit de vivre ses propres jours selon son propre cœur.

Danses, mon peuple, pléine ta vieille peine, tout va très bien ! Tra-la-léna-no...

XAVIER GRALL.

Retour

## VOILA... C'EST REPARTI !

**F**INIS les vacances, le repos, le bonheur doux ou granuleux comme une poignée de sable mou. A nous deux, l'impitoyable implacable litane des jours moroses à écouter en cadence...

La mine brune et déconfite, on a rangé les maillots de bain, les robes légères et les pantalons de toile, on a pris l'autoroute ou le train... On est rentré à Paris. Pas gai, le Paris du retour !

On a défilé les valises et mis le linge qui sent la mer, la mer pluvieuse et la plage au mazout, dans la machine à laver. Sur le carrelage de la cuisine ou de la buanderie, les vêtements ont été laissés d'humides petits cônes friables de sable dérobé. Alors on repense aux vacances avec la tête de Jean-qui-pleure, en cristallisant les beaux souvenirs, en faisant de côté la panne, la fièvre du petit ou l'humour exécrable du mari. On repense au meilleur.

Sans admettre que cette année, en dehors de la critique qu'on a dénichée et où l'on ne paye pas sous prétexte

d'aménagement pour la salubrité publique, il a fallu se serrer la ceinture.

Les moules marinière, les glaces chic, les apéritifs à la terrasse, les petites virées en bateau, les randonnées champêtres, les soirées slow-rock avec des amis imprévisibles, les balades qui pompent l'essence, et jusqu'à l'huile solaire rationnée et le sandwich, le soir, partagé avec le chien qu'on n'a quand même pas abandonné ; on préserve encore la façade, mais il en coûte des calculs sordides qui n'empêchent pas l'argent de couler, de couler, de mettre les bouts comme s'il avait de l'inversion pour les petits bourgeois et qu'il préférait les banques suisses.

Chacun ses goûts ! disent les gens qui se font un bouclier des proverbes populaires. Permettez ! Veto !

Souvenirs pour souvenirs... Il vaut mieux qu'ils compensent cette fringale inassouvie.

Et l'on se souvient du soleil qui nous dorait recto-verso et encore

verso-recto, ointe d'huile avec dans les cheveux un goût de sel et sur les lèvres un goût de gel à la framboise, on se souvient du hâle bonhomme piqué de son, on se souvient des nages silencieuses et lentes, des membres écartés au-dessus des bancs de poissons morts.

Maintenant, c'est la rentrée, c'est l'affolement, la dernière minute avant le grand round... le retour au boulot. Il faut d'abord faire le plein de provisions de bouche, et l'on fait recompter ses courses parce qu'on n'en revient pas du prix ! Mais pas encore k.o. Juste un pou groggy, on continue. C'est l'ennemi d'un budget sans miracle ! Et à moins de gagner au loto... pour l'instant, ça commence mal.

Et voilà ! Le charme est rompu ! C'est reparti ! On a vite fait de reprendre le talent morne de la capitale. L'ennui s'installe à nouveau, la parole bien accrochée qui pompe le sang à grandes goulées mais ne s'en étouffe pas.

Et voilà, c'est pas la joie de vivre ! Mais sous ces airs de faux moines pénitents, à quel pensent les Français ? Et si fin 1977 n'était que l'annonce, la préparation, l'échauffement en sourdine, en catimini, en faiblesse... de... dix ans à restaurer des souvenirs... A sublimer peut-être mais à ne pas oublier cette petite lutte qui était à deux doigts de ne pas avorter.

Fin 1977 prépare peut-être le champagne et les petites tours pour célébrer en grande pompe, pardon, en grande pompe, ce qui fut une révolution !

Dix ans plus tôt... Dix ans trop tôt peut-être ! (?) et maintenant ? Le Français de jour en jour dans une situation plus instable et plus critique, ressent en lui, sourd, monter et s'exacerber une volonté de justice, une conscience sociale, une solidarité publique. L'anticipation ! Après tout, je ne sais pas ce que pense le Français ! Il pense peut-être que tout est pour le mieux ?

Mais dix ans, ça sonne comme un anniversaire, comme un grand chambardement, comme le super-ras-le-bol collectif, exacerbé, à fleur de peau... Serait-ce à nouveau, en répondant au fantôme famélique et généreux qui nous hante, le grand ébranlement viscéral de Mégapolis ? Serait-ce à nouveau les barricades, les émeutes, les pavés, la fête, le rire en cascade et les larmes à flots ? Serait-ce à nouveau l'explosion d'un ordre traditionnel en voie imminente d'effondrement, miné à sa racine, un mouvement coude à coude, un mouvement de masse, la montée d'un espoir, d'une foi, d'un cri, un mouvement non plus insoumis devant une France étonnée et qui en reste pantelante mais un enchaînement logique après dix ans de répit, puisqu'il aura déjà été vécu ?

A moins que la sournoise indolence du travailleur ne reprenne le dessus et qu'en fait de fomentation révolutionnaire, née des ruines encore livides de 1968, nous en soyons pour nos trais ! Brocardé... l'espoir ! L'exaspération, un instant tenue en haleine, retombe comme le même silence sur Mégapolis qui reprend l'activité fébrile un moment abandonnée, chacun reprend sa place, son poste, son calvaire...

Ber... et l'espoir ! C'est comme un beau fruit... ça se morit... nous verrons en 1988 ! Attention quand vous croquerez dans le fruit écarlate qu'il ne soit pas gorgé de fiel !

MARTINE DAL FARRA.

## Au fil de la semaine

**D**ES revues, des livres, des brochures, des communiqués — beaucoup de communiqués — des documents, des tracts, des périodiques, des journaux — énormément de journaux — voilà, en dehors des lettres, la cuisine quotidienne d'un journal. Dans cette masse d'imprimés de toutes sortes, l'information, la réflexion, la polémique, la publicité, la propagande, sinon toujours leur place et trouvent donc aisément leur destination, sinon toujours leur usage. Chaque jour aussi, quelque document inattendu attire l'attention et laisse parfois perplexe.

L'inventeur, l'animateur de la « Campagne pour l'acte d'amour en public » — une idée fixe — est singulièrement insistant ces temps-ci : tracts, circulaires imprimées, brochures à compte d'auteur, un véritable bombardement... La chaleur, sans doute. Les sonnettes qu'il diffuse sont plus percutantes que jamais. Ainsi son dernier tract interpelle : « Que feriez-vous si un jeune couple faisait l'amour en votre présence ? Dans votre café ou votre restaurant habituel ? Dans votre rue ? Dans votre autobus ou votre métro ? Dans votre église ? Dans votre université ?... Votre réaction serait-elle différente si vous étiez seul ? Accompagné de votre femme ou de votre mari ? De vos enfants ?... »

Heureusement, dans ses commentaires, parmi une foule de considérations sur la liberté, la société, « la lutte contre le système pour l'amour révolutionnaire », cette précision utile : « L'acceptation morale et légale de l'acte d'amour en public doit, en principe, précéder sa réalisation. » Nous voilà rassurés : ce n'est pas pour demain.

Les publications de l'Internationale néo-dialectique poursuivent un but sans doute louable, mais un peu obscur. Il s'agit, explique la circulaire qui accompagne diverses brochures, de « poser les bases réelles du questionnement organisationnel de la présente époque ». Ambitieux, mais plutôt hermétique, non ? Ouvrons donc la brochure « la Région Intermédiaire », elle nous apportera peut-être quelque lumière.

« Les non-limites du jeu subjectif-subversif condamnent toute formation organisationnelle ; non par quelque pré-cognition supra-normale, mais, bonallement, par un retour direct au réel-social, à la racine de l'exploitation des désirs ; en démasquant l'apparition de tout formalisme, de toute fixation idéologique ; cette intolérable tolérance spectaculaire totalement tolérée par le totalitarisme du spectacle... »

Et ainsi trente pages de la même encre, où il est beaucoup question de figuration, d'a-dialectisation, de l'unité de la mouvance dialectique qualitative... Allons ! La révolution néo-dialectique n'a pas peur des mots. Mais elle non plus n'est sans doute pas pour demain.

Superbes photos en couleurs, présentation soignée, un air de bonne santé et de joie sur tous les visages, des discours aux titres qui sonnent haut et fort : « La puissance et la gloire, le cœur et la raison » ; et aussi : « L'héritage essentiel : la volonté de vaincre » ; ou bien : « Mieux connaître pour faire connaître » ; et encore « Vers de nouvelles victoires. » De quoi s'agit-il ?

Au hasard des pages : « Les décisions sages ne s'improvisent pas ; personne ne dénie le secret de la réussite. La concertation est donc indispensable avant toute décision, car la réussite n'est pas le fruit de l'intuition, de la fantaisie, ni d'un caprice. » Plein de bon sens, n'est-ce pas ? Un peu plus loin : « L'avenir appar-

## Les belles brochures

par  
PIERRE VIANSSON-PONTE

lient aux luttes, aux hommes forts. C'est ainsi qu'avec nous se fera le monde de demain. » Grande et noble ambition.

Un autre orateur : « A notre tour de nous battre, de préparer l'avenir. Nos lottiers actuels ne peuvent pas seuls nous le garantir. Si nous avons le droit de profiter de tout ce que nous apporte ce riche passé, nous avons le devoir de poursuivre l'œuvre accomplie par ceux qui nous ont montré le chemin. L'héritage essentiel est la volonté de vaincre, la soif des victoires. »

Mais enfin, de quelle réussite, de quel avenir, de quel combat s'agit-il donc ? Est-ce la bataille électorale qui commence, la guerre qui vient d'éclater, la révolution qui menace ? Et cette soif de victoires, qui doit l'éprouver ? Lisons encore : « 1976, plus de 72 millions de cols vendus dans le monde : c'est le résultat de nos efforts à nous tous ici présents... »

Soixante-douze millions de cols ? Mais oui : les « cols » des bouteilles d'une très célèbre marque d'apéritif anisé, dont les cinq cent cinquante collaborateurs des services commerciaux, réunis en congrès pour le quarante-cinquième anniversaire de l'entreprise, ont entendu et applaudi les éloquentes discours dont on vient de lire quelques extraits.

Le papier porte l'en-tête imprimé que voici : « Professeur J. Sanchez-Marzanarés, mage-spiritiste, spécialiste de retour d'affection par séance d'intromission télé-psychodynamique. Tolérances authentiques. » Puis l'adresse : une boîte postale, hors Paris.

Au bas de la feuille, une mention, également imprimée : « Par mesure de discrétion et pour éviter toute perte de temps dans la recherche des dossiers, je n'établis pas de double de ma correspondance. Veuillez donc répondre au dos de la présente en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse. » Sage précaution : ainsi le Mage ne laisse-t-il aucune trace. Sans doute espère-t-il que ses correspondants ignorent l'usage de la reprographie.

Il offre de procéder à « l'étude de votre cas » afin de déterminer « le moyen occulte le plus sûr pour arriver rapidement au but recherché ». Spécialiste de l'envoûtement, il peut « travailler à votre bonheur » pour vous ramener l'affection perdue d'un être cher, dès qu'il disposera de « tous les éléments en rapport avec l'être psychique, la nature, le degré et la force d'ondes magnétiques émises par le sujet ainsi que de tous les supports d'étude nécessaires ».

Il est sûr de lui : « Sans ce travail occulte, aucun avenir heureux n'est possible pour vous. » Il vous en coûtera 600 francs d'honoraires pour une « action d'envoûtement occulte », et il procédera lui-même à « l'exécution du vœu d'envoûtement » afin d'éviter « les chocs en retour toujours possibles dans ces travaux spéciaux ». Les honoraires devront être adressés « par mandat-lettre ou, de préférence, en espèces, par lettre recommandée, pour plus de discrétion ». Toujours la prudence. C'est cher, mais c'est un forfait avec garantie de bonne fin : « Les travaux seront effectués jusqu'à ce que le but que nous poursuivons soit atteint. » Et la devise du Mage conclut cette proposition : « Oser, c'est gagner », avec l'assurance de ses sentiments distingués ainsi que de son « dévouement et protection occulte ». Protection gratuite, à valoir sur les honoraires escomptés.

Il ne semble pas cependant que les talismans du Mage soient tout à fait au point, malgré son procédé d'intromission télé-psychodynamique. Car, en rédigeant l'enveloppe, il a pris Le Pirée pour un homme et il l'a libellé, par pure distraction sans doute, au nom d'un destinataire qui ne risque pas de recourir à ses services. La circulaire, en effet, est adressée tout simplement à « M. Le-monde », qui vient ici d'en accuser réception.

## REFLETS DU MONDE ENTIER

L'objection de conscience rend de grands services à la société, en Allemagne fédérale, si l'on en croit l'hebdomadaire STEERN :

« Bien que l'opposition ait brisé le spectre d'une génération sans armée ni honneur, la menace pour la sécurité extérieure, la course aux armés et à la corruption, aujourd'hui, les bénéficiaires du service civil constituent une pierre indispensable du système de protection sociale de la République. Sur quelque 16000 jeunes gens qui effectuaient ce service au 30 juin dernier, 11954 travaillaient dans un service de soins ou d'aide sociale, 1154 étaient affectés au transport des malades ou à un service de soins, 1000 travaillaient dans des hôpitaux, les objectifs de conscience constituent 20 % du personnel et les nombreux organismes devraient cesser toute activité s'ils devaient se passer de leur concours. »

Une lectrice du **SUNDAY TIMES** a fait parvenir cette lettre à l'hebdomadaire anglais :

« Une habitude peu britannique, anti-hygiénique et que je trouve personnellement déplaisante est en train de s'insinuer dans notre société. Je veux parler du baiser. Pas le baiser de parents, de grands-parents, d'époux ou d'amoureux. Pas l'expression d'une émotion sincère entre deux individus aimants.

Non, nous sommes en train de nous habituer à un genre de baiser qui n'est qu'une manière de se saluer entre Russes ou Français, de la juxtaposition de visages qui ont été, jusque-là, parfaitement étrangers l'un à l'autre, en une grotesque et insalubre promiscuité. (.)

» Nous autres, Britanniques, avons l'habitude de nous saluer d'une solide poignée de main et d'un regard franc. Avec notre propension à la grippe et au catarrhe, serait-il sage d'en changer ? Je ne le pense pas. Personnellement, je ne suis pas de ceux qui ont l'instinct soudain de jurer chargé de cette débauche de nouvelles ou de masquerai qui coule (.) Comment cette chose terrible est-elle arrivée ? Je soupçonne les voyages à l'étranger et le Marché commun d'en être responsables. »

### Les « phénomènes négatifs »

Le quotidien soviétique ZARYA VOSTOKA rapporte que le comité central du parti communiste géorgien s'est réuni pour «liquider les irrégularités d'écriture et les mystifications dont souffre l'économie de la République».

À l'issue de cette réunion consacrée à l'«assainissement moral et psychologique», le comité central du P.C. s'est félicité du «renforcement de la discipline du parti, de l'Etat et du travail qui a permis de réduire considérablement les phénomènes négatifs de la vie sociale de la République».

Le rapport de la réunion a été lu et relevé par ZARYA VOSTOKA, figurent plusieurs millions de roubles de «suppléments de salaires» attribués pour des travaux n'existant que sur le papier. «Entre 1964 et 1975, le ministre de la bonification des terres a rendu propres à la culture 60.000 hectares imaginaires. Le ministre responsable, M. Koboulia, a été appelé à d'autres fonctions en février dernier.» Dans les principales villes géorgiennes, les entreprises de construction chargées de la création de centres médicaux ou d'écoles maternelles livrent des bâtiments inachevés; des entreprises de transport comptabilisent des millions de roubles de «travaux» pour leur essence. Des «catastrophes naturelles» servent à expliquer la disparition d'objets portés à l'inventaire des entreprises.

### *Trop chers disparus*

Une commission fédérale américaine s'est penchée sur les abus commis par les entreprises de pompes funèbres, raconte **THE WALL STREET JOURNAL**.

« Dans un rapport établi à la suite d'une enquête faite dans cinq villes, le président de cette commission, M. Jack E. Kahn, demande une action fédérale pour encourager la publicité des prix et ouvrir le marché à d'autres pratiques telles que l'incinération, et les cérémonies simples.

« La commission s'inscrut parmi les abus commis par certaines firmes : l'absence d'obligation d'un cercueil, les incinérations, la multiplication des suppléments » comme la notice nécrologique, les « frais de cimetière » et les fleurs ; les « frais spéciaux » pour assurer l'étanchéité des cercueils à l'eau et à l'air ; la « carte forcée » aux clients qui se renseignent simplement sur les prix, et, plus généralement, la manière honteuse dont ces firmes profitent du chagrin des familles. »

## La course aux fautenils

Le quotidien suisse **24 HEURES** publie cet éditorial venant sur les « scandales » :

« Lisez le répertoire des administrateurs de sociétés ! Il vous édifiera. Le nombre de mandats que détiennent certains avocats, banquiers, hommes politiques est proprement effrayant. Combien d'affaires en relations tout ce que l'expérience du business ou la connaissance des finesses légales, les raisons d'un personnel honorable en elles-mêmes — ne manquent pas pour entrer dans un conseil d'administration. »

« Tant que les affaires allaient bien, on n'y trouvait guère à redire. Que la presse et l'opinion publique aient réussi à arrêter l'ancien conseiller fédéral Schaffner dans sa course aux juteux tenus un peu du miracle. Les directeurs géraient, les administrateurs retiraient et, à la fin de l'année, la société distribuait tantôt des bénéfices. La responsabilité des administrateurs ? Nul n'y songeait. »

« Sous-tendue par la prospérité, cette anomalie a éclaté avec la récession. C'est même plus grave qu'une anomalie puisque le code impose aux administrateurs de surveiller la gestion de leur(s) société(s). »

**E**N Corée du Sud, pays du retardement, de l'efficacité et de la ponctualité, un vol annulé à cause d'une mauvaise visibilité, c'est un petit événement. Mais à Chéju, quand le jet qui assure le liaison entre l'Ile et Séoul en quatre-vingt-dix minutes est retardé, seuls donnent des signes d'impatience les touristes japonais, affilés à l'idée de modifier un itinéraire calculé à la minute près, et les permissionnaires des unités américaines encore stationnées sur l'île. Les habitants Les japonais cordés prennent la chose avec philosophie. « Ils ne sont pas pressés », ce sont pour la plupart des jeunes couples venus passer leur lune de miel dans le plus paisible des lies du « pays du matin calme ».

Alliant le charme insulaire à la nonchalance méridionale, les quatre cent mille habitants de Chajū ont l'art de faire oublier la notion du temps aux visiteurs étrangers prisonniers de leurs rendez-vous sur le continent. Comment en vouloir à la KAL (Korean Air Lines) de ne pas encore disposer ici du maté-

riel permettant un atterrissage dans le brouillard alors que cette compagnie invite ses passagers à passer une nuit de plus à ses frais dans l'excellent hôtel qu'elle possède à Chêju, la capitale qui a finalement donné son nom à l'île.

**L**ES lieux, il est vrai, invitent eux-mêmes à la « désorption ». Chêju est l'une des rares villes de la Corée du Sud où le couvre-feu, en vigueur de minuit à 4 heures du matin depuis le conflit armé, n'est pas la règle communautaire. Au Nord, à Séoul, à Cartae, ailleurs, les bagages des passagers qui embarquent pour Chêju sont fouillés par des agents de sécurité courtois, gantés de blanc, mais vigilants : en raison de la situation de « guerre froide » qui règne toujours entre la Corée, toutes les mesures sont prises pour éviter un détournement ou un attentat. Mais, arrivés à destination, les touristes obtiennent vite ces traces nécessaires. Il est peu d'endroits en Asie où la beauté d'une nature préservée s'affrète ainsi à la Corée à l'agrandissement d'une société qui a trouvée l'équilibre entre la tradition et le modernisme.

Le mont Helle, un volcan éteint depuis l'an 1007, domine de ses 1950 mètres l'île faite en grande partie de sa lave. Celle-ci est en refroidissement, est devenue une pierre noireâtre qui, en raison de sa légèreté, est utilisée pour la construction. On trouve aussi des maisons construites par les maris. Beaucoup ont été bâtis par des femmes : dans la société matriarcale qui subsistait il y a encore quelques années, celles-ci travaillaient davantage que les maris, relégués au foyer pour la garde des enfants. Il existe un vestige de cette société : les maris, qui ne travaillent pas, qui, revêtus d'un maillot multicolore, peuvent rester quatre minutes sous l'eau, sans bouteille d'oxygène.

à la recherche des coquillages de toutes espèces que la côte recèle en grande quantité. Cette forme de pêche est la grande attraction de l'île. Sans doute plus pour longtemps les propriétaires de vastes orangeries créées récemment offrent maintenant aux catégories sociales les moins aisées des emplois moins fatigants et plus rémunérateurs.

Beaucoup de maisons conservent le toit de chaume traditionnel, mais l'île est entrée dans l'ère du développement rural. Le mouvement de nouvelles communautés (Saemaul Undong) lancé par le président Park pour faire « décoller » l'agriculture coréenne a fait ses preuves. Dans le Saemaul Hall (bâtiment qui sert de quartier général aux responsables locaux du mouvement) d'un village une affiche invite chacun à indiquer aux autorités « le nombre de boutas de pins de deux ans » dont il est propriétaire ; à Séoul, un ordinateur mémorisera ces statistiques nécessaires pour la planification.

**A**U-DELA de la trentaine, les femmes sont généralement vêtues de la robe ample nouée sur la poitrine qui constitue la tenue traditionnelle. Les plus jeunes ont, certes, adopté le pantalon et le corsage écourté que les hommes comparentes ridiculisent en voyant de nos jours apparaître avec tant de grâce. Autre signe des temps nouveaux, l'île est parcourue par de nombreux taxis, mais, même s'ils ont déjà un passager, les chauffeurs s'arrêtent quand un autre client leur fait signe au bord de la route. Ici, le respect du naturel (c'est-à-dire, rester ensembles, car pour soi dans sa coquille métallique).

Au dix-septième siècle, le navigateur hollandais Heindrich Hamel soulignait déjà l'amabilité des habi-

tants de Chéjû dans le premier ouvrage sur la Corée paru en Europe. Avec trente-six hommes, Y Hamel avait fait naufrage sur l'île, et jadis, alors qu'il se rendait au Japon. Bien que dans son rapport adressé aux autorités de Séoul aux environs du préfet de Chéjû, il ait noté que « les marins étrangers, par leur yeux et au grand nez », paraissent une « langue incompréhensible » dont l'écriture était « bizarre et illisible », les naufrages furent correctement hébergés jusqu'à leur transfert sur le continent, où ils passèrent plusieurs années.

Jonathan Swift s'inspire, dit-on, du récit de Hamel quand il écrit les *Voyages de Gulliver*. Chaque figure encore dans quelques atlas sous le nom de Quelpart. Selon certains hollandais Quelpart était un navigateur hollandais qui n'a guère laissé que cette trace dans l'histoire ; selon d'autres, le mot quelpart fut utilisé pour la première fois dans un rapport de la Compagnie des Indes orientales et désignait un type de navire utilisé pour le commerce avec l'Asie.

En 1976, huit cent trente-cinq mille étrangers ont visité la Corée du Sud. Afin d'attirer les passagers qui vont directement du Japon à Hongkong, la KAL offre maintenant, pour le même prix qu'un simple vol entre Tokyo et la colonie britannique, un détour par la Corée avec arrêt garanti à Séoul. Chéju est un endroit dans la province de Jeolla, à l'ouest de la Corée. Des dirigeants du Séoul assurent même que l'île sera un second Hongkong. « Il y a fin du siècle, l'enlèvement de criser un port franc et d'accroître des facilités spéciales aux investisseurs étrangers. Ceci peut-être une raison supplémentaire de se rendre rapidement à Chéju pour les affaires d'été, offertes au début de l'été ».

**JEAN SEUL LA CŒUVRIÈRE**

# Carl Gustav von Rosen, aventurier du bien

**C**'EST avec une profonde émotion que l'opinion scandi-  
nave a appris récemment la  
mort tragique en Éthiopie,  
à l'âge de soixante-huit ans, du  
capitaine Carl Gustav von Rosen,  
personnage hors du commun  
d'aventurier du bien, entré depuis  
longtemps déjà dans la légende.

Ce casse-cou au regard nalf et tranquille qui, en un demi-siècle, avait tant de fois brassé les puissances du ciel n'est pas tombé. Il a subi les assauts de la mort, il a vu des gimbardes plus ou moins rafistolées qu'il continuait à piloter en Afrique. Mais il saura en malgré tout une fin conforme à la devise de son père : *« Mort pour la France »*, puisqu'il a été tué par une balle perdue à Gode, l'endroit où, en 1914, les Allemands ont bombardé le Kremlin. Quoi qu'il en soit, il sera d'ordinaire regardé comme l'un des héros de la guerre.

Durant la période qui suit l'armistice de 1940, il sera, au fil de ses pérégrinations européennes, arrêté deux fois comme espion par les Anglais et... les Allemands. Il sera aussi l'un des héros de Guevara, l'archaïque de justesse sur le maître de la Gestapo.

non loin de la frontière soudanaise, au cours d'une attaque des partisans, alors qu'il était en train d'étudier avec les autorités locales, au nom d'une organisation humanitaire protestante; un plan d'aide aux nomades de la région du fleuve Waabé.

Le comte Carl Gustav von Rosen appartenait à une vieille famille de l'aristocratie suédoise. Quatrième d'une noblesse de sept, il commence par s'illustrer dans l'établissement scolaire ultra-élite où il est interne par des chahuts sur les idées des philosophes qu'il organise avec son meilleur ami et complice, le prince Bertil Bernadotte, oncle de l'actuel souverain. Bientôt, un officier allemand, du nom d'Hermann Goering, encore inconnu à ce moment-là et qui courtise sa tante maternelle, la baronne de Rosen, lui inspire une vocation irrésistible qui l'orientera tout son avenir : celle de l'aviation.

La hantise, par ailleurs, l'influence que le bras droit de Hitler exerce sur celui qui peu après deviendra son neveu par alliance. Ce dernier, en effet, ne tardera pas à prendre activement le contre-pied des idéologies totalitaires de l'époque, le fascisme et le nazisme.

La guerre de 1939-1940 le surpré-  
prend aux Pays-Bas dans le  
rang du personnel navigant de  
la K.L.M. Grâce à ses « relations  
de famille » berlinoises, il a été  
mis au courant du plan allemand  
d'invasion de la Hollande, mais  
c'est seulement qu'il a rejoint le  
gouvernement de la Haye qui  
n'accorde aucun crédit à ses  
informations. Déçouragé, il se  
fait le blocus nigérien le 8 août  
1948 avec un DC-7, il va rapi-  
dement organiser, en coopération  
étroite avec les Eglises luthé-  
riennes nordiques, quel se chargera  
de tous les problèmes financiers  
de l'indépendance, une mission  
aérienne entre Sao-Tomé et le  
Gabon, d'une part et l'Etat séces-  
sionniste coupé du reste du  
monde, d'autre part.

Ce va-et-vient, le plus souvent nocturne, sera assuré par les fameux « poux du ciel », les petits M5 I-9 B suédois de chez Saab.

conduisant des volontaires. Les avions ont été auparavant blindés et armés de mitrailleuses et de fusées à Paris (la France, on s'en souvient, accorde son soutien officiel aux « batailles » en toute discrétion...), ce qui leur permet de riposter en cas d'attaque et même d'anéantir les « batteries ennemies » qui tirent constamment sur eux. Quand ils ne réussissent pas à atterrir au cœur de la forêt, ils larguent vivres et médicaments à basse altitude. Ils transporteront ainsi des milliers de tonnes.

L'opinion d'Europe septentrionale voit entière suït et encourage avec des dons d'une ampleur sans précédent ces efforts, que les dirigeants des « pays frères » ne peuvent éviter d'appuyer moralement », mais avec quelque embarras, car ils leur suscitent bien des complications diplomatiques. Après l'échec de la dissidence braise, von Rosen se retire en Ethiopie, où l'empereur lui a offert une plantation de café qu'il s'occupe à cultiver avec les siens.

La révolution qui renversera à Addis-Abeba le régime de son oncle portera le nom de révolution des mineurs dans son existence. Il entretient en effet les meilleurs rapports avec les nouveaux maîtres de la patrie de la région de Saba, qui ont pu s'opposer à la déchéance de son trône. Il lui paraît intéressant. Il lui paraît également tout naturel de les assister dans leur lutte contre la géométrie et la famine. Et ce presque mégalomane, qui persiste à maintenir la manche à balai à un âge où ses pairs ont depuis longtemps abandonné l'étré, parcourt tous les quartiers de la capitale, et fait faire aux populations nombreuses des régions éloignées où l'on peut accéder par aucune piste.

Le mort de Carl Gustav von Rosen n'aura pas mis un terme à son combat humanitaire. Aujourd'hui, il a un successeur en la personne de son fils Eric, vingt-cinq ans, qui continue de diriger les opérations de secours à des milliers d'habitants qui à ens de trois semaines succèdent.

(Suite de la page 7.)

« C'est quelqu'un à qui parler, un ami, et on n'en a guère dans ces moments-là. Ça va, ça va, d'ici quand tu nous rappelles l'Yves quand on omet d'écouter les devob, quelqu'un pour qui on a envie de se donner du mal. A la rigueur vaut chaque devob soit jointive une lettre d'accompagnement. » *« Ça va t'envenimer tellement, dit le responsable du secteur prisonniers, qu'une maintenance de la Santé m'en a jour alerte. L'un des détenus ne pouvait pas ouvrir son paquet devant les autres. Son professeur indigné de terre. Et elle ajoute, en confidence : « J'en suis comme quelques-uns de ne s'être écrit que pour la lettre. »*

Autre avantage d'Aix-les-Bains : on y prend les inscriptions (plus de cent cinquante par semaine) à tout moment de l'année. Accidents et arrestations ne coïncident pas forcément avec le début de l'année scolaire. De toute façon, il n'y a pas de programme, pré-établi mais du « sur mesure » pour chaque élève. L'enseignement étant découpé non en classes mais en matières, on peut prendre un élève au niveau de la sixième en français, au niveau de la troisième en mathématiques.

Les professeurs ? Des enseignants, des spécialistes, de jeunes ingénieurs, des membres de famille qui ont dû s'arrêter de travailler pour élever leur progéniture. Tous des bénévoles. Certains sont agrégés, d'autres ont juste fait un stage préparant au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur. On peut prendre n'importe quel élève, soit trois à quatre heures de travail par semaine ; les autres, moins disponibles, se laissent surcharger. Pour six mille élèves il faut donc à deux mille cinq cents professeurs, plus, en fait, techniciens, assistants, etc. On l'a vu, même les professeurs pour les petites G.A.P. de comptabilité, l'électricien, de dessinateur industriel, de métreur...

Plus nombreux aussi seraient  
les élèves d'Aurillac si l'associa-  
tion avait la possibilité maté-  
rielle d'ouvrir à tous ceux qui  
frappent à sa porte, à tous les  
exclus qui, sans être handicapés  
ou prisonniers, rêvent de pro-  
motion sociale : « Faut-il », dit-  
il, insiste l'un d'eux, dans une let-  
tre, que je me casse la tête ou  
me fasse l'assommoir mon voisin pour  
avoir droit à vos cours ? »



L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Protestants français

Plusieurs ouvrages récents viennent d'approfondir notre connaissance des protestants français, de leurs attitudes religieuses, de leur place dans la société, de leur image aussi. A côté d'une solide synthèse, qui démontrera un livre de référence (1), trois attachantes monographies font revivre, l'une la figure complexe du marquis de Rivigny, député général des protestants, entre la Fronde et la Révolution (2), l'autre la personnalité riche et diverse de Guisot (3), l'autre, les relations entre religion et politique dans un canton de l'Ardèche, Vernoux-en-Vivarais, seul canton de France à avoir voté « non » lors du plébiscite de décembre 1851 (4). Enfin, deux études voisines portent sur l'historiographie de la Réforme (5) et les résonances de la Saint-Barthélemy (6). Belle moisson en vérité, et il faudra à regret se borner à un survol et à la glane de quelques thèmes.

L'Histoire des protestants en France a toutes les vertus des productions Privat, dont on connaît les histoires des provinces et les histoires des villes : une vulgarisation alerte qui sait mettre à la portée d'un large public les recherches récentes, une présentation de qualité qui honore l'édition. Faut-il pourtant marquer quelques réserves ? La première porterait sur le titre, maladroite, et contradictoire avec le propos des auteurs qui est bien d'esquisser les traits constitutifs du protestantisme français, pour reprendre le titre de l'essai indépendant d'Emile G. Léonard, voici un quart de siècle. On n'est pas sûr non plus que l'ouvrage ait gagné à être rédigé par un si grand nombre d'auteurs : neuf au total. Cet

Inconvénient est particulièrement sensible pour les chapitres postérieurs à 1800. Il est fort heureux que des développements riches et nourris soient consacrés à la période contemporaine, souvent négligée et qui représente ici environ 40 % du livre. Mais le partage entre quatre auteurs ne permet pas toujours suffisamment de poser les questions majeures et de les suivre dans la longue durée.

Un choix plus contestable, semble-t-il, conduit à traiter des protestants alsaciens en deux chapitres à part. Il n'est pas question de mettre en doute la spécificité du protestantisme alsacien, fort bien marquée par E. Vogler, un des meilleurs connaisseurs de la vie religieuse à l'époque moderne dans le monde rhénan : mouvement germanique, poids du luthéranisme, frontières confessionnelles durables, conformes au critère *cujus regio, ejus religio*. Mais il n'est pas logique d'évoquer la Réforme en Alsace après la révocation de l'édit de Nantes. Bien plus, la juste appréciation de la réalité est faussée. N'est-ce pas à Strasbourg, comme le rappelle R. Mandrou, que « la Réforme française a trouvé ses premières assises » ? Et la communauté qu'y fonda Calvin en 1538 n'a-t-elle pas, jusqu'aux années 1550-1560, été un modèle pour les nouvelles Eglises de France ? A Strasbourg, aux confins de l'Empire et du royaume, se brassent les hommes et les idées.

On peut encore moins isoler le protestantisme alsacien pour l'époque contemporaine. Son statut officiel, des Articles organiques de 1802 à l'annexion de 1871, n'est en rien différent du reste du protestantisme français. L'Alsace joue une fois encore un rôle d'intermédiaire : c'est par la *Revue de théologie et de philosophie chrétienne*, la *Revue de Strasbourg*, que la théologie libérale allemande va étendre son influence en France.

Plutôt que de réserver des chapitres séparés au protestantisme alsacien, il eût mieux valu esquisser une typologie d'ensemble des protestants français, comme tout le livre y invite, justement sensible à la coexistence de plusieurs formes de protestantisme et soucieux de décrire la religion incarnée. On appréciera tout particulièrement les pages de Jeanne Estébe sur l'affirmation du calvinisme dans la France du seizième siècle. Celles ralliées à l'autre Eglise, nobles, gradués de l'université, gens de

commerce et artisans, femmes qui espèrent trouver dans le calvinisme des chances de développement personnel, jeunes hommes « massivement présents chaque fois que la violence a parlé », voilà les principaux représentants de la communauté protestante au seizième siècle. Le protestantisme apparaît « surtout comme une religion de la ville et du bourg », l'expression d'une minorité dont le niveau culturel est supérieur à celui de la majorité de la population.

C'est un « gigantesque effort de rénovation », répression et éducation à la fois, que le projet calviniste. C'en est fini des comportements irrationnels, magiques, des faiblesses humaines que l'Eglise catholique avait pu tolérer. Sont désormais prosaïques la fête, le spectacle, les mendicants aussi « auxquels Dieu a donné la force et charge de pouvoir travailler ». Morale nouvelle, religiosité nouvelle, conception nouvelle du couple et du travail ! S'agit-il, s'interroge Jeanne Estébe, qui refuse les perspectives d'une autre religion ? En fait, l'Eglise issue de la Réforme catholique et du concile de Trente et la royauté ne cherchent-elles pas, par la suite, à forger des comportements voisins ? « Le projet protestant ne diffère pas tellement du projet de toute une partie de la société », mais, s'il n'est pas seul à ouvrir les voies de la civilisation moderne, le calvinisme, minorité de devanciers, minorité opprimée, affirme son originalité par une « crispation dans la différence » qui forge un type d'hommes.

Intitulé « La peau de chagrin », le chapitre qui va de l'édit de Nantes à la révocation n'est pas le plus neutre de l'ouvrage. Il sous-estime la vitalité d'un protestantisme à qui son loyalisme pendant la Fronde a valu, comme l'observe Solange Deyon dans son livre sur Rivigny, « comme un trébuchement de liberté retrouvée ». Surtout, il se choque des « accents idéologiques » du culte monarchique, sans s'efforcer de comprendre une attitude qui est le fait d'hommes de leur temps, de représentants des élites, qui vivent souvent au nord de la Loire : Elisabeth Labrousse y insiste avec raison dans l'ouvrage sur l'historiographie de la Réforme. Le chapitre consacré aux « déserts » (1685-1800) marque du reste fort bien les variations des réactions protestantes face à la politique royale selon les catégories sociales, l'origine géographique, l'époque. Histo-

rien des Camisards. Philippe Joutard fait revivre ce monde de paysans et d'artisans du textile, cardeurs, peigneurs et tisserands, peu cultivés, familiers de la Bible, qui, dans un climat de prophéties et d'apocalypse, vont mener une guérilla populaire et mystique.

Le même auteur a dirigé la grosse publication sur l'historiographie de la Réforme et introduit l'élegant petit livre sur la Saint-Barthélemy. Fruit d'un colloque tenu voici déjà cinq ans, le premier livre est foisonnant de réflexions et de suggestions. A vrai dire, les délais de publication auraient pu permettre d'alléger certaines communications et d'abandonner ici ou là le style oral. Qu'importe pourtant : l'ouvrage s'ordonne en quatre avertis, dont chacune mériterait d'être suivie : place de la Réforme dans les controverses entre catholiques et protestants du dix-septième siècle, image de la Réforme dans la tradition française, renouvellement de l'historiographie de la Réforme, vulgarisation de l'image de la Réforme.

On retiendra simplement deux ensembles, qui portent l'un sur l'image de la Réforme dans la droite française sous la III<sup>e</sup> République, l'autre sur l'image de la Réforme dans les manuels scolaires. J. Baubert analyse la vision de la Réforme chez les polémistes antiprottestants de la fin du dix-neuvième siècle, tandis que V. Nguyen décrit les rapports ambigus entre l'Action française et la Réforme. Maurras, comme les penseurs traditionalistes du début du vingtième siècle, accusait la Réforme d'être aux origines de la Révolution et des maux du monde moderne. Cependant, l'Action française exerce une influence limitée mais réelle dans le monde protestant, bien moins unanime politiquement qu'on ne le dit parfois.

Quels stéréotypes de la Réforme et plus précisément de l'épisode illustre entre tous de la Saint-Barthélemy les historiens élémentaires et les manuels du seizième siècle à nos jours, les romans populaires, ont-ils forgés au sein de la conscience collective ? Ces questions sont fondamentales pour l'histoire de la « mythologie nationale ». J. Lecuir se penche sur une source peu connue, les abrégés et manuels d'histoire des siècles, littéraires de second ordre qui, pour certains titres, sera encore lue au dix-neuvième siècle. Ces manuels, dont

la fonction est d'affermir le sentiment monarchique, sont polémiques à l'égard des déviants religieux exclus de la communauté nationale, et privilégient une vision exclusivement politique des événements. Philippe Joutard constate que les manuels antérieurs à 1850 se comprennent mieux par comparaison avec les abrégés de l'époque précédente que par confrontation avec les histoires générales de leur temps. Le genre comporte bien une lenteur d'évolution considérable.

Une deuxième observation révèle le « consensus relatif » des ouvrages scolaires devant la Saint-Barthélemy. « Ce n'est qu'à quelques nuances que l'on peut reconnaître un livre d'inspiration catholique ou libérale. » Certes, le manuel ne veut heurter aucune famille spirituelle. Mais, surtout, face à l'événement, les manuels sont unanimes pour dégager deux enseignements à l'intention des enfants : la peur de la guerre civile, l'exaltation de la tolérance. Telle est bien la fonction des manuels. En revanche, le peuple est absent des événements, et la passion antihugonote de la population parisienne, réalité que Michelet avait bien sentie, n'est guère évoquée par les publications scolaires actuelles.

Surtout, et ce ne serait pas le seul exemple, la réduction et la simplification du texte conduisent à ne plus faire de l'événement qu'une image d'épinal, qui fait partie de l'imaginaire collectif. Reprenons l'enquête menée par P. Joutard sur le souvenir laissé par la Saint-Barthélemy dans la mémoire scolaire contemporaine. Dans le premier cycle et le second cycle, mille vingt-huit élèves ont été interrogés. Un sur quatre est capable de dater le siècle de l'événement, devenu intemporel, sans origine ni conséquence. En revanche, les images sont prodigieusement efficaces. Deux scènes arrivent en tête : la légende des portes des protestants marquées d'une croix blanche, et la massacre de femmes et de petits enfants. Elles évoquent confusément l'exode et l'histoire d'All Baba, et la réside la réussite de l'image des croix, chez les historiens du dix-neuvième siècle, les auteurs de manuels, les enfants.

En un temps où une réforme mal pensée de l'enseignement de l'histoire conduit à des manuels dangereusement réducteurs, P. Joutard rappelle, au contraire, l'apport irremplaçable d'une analyse de l'événement dans ses dimensions : faire sentir les réalités mentales d'une époque, expliquer un type de christianisme et le refus populaire de la réforme.

GÉNÉALOGIE

Le tableau filiatif d'ascendance

L'IDEE de la classification des ancêtres par tableaux patronymiques distincts, et la cote à leur attribuer, a été exposée au début (1).

Voyons, à présent, comment dresser ces tableaux.

Au bas de la première page d'un classeur à feuilles mobiles est placée l'alcane, dernier ascendant du nom (à l'exception du « de » qui peut éventuellement être un homme), avec le nom de son mari et la cote du tableau sur lequel se trouve l'ascendance et la descendance agnatique de ce dernier. Sont portés les lieux, et dates de naissance, de mariage et de décès, ainsi que quelques informations succinectes à son sujet. Elle est entourée de sa fratrie. Elle et chacun de ses frères et sœurs sont reliés par un trait à leur père placé au-dessus. Ce dernier et les oncles et tantes sont disposés de façon identique au-dessus du grand-père. Au fur et à mesure de leur découverte, s'ajoutent suivant le même processus les bisecteurs, etc., et leur fratrie respective. De nouvelles feuilles sont utilisées lorsque nécessaire.

Il est évident que le nom de chacune des personnes citées s'accompagne des renseignements d'état civil ainsi que d'un résumé succinct des diverses informations qui ont pu être recueillies à son sujet. Les coordonnées de mariage sont inscrites exclusivement sous l'alcane concerné (indiquant au bas de chaque tableau) quant à ses descendants, ils se retrouvent sur le tableau de son mari, dont la cote est répétée au-dessus d'elle.

Bien entendu, les sigles précédemment proposés sont utilisés, cependant que des abréviations sont choisies pour les noms des communes fréquemment répétées. Elles sont indiquées au verso de la page de garde de chaque tableau qu'elles concernent.

Savant que le dossier ainsi ouvert concerne une personne ou un groupe patronymique, il porte la cote de la personne ou du groupe.

Pour le groupe, c'est le numéro du tableau : soit, par exemple, 217.

Pour les ascendants directs, ce numéro est suivi des lettres *g*, *p*, *g*, *p*... désignant l'ancêtre (ou le « de ») première du nom ; *g*, son père ; *p*, son grand-père ; *g*, son arrière-grand-père ; et ainsi de suite ; soit, un représentant notre exemple, 217 *g*, 217 *p*, 217 *g*, 217 *p*.

Pour les frères et sœurs des ascendants, ils se voient attribuer la cote de leur père suivie d'un chiffre les différenciant, entre eux (si possible dans l'ordre de leur naissance).

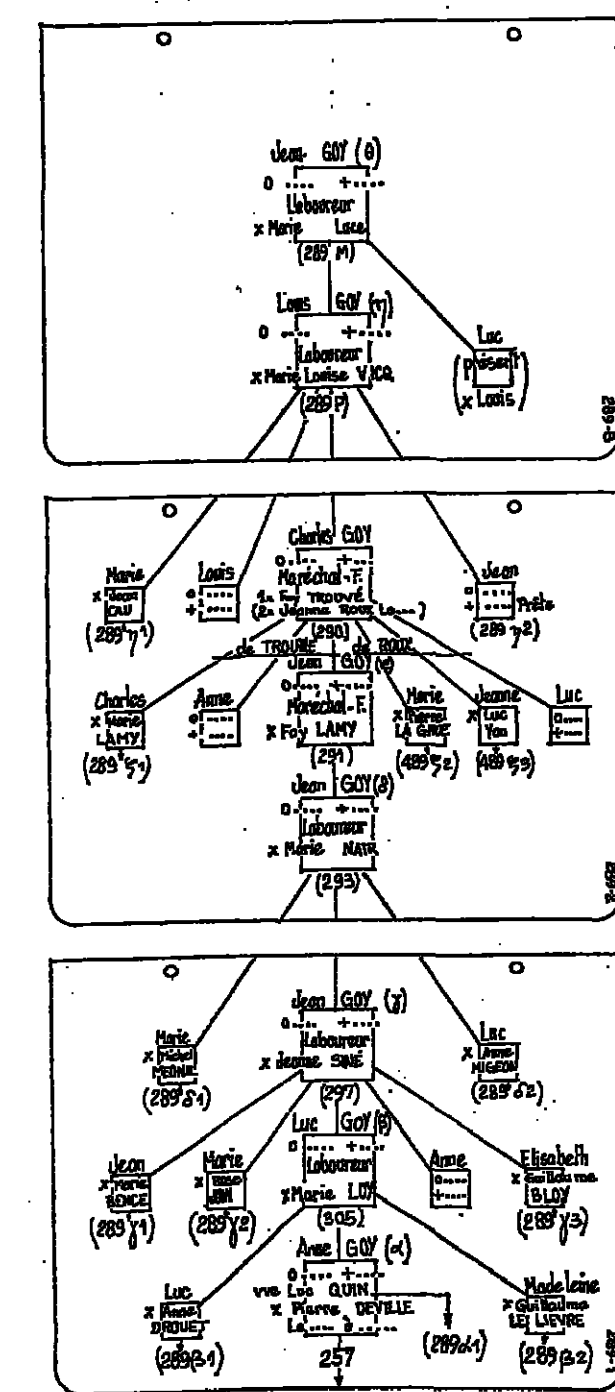
Nous obtenons alors 217 *g*, 1, 217 *p*, 2, 217 *g*, 3, 217 *p*, 4, frères et sœurs de 217 *g*.

C'est sous ces mêmes cotes que sont ouverts les tableaux de descendance de ces collatéraux.

Dans un prochain article, nous exposerons la disposition proposée de ces tableaux.

PIERRE GALLERY.

(1) Dans le Monde des 2 mai et 20-30 mai.



Exemple de tableau filiatif d'ascendance.

Regards

L'O.S. DU SPECTACLE

« J'ANVIER. Rien. Février : une journée de travail. Mars : une journée. Bien sûr, toujours de la même manière, toujours au Boulevard — que lorsqu'un comédien tombe malade. » Je reprénales des rôles, n'importe lesquels, constate-t-il. Et tout ce que je souhaitais entreprendre a été fait, depuis, par d'autres. J'ai plusieurs fois manqué de courage, j'ai eu peur des dettes. Par exemple, j'aurais pu louer le théâtre de la Huchette, mais ce comédien aurait dû encaisser et débiter en bénéficiant de l'aide financière à la première pièce.

Prostitution

Au début des années 60, il exerce enfin son métier avec une certaine régularité. Il ne tient pas de rôles considérés comme importants, mais son travail, sous la direction de Sacha Pitoëff, le passionne. Il n'importe les petits rôles, dit-il. Répéter pendant deux mois, c'est merveilleux. Même si je ne participe qu'à un ou deux spectacles dans l'année, j'avais vraiment le sentiment de faire ce que j'avais choisi : le théâtre. J'ai retrouvé cette sensation plus tard, quand j'ai été détaché en milieu scolaire pendant un an.

C'est avec une certaine sérénité que Serge dresse le constat de ses faiblesses, de ses échecs. Vers les années 65-66, il s'est mis à « trainer », explique-t-il, dans les coulisses de la télévision. Et il glané quelques travaux « sur des oubliés de réalisateurs ».

Mes copains disaient : « On te voit partout », précise-t-il. Dès qu'il a cessé de prospecter de cette manière-là, il n'a plus obtenu la moindre petite rôle à la télévision. « Ce sont les attitudes de mendiant qui palent, regrette-t-il. A part quelques-uns, trente personnes, cinquante peut-être, tout le monde, à des degrés divers, se prostitue. Les plus petits tirent les sonnettes ; pour les autres, ce sont les cocktails, les relations, les affinités politiques.

A partir de 1968, il décide

d'adopter comme principe de ne plus frapper aux portes. Il a un revenu mobilier (dividendes d'actions) et n'est plus condamné à bioprofessionnalisme. Il peut donc attendre les propositions et échapper à l'obsession de la course au moindre contrat. Cette situation n'est pas pour autant satisfaisante. « Oui, je suis frustré, dit-il. Mais pas par rapport aux autres, par rapport à moi-même. »

« D'ailleurs, je me considère comme une sorte de « ringard » du point de vue du résultat de mes actes à certaines périodes ; mais la différence entre un vrai « ringard » et moi, c'est que je suis conscient. Un « ringard », c'est celui qui se trompe de cible pour déterminer la responsabilité de la situation dans laquelle il est. Moi, je ne tiens pas à me prendre pour une victime. Je n'ai pas eu de mauvaises conditions que ceux qui ont réussi. Ils ont même fait leur chemin. S'ils n'avaient pas plus de talent que moi, ils avaient eu coup sûr plus de caractère. »

Ce détachement, il le doit à son métier, auquel, de son propre aveu, il s'accrochait toujours. Il en a essayé d'autres. Mais, en même temps qu'il voyait s'annoncer un meilleur avenir matériel, il se sentait « devenir rigide ». « Dès que je le suis un peu, mais ce me fait rigoler. Dans un autre métier, ce serait sinistre. »

L'avenir ? Il risque de rassembler au passé et au présent : être comédien, sans vraiment faire ce métier. Cependant, Serge ne peut cesser de parler du théâtre et de faire des projets : jouer Tchekhov, approfondir certaines formes d'expression.

« Et pourtant, cependant, s'il m'arrivait de commencer une autre carrière maintenant, à plus de cinquante ans — ce n'est pas si rare — j'en ressentirais une terrible amertume. J'aurais l'impression d'arriver trop tard. Tout à coup, on doit avoir vraiment envie de vivre au moment où l'on va crever. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

# RADIO-TELEVISION

Un colloque du prix Italia

## A la poursuite des électeurs

TELEVISION et élections : voilà bien deux mots magiques des sociétés occidentales. La télévision occupe, après le travail et le sommeil, la majeure partie du temps de vie des individus. Et les élections constituent le temps fort, le moment solennel des pays se réclamant de la démocratie. C'est à la rencontre de ces deux univers qu'était récemment consacré un colloque international organisé par le R.A.I. (Radio-télévision italienne, direction du prix Italia) et des manifestations artistiques et culturelles. A partir d'enquêtes menées en 1974-1976, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne fédérale et en France, Alison Eversham (université de Leeds), Claude Goretta (Radio-télévision belge) et Elizabeth Nothmann (Institut de démographie d'Allensbach) ont montré à quel point, quels que soient leurs besoins prioritaires en période pré-électorale, les citoyens plébiscitent aujourd'hui la télévision, loin devant toutes les autres sources de communication — presse écrite, radio, tracts et affiches, — pour répondre à l'essentiel de leurs attentes.

Consentants de l'importance de l'instrument, les différents régimes politiques organisent de manière détaillée l'accès des partis politiques à la propagande électorale télévisée. D'après l'inventaire réalisé dans treize pays européens par Antonio Cascino et Jader Jacobelli (R.A.I.), il s'avère qu'un seul pays — la Turquie — réserve la télévision de la campagne électorale, réservant les affrontements entre partis à la seule radio. Un autre — l'Autriche — n'organise pas alors d'émissions spéciales, les tribunes réglementées des formations politiques se poursuivant pendant la période électorale.

### Un public biaisé

Dans les onze pays d'Europe où existent des programmes électorales spéciaux, il peut arriver que ces émissions soient organisées et gérées par les organismes de radio-télévision eux-mêmes : c'est le cas en Suisse ou en Suède. On peut préférer, au contraire, que les partis soient responsables de l'utilisation des temps d'antenne ; dans certains de ces pays (Pays-Bas, Danemark, Israël), on leur attribue, de surcroît, la responsabilité juridique de ce qui est dit et montré pendant les émissions.

L'accès des partis à l'antenne suit également des règles diverses. Les systèmes les plus égalitaires, où tous les partis se présentent aux élections ont droit à un temps égal, sont ceux des Pays-Bas et du Danemark. Mais de nombreux pays préfèrent « limiter les dégâts » en prévoyant des temps d'antenne différents soit en fonction du nombre de circonscriptions où un même parti est présent (c'est le principe espagnol), soit en distinguant les groupes déjà présents au Parlement et les groupes non encore représentés et en favorisant les premiers (régulations italienne, suédoise, autrichienne ou française). Dans certains cas, on applique même une règle de proportionnalité aux formations déjà représentées au Parlement : c'est le principe général en Suisse, en Suède et en Israël, et l'un des principes de base en Grande-Bretagne, en Italie et en Allemagne, pour certaines des émissions tout au moins.

Au total, les campagnes télévisées, qui durent de deux à huit semaines, tentent de retenir l'attention du téléspectateur pendant

une durée hebdomadaire qui s'échelonne entre... deux heures vingt et quinze heures ! Ce qui ne veut pas dire, du reste, que les chaînes les plus complètes soient celles qui réussissent le mieux à satisfaire leur public.

Une seule chose est statistiquement bien connue, comme l'a montré Gabriel Thoveron (Université libre de Bruxelles) : c'est la rapide saturation d'un public qui « a tendance à considérer comme des intrus ces émissions électorales qui viennent, s'installer dans le loisir de la soirée ».

En Grande-Bretagne par exemple, en février 1974, 31 % des électeurs considèrent que le temps consacré à la campagne électorale par la radio-télévision était « beaucoup trop long », et 36 % — un peu trop long — ; du coup, 37 % des Britanniques avouaient, en septembre, ne pas suivre du tout la deuxième campagne télévisée de l'année. Ces phénomènes de rejet enregistrés un peu partout — se manifestant fortement en Belgique, le pays européen où la télévision par câble — donc la possibilité de changer de chaîne — est la plus répandue.

### Le spectacle politique

Dès lors, il faut « accrocher » ce public réduit. On le fait en situant les messages électorales entre deux émissions à gros auditoires : la majorité des téléspectateurs regardent, plus par passivité que par curiosité, en attendant le programme suivant... On le fait surtout en tentant de rendre dans un excellent montage-résumé thématique et les mêmes sentences de ce qui ne fut jamais un vrai débat entre Ford et Carter, aux Etats-Unis, en 1976.

Débats, émissions plus vivantes, la télévision électorale s'engage à dans une voie sans doute obligatoire, étant donnée la saturation du public, mais qui peut produire des résultats cocasses et, disons-le, problématiques. Telle cette émission de la dernière campagne électorale belge, opposant régulièrement des équipes « de droite dans le cadre de ce qui était expressément présenté comme un jeu en même temps qu'une émission politique.

ROLAND CAYROL.

# LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

en librairie aujourd'hui

Stock

## Les films de la semaine

LE DRAPEAU NOIR, de Michael Anderson. — Lundi 5 septembre, FR 3, 20 h. 30.

De la guerre des agents secrets allés contre les armes secrètes (des VI et les VS) avec lesquelles Hitler comptait détruire l'Angleterre puis s'attaquer aux Etats-Unis, ce film comme une vision simplifiée et quelque peu romanesque. Mais les moyens apportés à la réalisation sont très importants, et cette page d'histoire à grand spectacle est aussi mouvementée qu'émouvante.

TOUJOURS LA VILLE DANSE, de Julien Duvivier. — Mardi 6 septembre, A 2, 20 h. 30.

La vie professionnelle et sentimentale de Johan Strauss (II) selon Hollywood. Des valseuses célèbres et ensoleillées, une atmosphère romantique parfaitement créée par Julien Duvivier, qui s'adapte aux méthodes américaines, et qui avait employé au mieux les ressources des studios M.G.M. Entre autres séquences de charme : celle de la forêt viennoise. Après de Fernand Gravay, on pourra retrouver la merveilleuse et sensible Louise Rainer, dont la carrière fut malheureusement trop brève.

FANFAN LA TULIPE, de Christian-Jaque. — Mercredi 7 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Prix de la mise en scène au Festival de Cannes 1952 et grand succès populaire. C'est le film français à panache par excellence, souvent imité depuis et jamais égalé. Le scénario est drôle, les dialogues spirituellement ironiques et Christian-Jaque a mené avec brio la technique des grands jours. Et puis, Fanfan, c'est Gérard Philipe jeune premier romantique transformé en héros populaire, bondissant, séduisant, trouvant, peut-être, dans la fantaisie, son meilleur rôle au cinéma.

SCORPIO, de Michael Winner. — Mercredi 7 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Il n'y a pas d'espions heureux mais des hommes fatigués de vivre dangereusement et toujours pris à quelque piège. Sur cette contre-mythologie de l'agent secret, qui vint après les exploits de James Bond, Michael Winner a réalisé un film inquiétant qui tient en haleine par son mystère et ses séquences d'action. A voir, pour la confrontation, le duel, Burt Lancaster et Alain Delon.

JODY ET LE FAON, de Clarence Brown. — Jeudi 8 septembre, A 2, 15 h.

D'après un roman pour en-

fants, célèbre aux Etats-Unis, de Marjorie Kinnan Rawlings. L'amitié d'un jeune garçon et d'un faon dans la nature sauvage de Floride se termine par un drame. Clarence Brown n'a pas bûlé sur l'écran des bons sentiments. Et si l'histoire est naïve et touchante, on y croit, à cause d'un réalisme descriptif et psychologique qui fait apparaître la vie difficile des pauvres fermiers de Floride à la fin du siècle dernier et une grande humanité.

DE LA PART DES CO-PAINS, de Terence Young. — Jeudi 8 septembre, A 2, 20 h. 30.

Un suspense qui fait trébucher pour des innocents, une femme et sa petite fille, enlevée par des bandits. Pour exploiter les clichés de la Série Noire et faire vibrer les nerfs, Terence Young connaît son affaire. Du travail de série mais l'histoire fonctionne bien et Charles Bronson est fidèle à son personnage de bagarreur qui se d'end comme un lion.

L'IBIS ROUGE, de Jean-Pierre Mocky. — Jeudi 8 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Personnages à la fois étonnés et pathétiques, comique satirique et récréation poétiquement sangrène du quartier du canal Saint-Martin, qui fut cher à Marcel Carné. Mocky a mené sans défaillance une action rigoureusement construite sur des situations extravagantes (d'après un roman de Frédéric Brown) et qui se termine par une hécatombe à faire rire. Michel Simon (dans son dernier rôle), Serrault, Galabru, Le Poulain et Evelyn Baile sont fabuleux.

HENRY V, de Laurence Olivier. — Vendredi 9 septembre, A 2, 22 h. 30.

Une représentation de la pièce de Shakespeare au Théâtre du Globe à Londres, s'élève soudain aux dimensions de l'Angleterre et de la France de 1415. Cette mise en scène originale de Laurence Olivier, fervent shakespearien, fut très admirée avant les adaptations cinématographiques de Macbeth et d'Otello par Orson Welles. Le film, avec ses images en couleurs, subtilement travaillées, a, par fois, la beauté d'un livre d'heures enluminé du Moyen Age. La bataille d'Azincourt est du grand spectacle digne d'Hollywood et l'admirable diction des acteurs britanniques enchante ceux qui comprennent l'anglais.

PAS SI MÉCHANT QUE ÇA, de Claude Goretta. — Dimanche 11 septembre, TF 1, 20 h. 30.

La double vie d'un artisan suisse qui veut éviter la faillite de l'entreprise paternelle ; l'histoire, les moments secrets, de personnages aliénés par la société moderne et qui détournent les difficultés de leur existence par le jeu de l'absurdité et l'innocence et les délicates notations intimistes de Goretta qui manifeste, une fois de plus, sa sympathie et sa compréhension pour les êtres en rupture d'équilibre. Il a marié avec brio les talents de Gérard Depardieu, Marlene Jobert et Dominique Labourier.

CHAINES CONJUGALES, de Joseph L. Mankiewicz. — Dimanche 11 septembre, FR 3, 22 h. 30.

En pleine période misogyne du cinéma hollywoodien, Mankiewicz brosse les portraits détaillés et sans complaisance de trois femmes américaines se sentant, chacune, menacée par une rivale invisible (une des trouvailles du scénario construit sur les retours en arrière) et s'apercevant qu'elles avaient manqué leur fonction d'épouses. Brillantes variations sur le thème du mariage bourgeois en perdition dans l'Amérique de la fin des années 40. Très bien réalisé et sociologiquement passionnant.

LE GRAND DUEL, de Giuseppe Sest. — Lundi 12 septembre, TF 1, 20 h. 30.

D'une coproduction italo-franco-germano-monténaque est né ce western « européen » qui repose sur toutes les recettes connues du genre dit « spaghetti ». Une histoire de vengeance dans laquelle Lee Van Cleef pousse son personnage jusqu'au paroxysme. On peut changer de chaîne.

L'AMOUR EN QUATRIÈME VESSE, de Georges Sidney. — Lundi 12 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Encore un hommage à Elvira Presley. A moins d'être un fanatique du chanteur disparu, on ne peut qu'être confondu — dans ce film comme dans ceux qui furent présentés précédemment — de l'insignifiance d'un scénario se contentant d'illustrer le mythe du bon garçon se faisant sa place au soleil et trouvant la femme de sa vie. Presley n'a jamais été un « rebelle sans cause » mais la version moderne (twist et rock) de l'exemplaire « André Hardy » jadis joué par Mickey Rooney.

# LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Waltchak, qui a rejoint les quatre hommes devant le château, a compris que Kholaivitch de prendre en otage la place de Maya. Il disparaît donc dans les entrailles de la montagne sans que pour autant Maya revienne. Hines s'agitait éperdument quand il aperçut de la distance d'Handry. Un cri de Maya d'échappée, la silence et la nuit, poussaient Hines, Skolinski et Grégoire à enfoncer la porte et à investir le château. Mais, coudoier par une étonnante pitié, un mort devant la porte de la vieille cuisine, ils virent Handry qui erre comme un spectre dans la pièce, le prince à ses pieds, l'appelant François. Maya et Waltchak ont disparu.

MAYA n'esquissa pas un geste lorsque la porte se referma sur elle. Elle ne tenta ni de supplier ni d'appeler. Elle savait que cela ne servirait de rien. Elle s'assit sur le lit et resta immobile à attendre.

Quoi ? Elle ne pouvait, dans les ténèbres, apercevoir la hideuse chose en mouvement sur la porte, mais elle la sentait là, qui s'agitait.

An début, rien ne lui parut aussi terrible que ce que racontait Skolinski et que ce qu'elle imaginait.

Elle éprouvait même une certaine satisfaction à se trouver là, à se rendre compte une bonne fois de quoi il retournait. Elle s'attendait à tout.

Les quarts d'heure se succédaient dans l'obscurité, elle sentait croître le frémissement du linge, qui semblait agiter une rage inconnue, cependant que son esprit travaillait sans relâche et qu'elle formulait mille hypothèses sur la force qui se matérialisait ici.

En vain appliquait-elle toute sa volonté à détourner son attention de ces réflexions et s'efforçait-elle de la concentrer entièrement sur des sujets sensés et concrets. Une seule question la hantait : que va-t-il se produire ?

Cela se jetterait-il sur elle ? Ou lui apparaîtrait-il seulement et sa seule vue suffirait-elle à la parquer pour toujours ? Ou bien pénétrerait-il en elle, la contaminerait-il, prendrait-il la possession d'elle comme de Waltchak ? Seules les ténèbres.

Elle entendit des voix par la fenêtre, celle de Hines lui semblait-il, mais elle n'en était pas certaine. Et elle ne pouvait s'approcher de la croisée, trop proche du coin où s'agitait le linge.

En vain se répétait-elle qu'elle était venue de son plein gré, qu'elle vaincrait sa frayeur viscérale, que son sort se cédait de Waltchak dépendait de cette victoire dans les ténèbres ; au lieu de gagner des forces, elle faiblissait, elle sentait déjà trembler les muscles de son visage, une sueur froide perler sur son front, et grandir une panique mortelle.

Seul la soutenait un reste d'amour-propre.

Non, elle ne céderait pas. Elle ne succomberait pas ! Elle saurait résister à ce qui s'agitait dans le coin.

Ses dents se mirent à claquer. Et le mouvement convulsif s'amplifiait toujours.

« Mon Dieu ! Mon Dieu ! »

Soudain elle entendit approcher Kholaivitch, mais son pas était pesant et il parlait. Se parlait-il à lui-même ?

La porte s'ouvrit. Elle se précipita. Elle était prête à supplier Kholaivitch.

Mais elle fut violemment hantée par une masse qui s'effaissa sur le sol, et elle recula d'épouvante. Le secrétaire claqua la porte.

« Tu es un visiteur ! Amusez-vous bien ! » se contents-t-il de dire, et de nouveau ses pas se perdèrent dans le silence.

Elle n'osait proférer un mot, quand elle entendit une voix saccadée, étrangère, celle de Waltchak.

« C'est moi. »

Elle dut faire un immense effort de volonté pour prononcer dans un souffle.

« D'où sortez-vous ? »

« De l'autre côté, où vous plaît », se contents-t-il de répondre.

Elle se pencha sur lui et, tandis qu'elle tâchait de découvrir ses yeux, il lui expliqua dans un souffle ce qui s'était passé et pourquoi il s'était laissé enlever par Kholaivitch.

Il semblait à Maya qu'on ne pouvait impunément troubler le silence de cette pièce, que la voix humaine violait un interdit et agissait comme une provocation.

La présence de Waltchak l'avait arrachée à son engourdissement paisible et apportait une note humaine et apaisante en ce lieu inhospitalier. Mais d'autre part elle redoutait sa terreur. A se trouver là, debout, auprès de lui, dans les ténèbres, elle redoutait que la peur ne le rendit fou, qu'il ne tentât un acte insensé, qu'il n'eût une nouvelle crise.

Si elle avait peur, que devait-il en être de lui ?

Elle ne le voyait pas. Elle ne pouvait deviner dans quel état il se trouvait en cet instant.

Is se taisaient.

« C'est là-bas ? demande-t-il subitement. De quel côté ? Là ? »

Il lui saisit la main et indiqua une direction.

« Oui. »

« Ça bouge ? »

« Oui, ça bouge. »

Is demeurèrent silencieux. Et de nouveau la répulsion, la terreur panique, la fureur qui envahissait le silence, et ce mouvement convulsif. Maya pensait que maintenant, lui

étant ici, entre eux, maintenant-tout allait commencer, qu'il devait se passer quelque chose, qu'il n'y avait plus de remède ! Et la présence du garçon dans les ténèbres, au lieu de la réconforter, portait sa terreur à son comble.

N'allait-il pas, d'un moment à l'autre, dans un coup de folie, commettre un acte monstrueux ? Tel était, fallait-il croire, leur destin !

Blottie dans son coin, elle n'osait faire un geste. Elle attendait.

Elle ne pouvait se résoudre à poser des questions, trop sûre de décaler dans la réponse les accents de l'épouvante.

Elle-même, alors, n'y tiendrait plus et se jetterait tête la première dans la peur.

Elle était certaine que la terreur l'empêcherait de bouger et de parler. Soudain, elle entendit :

« Eh bien ? Il n'y a rien ? Et moi qui pensais qu'il se passait réellement quelque chose ici. »

Elle lui saisit convulsivement la main.

« Vous ne sentez pas... que ça bouge ? que ça s'agit ? »

Il se mit à rire.

« Je ne sens rien du tout ! Il vous aura semblé ! Qu'est-ce qui devrait bouger ? Si vous voulez, je jette ce torchon par la fenêtre et on n'en parle plus ! »

« Sait-il devenu fou ? Avait-il oublié où il se trouvait ? Le ton dont il avait prononcé ces mots parut à Maya incroyablement invraisemblable. »

« Doucement ! » fit-elle.

Mais il se dirigea vers le fond de la pièce.

Le cœur de Maya s'arrêta de battre. Maintenant ! S'il y touchait, il devait se passer quelque chose ! Il ne fallait pas qu'il y touchât !

Elle avait l'impression de percevoir un craquement, un gémissement, elle s'attendait à une subite apparition...

Lui, cependant, se déplaçait dans le coin.

Et il s'agitait.

On, plutôt, il s'agitait entre ses dents. « Je n'arrive pas à mettre la main dessus. Ah, enfin ! C'est sur la patte ? Une vulgaire serviette, et rien d'autre ! Des idées, tout ça ! Alors, du haut ! »

Elle aperçut sa silhouette qui se décollait sur le fond de la fenêtre, et le geste de sa main qui jetait la serviette. Ses cheveux lui purent étranges.

« Finie la peur ! Et si Kholaivitch vient fouiller son nez ici, je lui casse la figure. Nous devons rester ici jusqu'au matin, et ensuite... »

Il rachaça pas.

La plaque de la cheminée adossée au mur se souleva, s'arracha, et s'abattit avec fracas sur le dallage de pierre. Maya poussa un cri.

Dans le foyer détruit, quelques choses fourgonnaient, remuait et haletaient, d'une masse indécise.

Soudain une alouette jeta une lumière tremblante dans la pièce.

Elle aperçut la haute silhouette si reconnaissable d'Handry qui émergeait lentement des décombres.

Il allait parler quand des coups de feu retentirent dans les profondeurs du château.

« Fuyez par là ! Il y a un passage ! cria le paysan. Allez, vite ! »

Et cependant que Maya et Waltchak disparaissaient par l'orifice, il resta là à promener son regard alentour, le visage tendu et triste.

« Je me suis déjà trouvé ici », souffla-t-il.

FIN

« Le cabinet cosmopolite » de Stock publiera prochainement « Les Envoûtés » dans la collection « Stock/Text », dirigée par Paul Kalline et Claude Baillet-Latour.

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.

Extrait 150



« A la recherche d'Elie Faure », recherche passionnante, est une transposition par l'image d'une pensée commentée, relancée, par les propos d'Abel Gance, de René Huyghe, de Claude Aveline et d'autres... « Le jeu seul définit l'homme devant





## JUSTICE

## REGARDS

## Le mariage de Salima

Pour les fiançailles franco-roumaines, M. Jean Sauvagnargues, alors ministre des affaires étrangères, était intervenu, ainsi que M. Georges Gorse, ancien ministre. Les mariages s'étaient faits.

Pour Salima Adjell, Algérienne, et Alain Michel, Français d'origine goudalaise, l'intervention est venue du ministre de l'Intérieur. Mais en sera-t-elle pour interdire le mariage qu'il le protège. Certes, il a la loi pour lui, puisque une ordonnance du 2 novembre 1945 — encore qu'on annonce sa suppression — prévoit : « L'officier d'état civil ne peut célébrer le mariage d'un étranger résident temporaire que si ce dernier justifie d'une autorisation ». Texte qui avait permis au préfet de Guyane d'affirmer : « Vous direz à M. Alain Michel que c'est moi personnellement qui m'oppose à ce mariage ».

En revanche, le ministre intervenait à une décision du Conseil d'Etat, en date du 6 juillet, ordonnant qu'il soit sursis à l'expulsion de Mlle Adjell. Car une telle décision a été prise le 29 janvier dernier.

Pourquoi avoir expulsé de Guyane, département d'origine de son compagnon, fonctionnaire des P.T.T., cette jeune femme, âgée de trente-cinq ans ? L'un et l'autre y résident depuis 1973.

Nulle activité « politique » n'est

reprochée à ce petit bout de femme mariée, plutôt effacée, menue, en un mot anodine. Ou bien, visant l'une, voulait-on atteindre l'autre ? — Alain ne comprend pas qu'on s'attaque à moi plutôt qu'à lui, explique-t-elle. En effet, on m'utilise certainement pour l'inciter à partir. Contre lui, on ne peut rien, il est fonctionnaire et titulaire de son poste. — Mais Alain Michel est aussi délégué syndical de l'Union des travailleurs goudalais, et, surtout, militait activement dans le Mouvement goudalais de décolonisation. « Il a beaucoup lutté, précise Salima, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, qui vraiment, là-bas, étaient sous-payés d'une façon scandaleuse ».

« Moi, je crois en la justice française, et il me semble impossible que l'exécutif, le ministère de l'Intérieur en l'occurrence, puisse s'opposer à l'exécution d'une décision de justice ».

Elle essaie de rester calme, fait le compte de tous ceux qui ont promis de l'aider, partis politiques de gauche, syndicats, associations ; toutefois, elle craint que le 12 octobre, date d'expiration de son visa de touriste, son seul titre de séjour, personne ne soit à ses côtés pour s'opposer à son expulsion. « Et que pourront-ils faire ? Puisque, pour les autorités françaises, je ne suis plus qu'une touriste... » J. S.

## La fusillade de Châtenay-Malabry

## M. Bonnet déclare ne pas connaître le rapport balistique

Evénement, vendredi 2 septembre, les circonstances de la fusillade de Châtenay-Malabry, au cours de laquelle, le 23 août, un jeune Algérien a été tué par la police. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a déclaré que, « contrairement à ce qui a été écrit, il n'avait pas eu connaissance du rapport de balistique ». Ce rapport, dont les conclusions ont été divulguées le 31 août, établissait — en confirmant les résultats de l'autopsie — la responsabilité du brigadier Marchaudon, qui aurait tué Mustapha Boukhezzer, le jeune malfaiteur qu'il avait pris en chasse, de deux balles tirées dans le dos, l'une à bout touchant, l'autre à quelques centimètres. (Le Monde du 2 septembre.)

Le ministre de l'Intérieur a seulement rappelé que le parquet de Nanterre avait diligenté une enquête. « J'attends donc les conclusions de cette enquête pour déterminer si la fusillade a été commise par la ou les policiers mis en cause », a indiqué M. Bonnet avant d'ajouter : « Si la faute est prouvée, je prendrai la ou les sanctions administratives qui s'imposent, sans préjudice de celles que proposera le conseil de discipline, et, bien entendu, la décision judiciaire ».

L'affaire continue cependant de provoquer des réactions, souvent inquiètes, de la part des syndicats de policiers. Ainsi, la Fédération autonome des syndicats de police et l'Union fédérale C.F.D.T. de la police (Le Monde des 2 et 3 septembre), la Fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T. déplore, dans un communiqué, que « tout n'ait pas été mis en œuvre dès le début pour produire la vérité telle qu'elle apparaît aujourd'hui au grand jour, alors que les premiers éléments de l'enquête étaient probants. L'acte lui-même ».

● M. Hector Villalon, inculpé le 26 juillet de complicité d'arrestation illégale et de séquestration de personne dans l'enlèvement de M. Luciano Revelli-Beaumont, sera interrogé pour la première fois durant trois jours, à partir du lundi 5 septembre 1977, par M. Charles Francoschi, juge d'instruction au tribunal de Paris. Au terme de ces interrogatoires, M. Villalon sera confronté à M. Hector Arisay, inculpé d'arrestation illégale et de séquestration de personne le 16 juin dernier. Le magistrat instructeur avait rejeté, le 26 août, la demande de mise en liberté de M. Villalon.

● Une partie des touristes retenus en Algérie ont été autorisés à quitter le pays. — Dix des dix-sept touristes retenus à Kaboul à la suite de l'assassinat de Mlle Dominique Cusin, une jeune Lyonnaise qui faisait partie de leur groupe de voyage (Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), ont été autorisés à quitter le pays. Leurs passeports leur ont été rendus par la police algérienne, mais la date de leur départ n'a pas été précisée. Leur sept compagnons sont encore gardés dans un hôtel. D'autre part, le corps de Mlle Cusin a été rapatrié vendredi 2 septembre.

porte gravement atteinte à l'efficacité morale de notre profession », que le C.G.T., qui ajoute : « Vouloir le couvrir en niant des évidences ne peut en rien améliorer la confiance dans la crédibilité de l'ensemble des corps de la police. Néanmoins, la culpabilité n'est pas incriminée ».

(Faut-il mettre au compte des tenants administratifs l'ignominie dont se prévaut M. Bonnet à propos d'un rapport, établi par ses services, dont les conclusions sont depuis quatre jours abondamment commentées dans toute la presse ?)

Quant au nouveau secrétaire général, l'autrichien Peter Berner, il suffira de dire qu'il est en fait le bras droit de M. Georges Morozov, président de l'Association soviétique de psychiatrie et directeur du fameux Institut Seretki de Moscou, par lequel

passent tous les dissidents que l'on veut soumettre à un traitement psychiatrique abusif. Au printemps dernier, M. Berner avait invité M. Morozov en Autriche. Mais devant l'opposition de ses collègues à l'université de Vienne, il dut demander à M. Morozov de se contenter de faire une conférence à Salzbourg, où l'accueillit le professeur Othmar Harter. Ce dernier a d'ailleurs organisé, du 22 au 29 août, un voyage en U.R.S.S. de quelques psychiatres autrichiens, voyage destiné à démontrer la bonne foi des psychiatres soviétiques. Mais la prison psychiatrique de Dniepropetrovsk, où fut interné L. Pilouchitch pendant deux ans et demi, et que l'on voulait voir l'un des visiteurs, ne fut pas incluse dans le programme.

Le nouveau secrétaire général semble aussi fort hostile à Amnesty International, dont le caractère humanitaire, dès que celle-ci enquête sur un problème concernant des personnes emprisonnées en U.R.S.S.

Il est donc probable que la division profonde qui s'est manifestée au cours du congrès, avec éclat, persistera dans les années à venir.

AMBER SOUSGLOU.

VERS UNE AMÉLIORATION DU REMBOURSEMENT DES SOINS DENTAIRES

Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a déclaré samedi 3 septembre que les excédents financiers de la Sécurité sociale pour 1977 lui permettraient d'envisager d'améliorer par étapes le remboursement des soins dentaires.

Le ministre, qui était interviewé par R.T.L., a ajouté : « Plus tard, et la situation de l'économie sociale s'améliore encore, il y aura un jour où il faudra penser à améliorer le remboursement des soins dentaires. Nous envisageons de rembourser à 100 % également tous les soins qui sont importants pour la santé des femmes ».

Mme Veil a précisé que l'excédent des caisses de Sécurité sociale (lire page 16) « permettrait de financer des dépenses nouvelles, et tout d'abord les dépenses normales de technique ».

## LA FIN DU CONGRÈS DE HONOLULU

## L'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques n'est pas condamnée avec une vigueur unanime

Le sixième congrès de l'Association mondiale de psychiatrie a clos, samedi 3 septembre, sa semaine de travaux à Honolulu. Le prochain congrès se tiendra en 1983 à une date qui sera fixée ultérieurement, probablement à Paris. La prochaine réunion du comité exécutif, qui dirige les activités de l'Association entre les congrès, aura lieu à New-Delhi en janvier 1978.

On ne sait rien encore du bilan scientifique de ce congrès, qui a été marqué surtout par des préoccupations idéologiques et politiques. Partisans et adversaires de la condamnation de l'U.R.S.S. et d'autres pays où sont perpétrés des abus de la psychiatrie à des fins politiques ont manœuvré et se sont empoignés dans une atmosphère et selon des procédés utilisés plus couramment dans des arènes politiques internationales, tels que l'ONU, plutôt que dans des réunions scientifiques.

Malgré la condamnation par le congrès des pratiques révoltantes qui consistent à soigner comme des malades mentaux des opposants sans espoir — et des rescapés de renom sont venus, tel Leonid Pilouchitch, en apparence, se féliciter de la décision de l'élection de l'organisme dirigeant de l'Association, le comité exécutif, à un guère traduit de telles préoccupations.

Ainsi, M. Lucien Bonnafé, médecin psychiatre des hôpitaux, commente ce samedi dans l'Humanité l'élection à la présidence de l'Association du professeur Pierre Pichot en ces termes :

« Tout le monde n'est pas aussi tolérant, compréhensif, que le veut paraître vis-à-vis de tout ce qui a été dit et écrit de la psychiatrie, chez les psychiatres. En ce qui concerne le professeur en question, la vérité m'oblige à dire que bien des gens qui sont marqués par la dénomination de psychiatrie, moi qui ressente cette nomination comme un affront. Un affront à tout ce que porte la jeune psychiatrie, c'est-à-dire de grandes aspirations libérales. Cette nomination est considérée comme une prise de position en faveur de ce qu'il faut bien nommer la dominance des attitudes répressives dans l'exercice de la psychiatrie ».

Quant au nouveau secrétaire général, l'autrichien Peter Berner, il suffira de dire qu'il est en fait le bras droit de M. Georges Morozov, président de l'Association soviétique de psychiatrie et directeur du fameux Institut Seretki de Moscou, par lequel

## MÉDECINE

## LA FIN DU CONGRÈS DE HONOLULU

## L'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques n'est pas condamnée avec une vigueur unanime

Le sixième congrès de l'Association mondiale de psychiatrie a clos, samedi 3 septembre, sa semaine de travaux à Honolulu. Le prochain congrès se tiendra en 1983 à une date qui sera fixée ultérieurement, probablement à Paris. La prochaine réunion du comité exécutif, qui dirige les activités de l'Association entre les congrès, aura lieu à New-Delhi en janvier 1978.

On ne sait rien encore du bilan scientifique de ce congrès, qui a été marqué surtout par des préoccupations idéologiques et politiques. Partisans et adversaires de la condamnation de l'U.R.S.S. et d'autres pays où sont perpétrés des abus de la psychiatrie à des fins politiques ont manœuvré et se sont empoignés dans une atmosphère et selon des procédés utilisés plus couramment dans des arènes politiques internationales, tels que l'ONU, plutôt que dans des réunions scientifiques.

Malgré la condamnation par le congrès des pratiques révoltantes qui consistent à soigner comme des malades mentaux des opposants sans espoir — et des rescapés de renom sont venus, tel Leonid Pilouchitch, en apparence, se féliciter de la décision de l'élection de l'organisme dirigeant de l'Association, le comité exécutif, à un guère traduit de telles préoccupations.

Ainsi, M. Lucien Bonnafé, médecin psychiatre des hôpitaux, commente ce samedi dans l'Humanité l'élection à la présidence de l'Association du professeur Pierre Pichot en ces termes :

« Tout le monde n'est pas aussi tolérant, compréhensif, que le veut paraître vis-à-vis de tout ce qui a été dit et écrit de la psychiatrie, chez les psychiatres. En ce qui concerne le professeur en question, la vérité m'oblige à dire que bien des gens qui sont marqués par la dénomination de psychiatrie, moi qui ressente cette nomination comme un affront. Un affront à tout ce que porte la jeune psychiatrie, c'est-à-dire de grandes aspirations libérales. Cette nomination est considérée comme une prise de position en faveur de ce qu'il faut bien nommer la dominance des attitudes répressives dans l'exercice de la psychiatrie ».

Quant au nouveau secrétaire général, l'autrichien Peter Berner, il suffira de dire qu'il est en fait le bras droit de M. Georges Morozov, président de l'Association soviétique de psychiatrie et directeur du fameux Institut Seretki de Moscou, par lequel

## SPORTS

## ATHLÉTISME

## LA COUPE DU MONDE A DUSSELDORF

## Un déséquilibre dans la formule

De notre envoyé spécial

Düsseldorf. — Pouvait-on imaginer formule plus bêtard pour la première Coupe du monde d'athlétisme organisée à Düsseldorf les 2, 3 et 4 septembre ? Des huit équipes rassemblées dans la compétition masculine, trois représentaient des pays (les Etats-Unis et les deux Allemagnes), deux l'Amérique et l'Europe amputées de leurs forces majeures, trois, enfin, des continents miraculeusement préservés : l'Océanie et l'Asie. Du côté féminin, les choses étaient tout aussi limpides. Tout cela pour aboutir à la conclusion évidente de la fin de la première journée que les athlètes n'appartenaient pas aux Etats-Unis ou à quelque partie de l'Europe étendue, de ces rôles de comparses.

A cette règle générale, de rares exceptions notables : la plus remarquable demeurera sans doute celle concernant le Cubain Alberto Juantorena, dont on ne peut plus douter qu'il soit bien un coureur prodigieux. Tous ceux qui s'étaient frottés à lui dans un 800 mètres n'avaient pu que se lancer dans une vaine poursuite. Caresant encore de faibles illusions, le Kenyan Mike Boit les a définitivement abandonnés. Juantorena a déjoué ses intentions tactiques et l'a maté comme il l'avait déjà fait récemment à Zurich. Ainsi fut tranchée, au terme d'une lutte extrêmement âpre dans la dernière ligne droite, une question de suprématie qui ressemblait depuis les Jeux olympiques de Montréal.

L'Américain Steve Williams avait à cœur d'en régler une autre dans le 100 mètres. Empêché par une blessure d'affirmer son talent au Canada, il rencontra à Düsseldorf Eugen Ray (R.D.A.), cyclone semant la panique sur les pistes européennes, et le Cubain Silvio Leonard chronométré cette saison en 9 sec 98/100, performance qui le hissait au niveau de ces champions légendaires que furent Bob Hayes et Jim Hines. Comme Leonard venait de battre le vainqueur olympique Hasly Crawford, Steve ne manquera pas de tirer des conclusions satisfaisantes de sa première place obtenue dans les deux derniers mètres en 10 sec 13/100.

Brillant deuxième, Ray, qui a l'ambition de ses vingt ans et de la puissance à revendre (1,80 mètre, 75 kilos), n'a rien perdu de sa fraîche réputation dans l'affaire. En Suisse, le jeune Mike et Harald Schmid (R.F.A.), espoirs du 400 mètres haies, sont également sortis grands de leur lutte avec le champion olympique Ed-

win Moses. Battus, ils le furent. Mais Moses, les joues encore pourpres de la surprise défilée que Schmid lui avait infligée quelcques jours, avait particulièrement soigné la préparation de cette course. Et il aurait sans doute battu son record du monde (47 sec 45/100) sans une légère faute sur le troisième obstacle.

Beck et Schmid portaient encore des colottes courtes quand la Polonaise Irena Siewinska réalisa ses premiers coups d'état aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964. A trente et un ans, la plus grande championne que l'athlétisme mondial ait jamais connu, a dominé dans le 200 mètres la lauréate de Montréal, Barbel Eckert. Pour sa part, Rosemary Ackermann, qui avait récemment battu le record du monde du saut en hauteur (2 mètres), a manqué franchir 2,01 mètres, après avoir sauté 1,88 mètre.

RAYMOND POINTU.

## FOOTBALL

## MONACO

## CÈDE LA PREMIÈRE PLACE A NICE

Une seule équipe demeure invaincue après la sixième journée du championnat de France de première division disputée le 3 septembre : Nice. Les Nîcois, qui depuis plusieurs saisons résistent les meilleurs, récemment se sont imposés à Bordeaux et profitent de la surprise défilée des Monegasques, battus sur leur terrain par les Marseillais.

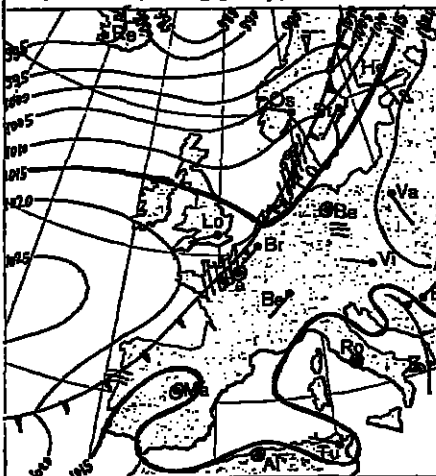
DIVISION I  
(Système journée)  
Marseille bat Monaco ..... 3-2  
Nice bat Bordeaux ..... 3-2  
Laval et Nantes ..... 1-1  
Bastia bat Lyon ..... 2-1  
St-Etienne bat Strasbourg ..... 4-0  
Sochaux bat Metz ..... 4-0  
Wag. bat Reims ..... 4-1  
Lille bat Rouen ..... 4-1  
Troyes et Nîmes ..... 2-2  
Classé en : 1. Nice, 11 points ; 2. Monaco, 10 ; 3. Sochaux et Laval, 9 ; 4. Nancy, St-Etienne et Bordeaux, 7 ; 5. Marseille, Lyon, Nantes et Lens, 6 ; 6. Strasbourg, Bastia, Metz, Reims, Rouen, Troyes, Valenciennes, Paris-St-Germain, 5 ; 7. Reims et Metz, 4.

DIVISION II  
(Quatrième journée)  
Groupe A  
Besançon bat Toulouse ..... 3-1  
Paris-F.C. bat Angoulême ..... 2-0  
Lille bat Boulogne ..... 2-1

## INFORMATIONS PRATIQUES

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 3 SEPT 77 A 0 h G.M.T.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)

Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 septembre à 6 heures et le dimanche 4 septembre à 18 heures.  
Une perturbation peu active s'achève de traverser l'extrême est du pays. L'établissement de hautes pressions temporaires sur l'Ouest sauvera une journée de dimanche assez bien ensoleillée quoique un peu fraîche.  
Dimanche, la météo sera fraîche et brumeuse sur la moyenne partie du pays, les brouillards étant plus longs à se dissiper sur la Bretagne, la basse Normandie, le Maine, le Centre. Cependant le ciel sera encore

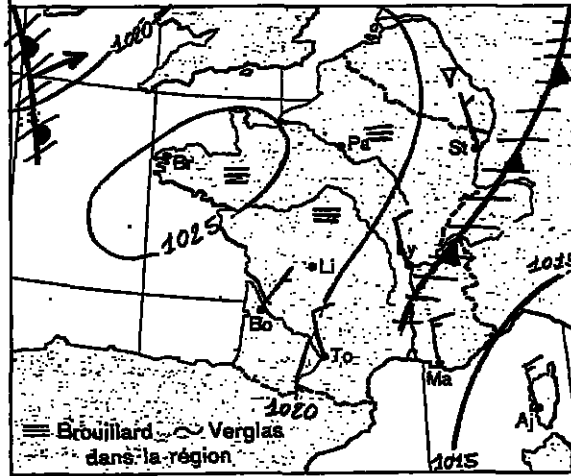
nauséux de l'Alsace au Jura et au nord des Alpes où l'on pourra observer quelques aversees localement orageuses tandis que de hautes éclaircies se manifesteront dès le matin près de la Méditerranée où un ciel modéré s'établira.

Au cours de la journée, le ciel se dégagera et un beau temps largement ensoleillé prédominera. Les vents seront généralement faibles et variables en direction, sauf près de la Méditerranée où ils resteront modérés du secteur nord. Les températures maximales seront en hausse par rapport à samedi. En fin de journée, le ciel se couvrira sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord.

Samedi 3 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, 1 018,1 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 septembre, le second, le minimum de la nuit du 3 au 4 septembre) : Alençon, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 26 et 18 ; Bordeaux, 26 et 12 ; Brest, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 23 et 14 ; Grenoble, 21 et 11 ; Lille, 23 et 14 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille, 23 et 15 ; Nancy, 16 et 8 ; Nantes, 23 et 14 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le

## PRÉVISIONS POUR LE 4-IX-77 DÉBUT DE MATINÉE



Échelle de température : 1000, 1010, 1020, 1030, 1040, 1050, 1060, 1070, 1080, 1090, 1100, 1110, 1120, 1130, 1140, 1150, 1160, 1170, 1180, 1190, 1200, 1210, 1220, 1230, 1240, 1250, 1260, 1270, 1280, 1290, 1300, 1310, 1320, 1330, 1340, 1350, 1360, 1370, 1380, 1390, 1400, 1410, 1420, 1430, 1440, 1450, 1460, 1470, 1480, 1490, 1500, 1510, 1520, 1530, 1540, 1550, 1560, 1570, 1580, 1590, 1600, 1610, 1620, 1630, 1640, 1650, 1660, 1670, 1680, 1690, 1700, 1710, 1720, 1730, 1740, 1750, 1760, 1770, 1780, 1790, 1800, 1810, 1820, 1830, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, 2020, 2030, 2040, 2050, 2060, 2070, 2080, 2090, 2100, 2110, 2120, 2130, 2140, 2150, 2160, 2170, 2180, 2190, 2200, 2210, 2220, 2230, 2240, 2250, 2260, 2270, 2280, 2290, 2300, 2310, 2320, 2330, 2340, 2350, 2360, 2370, 2380, 2390, 2400, 2410, 2420, 2430, 2440, 2450, 2460, 2470, 2480, 2490, 2500, 2510, 2520, 2530, 2540, 2550, 2560, 2570, 2580, 2590, 2600, 2610, 2620, 2630, 2640, 2650, 2660, 2670, 2680, 2690, 2700, 2710, 2720, 2730, 2740, 2750, 2760, 2770, 2780, 2790, 2800, 2810, 2820, 2830, 2840, 2850, 2860, 2870, 2880, 2890, 2900, 2910, 2920, 2930, 2940, 2950, 2960, 2970, 2980, 2990, 3000, 3010, 3020, 3030, 3040, 3050, 3060, 3070, 3080, 3090, 3100, 3110, 3120, 3130, 3140, 3150, 3160, 3170, 3180, 3190, 3200, 3210, 3220, 3230, 3240, 3250, 3260, 3270, 3280, 3290, 3300, 3310, 3320, 3330, 3340, 3350, 3360, 3370, 3380, 3390, 3400, 3410, 3420, 3430, 3440, 3450, 3460, 3470, 3480, 3490, 3500, 3510, 3520, 3530, 3540, 3550, 3560, 3570, 3580, 3590, 3600, 3610, 3620, 3630, 3640, 3650, 3660, 3670, 3680, 3690, 3700, 3710, 3720, 3730, 3740, 3750, 3760, 3770, 3780, 3790, 3800, 3810, 3820, 3830, 3840, 3850, 3860, 3870, 3880, 3890, 3900, 3910, 3920, 3930, 3940, 3950, 3960, 3970, 3980, 3990, 4000, 4010, 4020, 4030, 4040, 4050, 4060, 4070, 4080, 4090, 4100, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4160, 4170, 4180, 4190, 4200, 4210, 4220, 4230, 4240, 4250, 4260, 4270, 4280, 4290, 4300, 4310, 4320, 4330, 4340, 4350, 4360, 4370, 4380, 4390, 4400, 4410, 4420, 4430, 4440, 4450, 4460, 4470, 4480, 4490, 4500, 4510, 4520, 4530, 4540, 4550, 4560, 4570, 4580, 4590, 4600, 4610, 4620, 4630, 4640, 4650, 4660, 4670, 4680, 4690, 4700, 4710, 4720, 4730, 4740, 4750, 4760, 4770, 4780, 4790, 4800, 4810, 4820, 4830, 4840, 4850, 4860, 4870, 4880, 4890, 4900, 4910, 4920, 4930, 4940, 4950, 4960, 4970, 4980, 4990, 5000, 5010, 5020, 5030, 5040, 5050, 5060, 5070, 5080, 5090, 5100, 5110, 5120, 5130, 5140, 5150, 5160, 5170, 5180, 5190, 5200, 5210, 5220, 5230, 5240, 5250, 5260, 5270, 5280, 5290, 5300, 5310, 5320, 5330, 5340, 5350, 5360, 5370, 5380, 5390, 5400, 5410, 5420, 5430, 5440, 5450, 5460, 5470, 5480, 5490, 5500, 5510, 5520, 5530, 5540, 5550, 5560, 5570, 5580, 5590, 5600, 5610, 5620, 5630, 5640, 5650, 5660, 5670, 5680, 5690, 5700, 5710, 5720, 5730, 5740, 5750, 5760, 5770, 5780, 5790, 5800, 5810, 5820, 5830, 5840, 5850, 5860, 5870, 5880, 5890, 5900, 5910, 5920, 5930, 5940, 5950, 5960, 5970, 5980, 5990, 6000, 6010, 6020, 6030, 6040, 6050, 6060, 6070, 6080, 6090, 6100, 6110, 6120, 6130, 6140, 6150, 6160, 6170, 6180, 6190, 6200, 6210, 6220, 6230, 6240, 6250, 6260, 6270, 6280, 6290, 6300, 6310, 6320, 6330, 6340, 6350, 6360, 6370, 6380, 6390, 6400, 6410, 6420, 6430, 6440, 6450, 6460, 6470, 6480, 6490, 6500, 6510, 6520, 6530, 6540, 6550, 6560, 6570, 6580, 6590, 6600, 6610, 6620, 6630, 6640, 6650, 6660, 6670, 6680, 6690, 6700, 6710, 6720, 6730, 6740, 6750, 6760, 6770, 6780, 6790, 6800, 6810, 6820, 6830, 6840, 6850, 6860, 6870, 6880, 6890, 6900, 6910, 6920, 6930, 6940, 6950, 6960, 6970, 6980, 6990, 7000, 7010, 7020, 7030, 7040, 7050, 7060, 7070, 7080, 7090, 7100, 7110, 7120, 7130, 7140, 7150, 7160, 7170, 7180, 7190, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250, 7260, 7270, 7280, 7290, 7300, 7310, 7320, 7330, 7340, 7350, 7360, 7370, 7380, 7390, 7400, 7410, 7420, 7430, 7440, 7450, 7460, 7470, 7480, 7490, 7500, 7510, 7520, 7530, 7540, 7550, 7560, 7570, 7580, 7590, 7600, 7610, 7620, 7630, 7640, 7650, 7660, 7670, 7680, 7690, 7700, 7710, 7720, 7730, 7740, 7750, 7760, 7770, 7780, 7790, 7800, 7810, 7820, 7830, 7840, 7850, 7860, 7870, 7880, 7890, 7900, 7910, 7920, 7930, 7940, 7950, 7960, 7970, 7980, 7990, 8000, 8010, 8020, 8030, 8040, 8050, 8060, 8070, 8080, 8090, 8100, 8110, 8120, 8130, 8140, 8150, 8160, 8170, 8180, 8190,

# CARNET

## Naissances

— Jacqueline et Serge Klugman  
l'association de Nicolas à l'annonce  
la naissance de son fils  
Patrick-Benjamin,  
à Paris, le 11 juillet 1977.

— M. Daniel Vasson et Mme. née  
Marie-Thérèse Lanco, ont la joie  
de faire part de la naissance de leur  
fille  
Anne-Pauline,  
le 18 août 1977, à Paris.  
74, avenue Paul-Doumer,  
75016 Paris.

— François-Henri Worm et Anne,  
née Miramont, sont heureux d'an-  
noncer la naissance de leur  
fils  
Frédéric,  
Genève, le 29 août 1977.  
104, rue de Bernex, 1233 Bernex.

## Décès

**Père Maurice QUÉQUINER**  
— Le supérieur général et les  
membres de la Société des missions  
étrangères de Paris.

Les membres de sa famille,  
portant à la connaissance de ses  
nombreux amis le décès de son  
père **Maurice QUÉQUINER**,  
supérieur général  
de la Société des missions étrangères  
de Paris,  
survenu le 29 août 1977, à l'hôpital  
de Bihy (Essonne), dans  
sa soixante-neuvième année.  
La cérémonie religieuse sera célé-  
brée le mercredi 7 septembre, à  
14 heures, en la chapelle des Mis-  
sions étrangères, 128, rue du Sac,  
Paris (7<sup>e</sup>), et sera suivie de l'inhumation  
au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
[Né le 11 juillet 1909 à Morlaix (Finis-  
tère), le Père Quéquiner a fait ses études  
au séminaire de Guimptier, puis au sé-  
minaire des Missions étrangères à Paris.  
Ordonné prêtre le 29 juin 1932, il com-  
mence une longue carrière de mission-  
naire, d'abord au Soudan (1932-37), puis  
dans le diocèse de Mysore (Inde), où il  
fut nommé vicaire général en 1942, il est  
aussi à la même époque recteur du sémi-  
naire et du conseil exécutif de l'université  
de Mysore.

En 1948, le Père Quéquiner revient à  
Paris pour s'occuper du conseil supérieur  
général des Missions étrangères, puis, en  
1953, comme conseiller ecclésiastique de  
l'évêque de Saint-Siège à l'UNESCO.  
De 1960 à 1974, il est supérieur général  
de la Société des missions étrangères,  
depuis 1975, il était secrétaire de la  
Congrégation pour l'évangélisation du  
monde et conseiller ecclésiastique de  
Carlo Kardinal.

Docteur « honoris causa » de l'univer-  
sité Laval de Québec, le Père Quéquiner  
a publié deux ouvrages : « Édition de  
base » (1953) et « Introduction à l'Philo-  
sophie » (1958).

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
M. Pierre COLLOTTE,  
professeur à l'université de Provence  
centenaire d'âge.

lettres et sciences humaines,  
membre de l'Académie de Marseille,  
de l'Ordre national du Mérite,  
survenu à Moulins (Sarthe), le  
28 août 1977, à l'âge de soixante-dix  
ans.

De la part de :  
M. Jean-Pierre Colotte, son fils,  
M. Pierre Colotte, son fils,  
M. et Mme Jacques Rolland et  
leurs enfants,  
Mme Pierre Breton,  
Les familles Henry, Rolland, Breton  
et Bleuville,  
ont la douleur de faire part du  
décès de

Mme Camille HENRY,  
née Simone HENRY,  
survenue le 31 août dans sa soixante-  
neuvième année.  
La cérémonie religieuse sera célé-  
brée le lundi 5 septembre, à 11 heures,  
en l'église Saint-Pierre de  
Neuilly, 80, avenue de la Route, où l'on  
se réunira.  
L'inhumation aura lieu au cime-  
tière du Père-Lachaise dans l'inti-  
mité familiale.

La famille rappelle à votre sou-  
venir la mémoire de  
M. Camille HENRY,  
décédé ponctuellement le 28 no-  
vembre 1967.  
16, rue Pierre Chéret,  
92000 Neuilly-sur-Seine.  
10, rue de Charente,  
92000 Neuilly-sur-Seine.

— Il a plu à Dieu de rappeler à  
Lui  
le colonel Maurice LEJAY,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,  
décédé dans sa quatre-vingt-dixième  
année le 1<sup>er</sup> septembre 1977.  
La messe de funérailles sera célé-  
brée à 15 heures, le lundi 5 sep-  
tembre 1977, en l'église d'Aiglemont  
(Ardennes).

De la part de :  
M. et Mme Henri Lejay et leurs  
enfants,  
1, allée des Pavettes,  
91800 Brunoy.

— M. Grégoire Michon, son fils  
Patrick  
M. et Mme Martial Solal,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
Mme MICHELINE,  
née Yvonne Maclean,  
survenue à Troyes, le 7 août 1977.  
Les obsèques ont eu lieu à Jui-  
ly-sur-Sarce (Aube), le 11 août 1977,  
87, boulevard Lefebvre,  
75015 Paris.

— Paris-Bucarest.  
Mme veuve C. Rabinovici et sa  
famille annoncent avec douleur le  
décès de  
M. Aaron-Arnold RABINOVICI,  
le 1<sup>er</sup> septembre 1977.

— M. et Mme Marcel Molina,  
le docteur Michel Samitca,  
chevalier des Palmes académiques,  
ont la douleur de faire part du  
décès de leur fille, belle-fille et  
épouse,  
Mme Michel SAMITCA,  
née Georges Molina,  
chevalier des Palmes académiques,  
qui aura vécu avec eux le 10  
mardi 8 septembre 1977, à 10 h. 45,  
au cimetière ancien de Chelles  
(Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles municipales

Châtelet : Voie (sam., 20 h. 30 ;  
dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).  
THÉÂTRE DE LA VILLE : Chœur et  
Orchestre symphonique de la Sa-  
dieu de Cologne, dir. : L. Berio  
(« Coro » de Berio) (sam., 20 h. 30).

### Les autres salles

Antoine : Les Parents terribles (sam.,  
20 h. 30).  
Atelier : Le Faiseur (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Comédie : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).  
Voltaire : Les Femmes (sam., 21 h. ;  
dim., 18 h.).

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 3 - Dimanche 4 septembre

## Festivals

### Vol Théâtre de la Ville

Hôtel de Sully : Musique et jardins,  
pays d'Illyrie, D. Belinfante, flûte  
ancienne, P. Cuccoli, guitar (dim.,  
11 h.).

Bateau-Mouches : M. Schiltenshain,  
piano et J.-M. Varache, flûte  
(Vivaldi).

Théâtre Rénouveau : C. Hugonard-  
Roche, piano et J.-M. Varache, flûte  
(Brahms) (sam., 18 h. 30).

Théâtre de la Ville : Trio Baroque  
de Paris (Telemann, Vivaldi, Dan-  
drieu).

## Les concerts

### Vol Théâtre de la Ville

Idée à la fois (Pard, Britten,  
Duchamp, Rousset, Soudan) (sam.,  
21 h.).

Théâtre de la Ville : R. Vinc. or-  
chestre (Duchamp, Soudan) (dim.,  
17 h. 45).

## Les chansonniers

Caveau de la République : Plan, rate,  
plan... et le plan plan (sam., 21 h.).  
Deux-Anes : Marianne, ce vois-tu  
rien venir ? (sam., 21 h. ; dim.,  
15 h. 30 et 21 h.).

## Le jazz

Théâtre Moutetard : Bernard Lubat  
et ses invités (22 h. 45).

# cinémas

### Le continent oublia

Ermitage, 8 (359-15-71) ; V.F. ;  
Rex, 2 (359-83-32) ; U.G.C.-Gare  
de Lyon, 12 (343-01-19) ; U.G.C.-  
Gobelins, 13 (331-06-19) ; Mistral,  
(328-41-02) ; Muret, 14 (328-89-75) ;  
Sélect, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

## Les films nouveaux

UN BOURGEOIS TOUT PETIT.  
Pettit, film italien de Mario  
Monicelli (Fr.) : V.F. ;  
U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-19) ;  
U.G.C.-Gobelins, 13 (331-06-19) ;  
Mistral, 14 (328-89-75) ;  
Sélect, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepartie, 9 (328-78-37) ;  
14-Juillet-Paradise, 10 (328-89-75) ;  
Normandie, 12 (331-06-19) ; Gaud-  
mont-Madeleine, 13 (328-89-75) ;  
Le Gauguin, 14 (328-89-75) ;  
D.W. Griffith, 15 (328-71-43).

LA DENTELLE (Fr.) : Studio de la  
Contrepart



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

«LES DUELLISTES», de Ridley Scott

« Le duel est une épreuve... Dans les questions d'honneur, il n'y a de vain et de vaincu que les coups de pied au cul. » C'est ce que répondait Léon Bloy à un questionnaire sur le duel. A voir le film que Ridley Scott a tiré d'une nouvelle de Conrad, on ne peut que partager son avis. Rien de plus vain et de plus sot que le comportement de ces deux officiers de l'armée napoléonienne qui, pendant quinze années, chaque fois qu'ils se rencontrent, croient nécessaire de tonner l'un contre l'autre, l'épée, le sabre ou le pistolet à la main.

est un bouteau hargneux qui prétend lever dans le sang la plus anodine des querelles. Quant à l'offenseur, un aristocrate pris au piège d'un code moral intangible, il se voit contraint de répondre aux provocations de son adversaire. Entre les deux brutes, un mécanisme de haine est déclenché que rien ne peut arrêter, l'honneur devant pour eux une sorte de rocher de Sisyphe. Ou, du moins, une certaine conception de l'honneur.

Cette histoire d'un autre temps, Ridley Scott la raconte sans détours et sans complaisance, avec une élégance cavalière qui convient parfaitement au sujet. Son film a la netteté et l'éclat de ces lames d'acier dont les héros usent et abusent. Il va droit son chemin, ignorant à l'exception d'une séquence consacrée à la retraite de Russie les châtiments de la bataille, négligeant la psychologie, comme entraîné par son propre mouvement. Les ferveurs se perdent, se retrouvent, s'embrasent, se repèrent. C'est la féerie. A quel ajout pour nous faire oublier que les personnages sont quand même un peu frustes, et un peu lassantes les passes d'armes qui jalonnent le récit, la qualité de la lumière, la beauté des paysages, les coloris des uniformes, la perfection formelle de telle ou telle séquence (le duel à cheval dans la forêt de bouleaux, par exemple).

Les *Duellistes* avaient obtenu, à Cannes, le prix très discuté de la Première Classe. Quitté à couronner l'ouvrage, c'est le prix de l'image, ou mieux de l'imagerie, qu'il s'agit de lui décerner. Le film de Ridley Scott est le plus joli des « films d'épée ».

★ Voir « les films nouveaux ».

■ La Française Frédéric Cambréling a remporté le premier prix du concours international de harpe Marie-Antoinette Cazala, organisé au Festival de Gargiles (Indre).

★ Voir « les films nouveaux ».

«SWASTIKA», de Philippe Mora

Projeté au Festival de Cannes, il y a quatre ans, *Swastika*, film anglais de Philippe Mora, qui n'était pas sorti à Paris, bénéficie pour sa promotion des résumés provocateurs de diverses affaires nazies et par la distribution en Allemagne du long métrage de Joachim Fest consacré à Hitler. Le *Swastika* Mora emprunte le titre de son film à ce qui fut l'emblème du parti nazi, de l'Allemagne hitlérienne, la croix gammée, edige une lecture adulte.

Mora n'a pas eu recours au montage traditionnel dans ce genre de films. Il n'y a ici aucun commentaire. L'auteur a rassemblé des documents inédits et personnels, des extraits de films nazis, des images non coupées, mais en s'efforçant de les présenter avec une continuité entre les images montées, facilitée par la volonté de recréer des situations : il a notamment fait appel au jeu d'images ralenties, à la post-synchronisation (c'est ainsi qu'il place dans la bouche d'Hitler ou de son entourage des remarques prises à une autre source, Speer par exemple, avec des voix restituées timbre et couleur).

De facture plus moderne que les habituels films-documentaires, *Swastika* évoque Hitler et l'Allemagne, de 1933 à 1939, la vie quotidienne, tandis qu'une nation entière est embrigadée, endoctrinée, armée, un Hitler dans toute sa médiocrité, un personnage diabolique, aux traits épais, en civil et en chapeau, peu expansif, sinon auprès des ministres et des hauts, tapotant les joues des petites filles, se faisant photographier sur les marches de son nid d'aigle en compagnie des Jeunesseuses hitlériennes, prononçant un discours sur le programme culturel du Reich (statues d'aryens et bâtiments pompeux). Et ce que nous essayons d'analyser à travers les documents proposés, c'est comment et pourquoi un régime, dont le caractère criminel ne faisait pas de doute avant même sa naissance, a recueilli un temps l'adhésion d'une grande masse d'Allemands de toutes les classes.

Le propos du film n'étant ni de

montrer l'histoire de l'Allemagne entre 1933 et 1939, ni les crimes commis par les nazis à la même époque, les images, toutes de banalité de calme précédant le cataclysme, peuvent choquer malgré le contrepoint (en fin de film) d'autres images : équipes de SS brisant les vitrines des magasins juifs, Einstein fuyant l'Allemagne, séquence insoutenable d'un tracteur poussant, en 1945, dans un camp de concentration, une masse informe de cadavres vers la fosse commune. Philippe Mora a trop isolé un aspect partiel du nazisme. Son entreprise n'est pas une réussite.

CLAUDE FLEUTER.

★ Voir « les films nouveaux ».

«ACCELERATION PUNK»

Quel est le plus « punk » ? Le chanteur des Sex Pistols, un petit rouquin qui prend des allures de débile lobotomisé, ou la reine d'Angleterre, qui parade dans un carrosse doré avec un massif de papillotes roses sur la tête ? Comme « punk » veut dire moche, ou décadent, on ne saurait dire. La bête de la scène est surtout la garde en revue, les « punk » eux-mêmes, des épingles à nourrice, des badges, des morceaux de drap ou de sac en plastique déchiquetés, des cous de poulx sanguinolents sur leurs vestons élimés.

Les « punk » sont des révoltés qui trébuchent peu la jambe. Ils veulent être bêtes et méchants, cho-quant et agressifs. Seulement, Mick Jagger a déjà jeté des seaux d'eau sur son public. Alice Cooper a déjà vomit du sang de bœuf sur le sien. Lou Reed et David Bowie ont réalisé dans leurs apparitions de zombies, hermaphrodites. Un simulacre de copulation entre une guitare et un micro ne trouble plus personne. « Acceleration punk » regroupe deux moyens métrages pris durant ces concerts : « punk » à Londres et à Paris. Le montage fait alterner des morceaux des Sex Pistols ou des Stink Toys avec des scènes du jubilé de la reine et, ce qui est moins amusant, la promenade d'un jeune couple « punk », blousons de cuir, cravates et lunettes noires, à travers les manèges de la Foire du Trône. Sur l'écran de télévision vidéo, le public « punk » ne se contente pas de se laisser violenter par cette musique « hard » : il danse, mime la bagarre ou la syncope, se carasse et s'embrasse, s'écroule par terre, dévasté par le petit joint en circulation. Il se donne l'illusion, pendant quelques instants, de pouvoir théâtraliser la vie. Le public du Vidéothon qui l'observe rigole ou bat la mesure avec ses pieds. La salle est pleine de lycéens, c'est encore les vacances.

HERVÉ GUIBERT.

★ Voir « les films nouveaux ».

Danse

Le danseur et le photographe

« On ne peut photographier la danse ! » Par cette phrase péremptoire, Maurice Béjart ouvre le livre que son frère, le photographe Alain Béjart, a consacré au Ballet du vingtième siècle.

Pour parler de la danse, Maurice Béjart a toujours préféré la parole à l'image. La photographie figeant le mouvement dans un moment de beauté ou d'intensité en soulignant douloureusement le caractère éphémère sous prétexte de le magnifier et transformant les plus beaux ballets en monuments funéraires. Poussant toujours plus avant sa création au gré d'une intuition exacerbée, Béjart n'aime pas regarder en arrière. « On ne peut photographier la danse, mais — concède-t-il — la photo, art indépendant, peut prendre son appui sur l'arrêt du mouvement (qui est proprement la négation du ballet) et créer une structure originale et un lyrisme authentique. »

sent' voici vingt ans allait être le levain d'une aventure chorégraphique où Maurice Béjart s'est engagé tout entier : la reconquête de la primauté perdue de la danse occidentale, le retour au sens sacré.

Avec son écriture à lui, le photographe, Alain Béjart raconte en deux cents clichés illustrés de versets cette manière de parler, de penser, de prier, avec la corps. « Bhakti », « la Messe du temps résonne » ou « le Sacre », jalonnent une longue marche de l'amour profane à l'amour mystique — libération, sublimation, — jusqu'à l'accomplissement de « Notre Faust » où Méphisto, ange déchu, retourne au sein d'un dieu d'Abraham, conduit par un ange de lumière.

Lorsque Alain Béjart photographie les ballets de son frère, il ne cherche pas à restituer par le moyen d'un autre art ce qu'avait précédemment créé le chorégraphe : il livre une série d'impressions personnelles et, à partir de quelque vingt-cinq mille clichés recueillis en dix ans de travail au sein de la compagnie, il tente de dégager l'esprit d'une création dont les représentations scéniques ne sont que les supports d'une éthique et d'une philosophie.

Il existe entre le danseur et le photographe une « complicité » naturelle. Tous deux ont été fortement marqués par l'image du père (le philosophe Gaston Berger), nourris de la même substance intellectuelle, familiers des mêmes archétypes. Personne ne pouvait mieux qu'Alain Béjart saisir la démarche du chorégraphe directement inspirée du discours poétique.

Ce qu'a surtout retenu l'objectif du photographe, c'est le caractère dionysiaque de la danse, l'intensité des regards, l'énergie, les rapports de forces entre individus, entre groupes. Les images n'ont rien de commun avec les belles lignes, les effets recherchés des traditionnels albums consacrés aux ballets. La personnalité d'Alain Béjart s'affirme dans le choix de « moments », moments pleins qui se suffisent à eux-mêmes, avec leur rythme, leur dynamisme. Les danseurs sont toujours saisis dans des déséquilibres, des paroxysmes qui mettent en lumière l'imprévisible de la gestuelle chez Béjart et les étonnantes distorsions de la danse. Ce n'est pas classique, parfois jusqu'à l'outrage. Dans ce tourbillonnement de gestes et de formes, « débordement du Méditerranéen tenté par toutes les démesures — l'ombre et le soleil à la fois, — le regard calme et permanent du photographe permet de suivre une ligne de crête et de détecter au milieu de tant de contradictions la mathématique du corps béjartien.

Quelques textes circonstanciés, témoignages d'admiration ou d'amitié jalonnent ce livre. On pourrait facilement les ignorer, ils dispersent l'attention et ôtent du rayonnement aux images par leur caractère démonstratif.

MARCELLE MICHEL.

★ Danseur le vingtième siècle. Ed. Batail, 288 pages, 200 F.

■ Le Théâtre des Dix Heures fera sa réouverture, mercredi 14 septembre, avec Jean Rigaux, Pierre Doris et Georges Deuz.

■ Le premier festival international

« Mima sans frontière » aura lieu à Brive (Creuse), du 24 septembre au 2 octobre, organisé par la Maison des jeunes et de la culture, les associations de la ville, les commerçants et la municipalité.

PRESSE

DEUX NOUVEAUX PÉRIODIQUES AFRICAINS

Deux nouveaux périodiques consacrés aux problèmes africains font leur apparition en ce mois de septembre :

— *Démocratie Africaine*, qui se présente comme un mensuel panafricain, fait paraître lundi 5 son premier numéro sur cent pages (vendu 7 francs). Il est dirigé par M. Paul Berné, qui, jusqu'en 1976, était rédacteur en chef de *Jeune Afrique*. Par qui *Démocratie Africaine* est-il financé ? « L'investissement nécessaire au lancement de ce journal est entièrement financé par des prêts que nous avons sollicités auprès d'établissements financiers et que nous devons rembourser », précise M. Berné.

La société éditrice est une S.A.R.L. au capital de 100 000 francs (16, rue Guillaume-Tell, 75017 Paris).

— *Africa International* annonce la sortie de son premier numéro le 25 septembre et se présente comme un mensuel d'informations générales « destiné à l'Afrique mais qui sera également diffusé en Europe, aux Etats-Unis et au Canada ». Le tirage prévu est de 120 000 exemplaires, dont 10 % hors Afrique.

Ce magazine, format *Express*, aura pour directeur général M. Léopold Sanvi Dovi. La société éditrice est une S.A.R.L. au capital de 20 000 francs (88, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris).

● *L'International Herald Tribune* a inauguré, le 1<sup>er</sup> septembre, sa transmission quotidienne par fax-simulé entre Paris et Zurich (Suisse). Après Londres, depuis 1974, cette nouvelle phase d'impression quasi simultanée permettra une diffusion plus rapide pour quelque cinquante mille lecteurs du journal, notamment en Suisse. Les autres régions bénéficiant de l'opération sont : l'Autriche, l'Italie, le sud de l'Allemagne fédérale, certains pays du Proche-Orient et de l'Afrique.

● « La Liberté de l'Est », quotidien publié à Epinal (Vosges), a publié, le 31 août, son dixième numéro. Issu de la Résistance, la *Liberté de l'Est*, dont le tirage gravite autour de trente-cinq mille exemplaires, annonce que cet anniversaire coïncide avec l'avènement de la photocomposition.

Culture

LE CONFLIT SE POURSUIT A BÉDARIEUX

Détruire une œuvre

M<sup>re</sup> Roques, maire (maj.) de Bédarieux, petite ville de l'Hérault, a fait recouvrir de peinture blanche, le mardi 30 avril, la fresque « abstraite », ocre, rouge et noire, réalisée par trois peintres à l'occasion du 4<sup>e</sup> Festival d'été de Bédarieux (*le Monde* du 26 août). M<sup>me</sup> Brindgier, Grégory et Zeffert avaient été invités par le directeur de la Maison des jeunes et de la culture, M. Alain Giron, à créer une peinture collective, de leur inspiration, sur l'une des façades de la M.J.C. Celle-ci terminée, le 21 août, la municipalité avait réclamé aussitôt la restauration du mur (dont elle est propriétaire), estimant qu'elle avait été mise devant un fait accompli, qu'on ne lui avait pas demandé l'autorisation (*le Monde* des 29-30 août).

Jugeant de leur côté que « la situation était parfaitement claire » (dans un communiqué daté du 26 août, les trois peintres rappellent qu'au cours du vernissage de leur exposition — celle-ci

à l'intérieur de la M.J.C. — le directeur de la Maison des jeunes avait annoncé officiellement le projet de peinture murale, qu'aucune décision émanant de la municipalité n'était alors intervenue pour arrêter le travail), jugeant aussi qu'il s'agissait d'une « atteinte à la liberté d'expression », les trois peintres avaient refusé de détruire leur œuvre. La municipalité s'en est donc chargée.

Deux conceptions s'affrontent en réalité dans cette affaire. Pour le maire, M<sup>re</sup> Roques, il s'agit seulement d'une question légale : « la destruction d'un édifice public », mais, pour les peintres, « c'est la liberté de création » qui est en cause. Que vaut l'œuvre ? M<sup>re</sup> Roques refuse d'entrer dans des considérations « artistiques » : « Il n'y a qu'un débat, dit-il, le débat légal. »

Ce n'est pas l'avis de la C.G.T., de la FEN et de la C.F.D.T., du P.S. et du P.C. de l'Hérault (Union des femmes françaises), du bureau de la M.J.C. et des peintres qui appellent maintenant « tous ceux pour qui les mots démocratie et liberté ont des sens à venir » à jeter leur solidarité aux trois peintres. « Détruire une œuvre est un acte inqualifiable, écrivent-ils dans un communiqué commun. « J'ordonne par ses responsabilités, avec l'aide des forces de l'ordre (ceci) n'est pas sans nuire au temps des années sombres. »

M<sup>re</sup> Roques a décidé de porter plainte « pour outrage à magistrat dans l'exercice de ses fonctions ».

UN FILM DE LUIS BUNUEL  
**Cet Obscur Objet du Désir**

ACTUELLEMENT DANS 9 SALLES PARISIENNES (Voir listes programmes)

ELYSEES CINEMA V.O. - REX V.F. - O.C.C. OPERA V.F. - O.C.C. BANTON V.O. BRETAGNE V.F. MISTRAL V.F. O.C.C. GARE DE LYON V.F. O.C.C. GORELINS V.F. PARLY 2 - ARTEL NOBENT - ARTEL VILLENEUVE - ALPHA ARGENTEUIL. PARIS-MOORE AULNAY - MELIES MONTREUIL - PARAMOUNT LA VARENNE

BARRA KRIS STRESSAND / KRISTOFFERSON

avec un grand amour une étoile est née

UNE ÉTOILE EST NÉE

(PUBLIOTE)  
**SALON INTERNATIONAL «ARTS ET LOISIRS» de GARCHES**

Le SALON D'AUTOMNE 1977 se tiendra du SAMEDI 24 SEPTEMBRE au DIMANCHE 2 OCTOBRE 1977 dans les salles de l'ÉCOLE D'INFIRMIERES de l'Hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Haut-de-Seine).

Il est ouvert aux HANDICAPES PHYSIQUES et au PERSONNEL HOSPITALIER. Il accueille les œuvres d'ARTISTES isolés ou regroupés dans des associations diverses.

Le SALON INTERNATIONAL des arts et loisirs est ouvert à des artistes HANDICAPES de montrer leurs œuvres, de faire apprécier leur talent, participer à l'intégration des handicapés dans la Société.

Les visiteurs peuvent acquiescer les objets exposés :

- Sculptures - Céramiques - Modèles divers - Travaux (peinture à l'huile - aquarelle - gouache - fusain) - Œuvres diverses (textes manuscrits - bols - vaisselle - vannerie - travaux d'aiguille, etc.) - Photographies.

Les œuvres ainsi exposées ont concouru précédemment à une œuvre de solidarité humaine.

L.A.L.A.P. et les spectacles LUMBROSO présentent  
**POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN FRANCE**

**BALLET SOVIÉTIQUE SUR GLACE**  
Ensemble de Lénigrad

PASSEZ VOTRE COMMANDE DE PLACES PAR CORRESPONDANCE DES AUJOURD'HUI

Renseignez ce bon, et retournez-le au Palais des Sports, Porte de Versailles, 75015 Paris. Joignez un chèque bancaire ou postal (trois volets) ou mandat-lettre établi à l'ordre du Palais des Sports, ainsi qu'une enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse.

Si vos billets ne vous parvenaient pas 5 jours avant la plus proche des dates choisies, réclamez téléphoniquement au Palais des Sports (250.79.60 et 532.41.29)

LOCATION OUVERTE AU GUICHET DU PALAIS DES SPORTS 12 H 30 A 19 H ET TOUTES AGENCES

SOIRÉES : 20 h 30 tous les jours sauf dimanche et lundi.

MATINÉES : samedi à 16 h dimanche à 14 h et 18 h 30

PRIX DES PLACES

FAUTEUIL 1 <sup>re</sup> série	65 F
FAUTEUIL 2 <sup>e</sup> série	55 F
BALCON 1 <sup>re</sup> série	45 F
BALCON 2 <sup>e</sup> série	30 F

**BON DE COMMANDE PAR CORRESPONDANCE**

Préciser d'indiquer ci-dessous 3 dates différentes dans l'ordre de votre préférence.

DATES

1 <sup>er</sup> choix..... heure.....	Nom.....
2 <sup>e</sup> choix..... heure.....	Adresse.....
3 <sup>e</sup> choix..... heure.....	Localité.....
	Dépt..... Tél.....
	PLACES Nombre.....
	Prix.....

CANAL P. PARIS







## Montefibre pose des conditions pour maintenir l'usine en activité

Toutefois, après une réunion improvisée, l'intersyndicale durcissait sa position et envisageait, ce samedi matin, de reprendre l'occupation de l'usine, interrompue le 12 août, après la promesse faite par la direction de reprendre ses livraisons de fuel.

Ce refus entraîne de vives réactions dans la presse italienne de gauche, y compris dans *l'Unità*, l'organe du P.C. Dans un article paru dans *Repubblica*, le professeur Strada écrit : « Ce n'est pas le refus (du visa) en soi qui nous surprend, nous sommes habitués, mais c'est l'excessives rapidité de ce refus. »

*l'Unità*, après avoir relaté l'affaire, conclut : « Un phénomène avec notre conception des choses, inspiré par le marxisme d'extrême gauche dans les rapports et les échanges culturels internationaux, nous ne comprenons pas et nous ne partageons pas la décision des autorités soviétiques. »

la protection de l'enfance  
s'adresse aux parents à notre épo-  
que où les jadis « et la Seine  
le charrie plus les corps des  
nos-petits qu'on voyait  
surpasser la pain venant à  
marquer. Le nombre de huit  
millions d'enfants morts chaque  
année pour mauvais traite-  
ments, cité par M. Bertrand  
Lafont, éducateur et créateur  
de S.O.S. Enfants, paraît bien  
excessif. Mais n'y en aurait-  
il qu'un, que cela devrait  
nous empêcher de don-  
ner.

**BRUNO FRAPPAT.**

Le numéro  
daté 3 septembre  
à 538 747 exemp

- Monde -  
1977 a été tiré  
res.

185, bd Wilson, 33200 Bordeaux. 1 à 533 747 exemp

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1977 a été tiré à 533 747 exemplaires.

quatre fois mère à vingt-trois, et qui a fini par se réfugier dans un centre

---

# BÈGUES

Des milliers de personnes de tout

Découvertes d'un Ancien Bègue.  
Renseign. grat. Pr M. BAUDET,  
185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

quatre fois mère à vingt-trois, et qui a fini par se réfugier dans un centre

---